La météo

Aujourd'hui:
Mélange de nuages et de soleil
Minimum 7° Maximum 17°
Demain:
Partiellement ensoleillé et chaud

DÉTAILS CAHIER SPORTS

La Presse

LE PLUS GRAND QUOTIDIEN FRANÇAIS D'AMÉRIQUE

Lauzon
AUDI

• MONTRÉAL, JEUDI 9 MAI 1991 107e ANNÉE Nº 196 76 PAGES, 6 CAHIERS

Îles de La Madeleine : 1.00 50¢ Taxes en sus

Aujourd'hui



E 1 OUVERTURE

L'ouverture du 44e Festival de Cannes par la présentation d'*Homicide*, de l'Américain David Mamet, étonne car le caractère violent du film risque de déplaire au jury.

B 1 IRAK

L'ex-ambassadeur d'Irak à Washington, Mohammed Al-Mashat, a été admis au Canada comme immigrant reçu sans que le ministre de l'Immigration en ait été avisé.

D 3 HYDRO

Hydro-Québec devra hausser ses tarifs et compresser ses dépenses pour respecter le dernier budget provincial, qui l'oblige à verser 143 millions de plus au gouvernement.

Sommaire

Annonces classées
immobilier ..... C6 à C8, D10 à D12
marchandises D12, D13
emplois D13, D14
automobiles ..... D14 à D17
propositions d'affaires D9
Arts et spectacles
informations ..... E1 à E7
horaires E5, E6
Bandes dessinées C7
Bridge D16
Décès D18
Design / Art de vivre C1 à C5
Économie ..... D1 à D9
Êtes-vous observateur? ... C6
Feuilleton D11
Horoscope C8
Le monde E7, E8
Loteries A4
Mots croisés D12
«Mot mystère» D13
Télévision E1, E2
Têtes d'affiche A8
Tribune libre B3
TABLOÏD SPORTS
Buck Rodgers 4
Mots croisés 10



Les médecins passent à l'attaque

Des journées d'études vont perturber les hôpitaux d'ici la fin juin

DENIS LESSARD
du bureau de La Presse

QUÉBEC

Les hôpitaux du Québec connaîtront plusieurs longues fins de semaine d'ici la fin juin si le gouvernement Bourassa ne bat pas en retraite sur son projet de réforme de la santé, préviennent les médecins.

Pour contrer la réforme du ministre Marc-Yvan Côté, les fédérations des médecins du Québec (omnipraticiens, spécialistes, internes et étudiants) proposeront une série de «journées d'études» à leurs membres d'ici la fin juin. Ils souhaitent convaincre Québec de retirer carrément son projet de loi 120, actuellement étudié en commission parlementaire, ont confirmé hier à *La Presse* les docteurs Clément Richer, de la Fédération des omnipraticiens et André Aubry, porte-parole des Collèges de médecins et dentistes.

Lors de ces journées d'études, un «service de routine» sera fourni dans les hôpitaux. Le niveau des services sera à peu de choses près le même que durant les week-end, soit environ 20 p. cent de l'effectif médical normal en semaine, a expliqué le docteur Richer.

«On sera souvent en fin de semaine d'ici la fin juin», prédit le docteur Richer, qui se dit confiant que les recommandations du comité de stratégie contre la réforme gouvernementale seront entérinées par l'ensemble des médecins au cours des prochains jours.

Les médecins seront aussi appelés à manifester devant le parlement.

«Ce n'est pas dans la rue que cela se réglera, mais ici, en commission parlementaire. Cela fait cinq ans qu'on discute», a répliqué hier soir le ministre, interrogé par *La Presse*. M. Côté affirme «avoir eu vent» des intentions des médecins. Il a refusé de dire si, à son avis, les pressions des médecins représenteraient un risque pour la santé de la population. «Ce sont des gens choyés par la société, ils ont leurs responsabilités», a-t-il dit, en soulignant que ce genre de manifestation ne l'avait jamais beaucoup impressionné.

Le regroupement des fédérations de mé-

VOIR MÉDECINS EN A 2

Le forcené de Laval aurait tué son ex-compagne

JEAN-PAUL CHARBONNEAU

Tôt ce matin, Robert Collin demeurait toujours terré au 140, de Lisieux, dans le quartier Laval-des-Rapides à Laval, et les policiers se demandaient si son ex-compagne, Francine Turcotte-Bérard, qu'il avait séquestrée vers 19 h 30 mardi, était bien morte comme il le prétend.

Pas moins de 45 coups de feu ont été tirés par cet ex-bagnard, qui a passé 23 ans de sa vie derrière les barreaux. Fort heureusement, aucun projectile n'a atteint d'innocentes victimes, même si quelques balles ont été tirées en direction d'un parc situé boulevard Cartier, où jouaient des enfants.

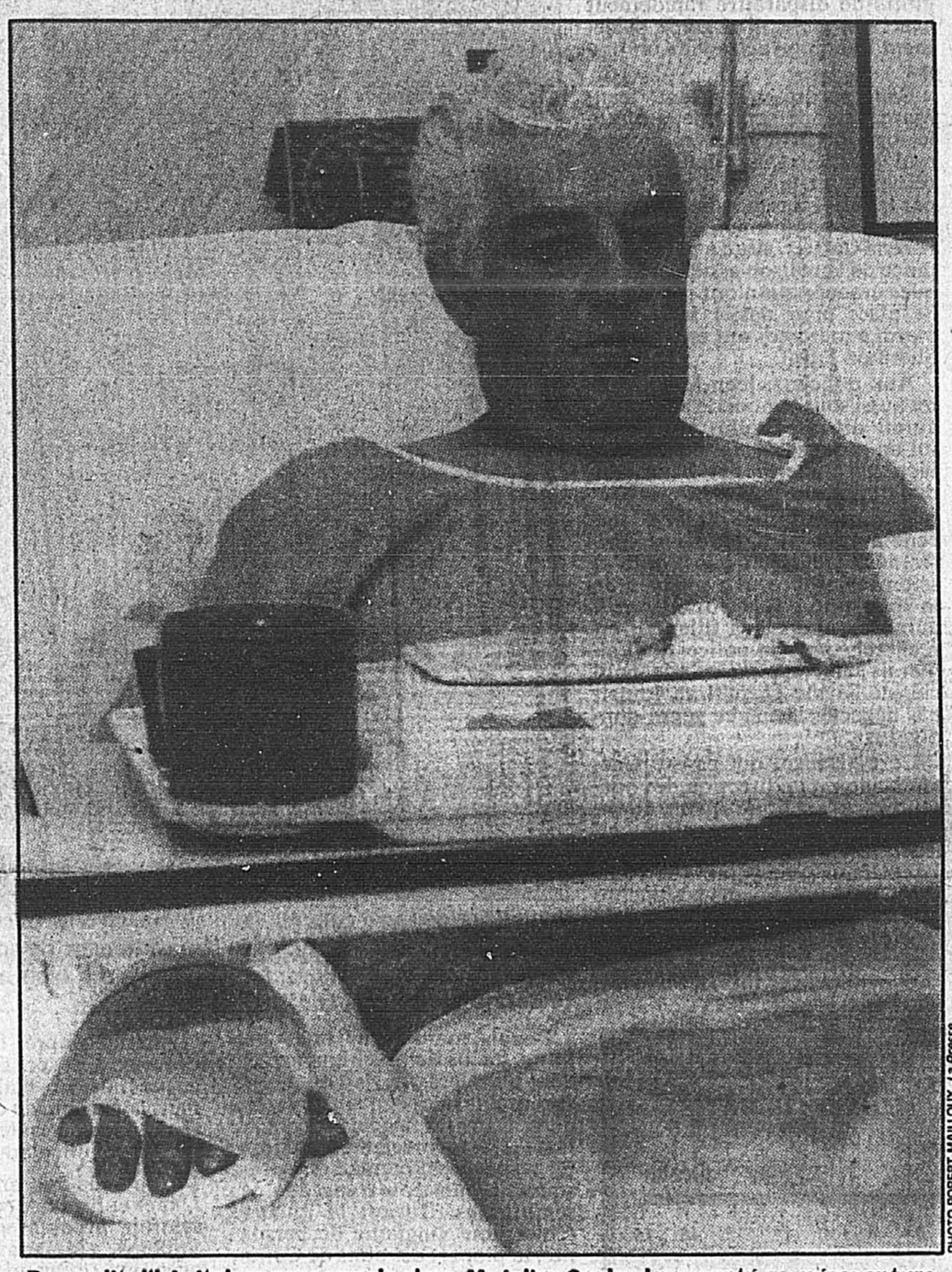

Robert Collin

Un amateur de boissons alcooliques, Collin, qui est âgé de 52 ans, aurait semblé ivre lors des premières heures des pourparlers téléphoniques avec le sergent-détective Marcel Boilard. Après une interruption de quelques heures, les propos de Collin auraient été plus clairs au téléphone. Mais, vers 20 h hier, il aurait à nouveau démontré de l'incohérence dans ses propos. Il aurait trouvé dans la maison plusieurs bouteilles de spiritueux non ouvertes.

Selon certaines informations, Collin a en sa possession une liste de 10 noms de personnes à abattre. Au premier rang se trouverait son examie, Francine Bérard, 47 ans, qui serait morte, selon lui, puis une femme policier de Laval qui l'avait arrêté pour conduite avec facultés affaiblies. Il aurait passé 11 mois en prison pour ce délit.

En début de soirée, le directeur Gerry Dance, l'un des responsables des opérations, a confir-

VOIR FORCENE EN A 2


PHOTO ROBERT MAILLOUX, *La Presse*

De son lit d'hôpital, encore sous le choc, M. Julien Soulard a raconté sa mésaventure à *La Presse*, hier soir. Il a été opéré à la main droite et devra l'être une autre fois.

«Je remercie le bon Dieu d'être encore vivant...»

— Julien Soulard

ÉRIC TROTTIER

«J'ai eu vraiment peur quand les suspects ont voulu s'enfuir en se cachant derrière moi, sur le balcon. J'étais sûr que les policiers ouvriraient le feu...»

Encore sous l'effet du choc, opéré à la main droite, M. Julien Soulard, 55 ans, a raconté hier soir à *La Presse* les durs moments qu'il a vécus durant 14 heures, de lundi soir à mardi matin, en compagnie de l'autre otage de la rue Bossuet, le policier Richard Frohlich.

Dès le début de la prise d'otages, une certaine sympathie s'installe entre lui et les deux ravisseurs, Daniel Lamer, 27 ans, et Alain Beaupré, 23 ans.

À plusieurs reprises, Lamer, Beaupré et lui-même discutent avec respect. «Ils savaient ce qui les attendait. Tout ce qu'ils voulaient, c'était que la police laisse entrer leurs blondes dans la maison.»

Mais les agents de la CUM n'ont jamais accepté l'échange proposé par Lamer et Beaupré. «Ce n'était pas logique, analyse M. Soulard. Je ne croyais pas, moi non plus, qu'ils nous laisseraient aller contre les filles.»

VOIR VIVANT EN A 2

■ **Lamer et Beaupré avaient plusieurs cocktails Molotov prêts à exploser.** ***Page A 3***

La CAM: 38 $ en juillet, 41 $ en janvier

PIERRE BELLEMARE

Le prix de la carte mensuelle de transport, qui est déjà passée de 32,75 $ à 35 $ en janvier dernier, sera augmenté à 38 $ le 1er juillet, et à 41 $ le 1er janvier 1992 dans le territoire desservi par la Société de transport de la Communauté urbaine de Montréal. Il s'agit d'une augmentation de 25 p. cent en 12 mois.

La série de six billets demeure toutefois à 6 $, et à 2,50 $ pour ceux qui ont droit au tarif réduit, tandis que le passage simple reste à 1,50 $, et à 75 cents au tarif réduit (pour les personnes âgées et les écoliers). Mais la carte mensuelle au tarif réduit passe de 13,25 $ à 14,50 $.

M. Robert Perreault, président du conseil d'administration de la STCUM, a également annoncé un train de mesures, hier, dont le gel du salaire des cadres et la mise à pied d'une grande partie des employés temporaires. Ces mesures visent à soustraire, en 1991-92, 77 millions de la «facture» de 277 millions provenant de la réforme Ryan sur la fiscalité municipale.

C'est donc dire que les 29 villes de la CUM, dont plus d'une dizaine ont voté contre le budget d'environ 600 millions de la STCUM l'automne dernier, seront appelées, l'an prochain, à se répartir le paiement des 200 millions qui manqueront, malgré les mesures de redressement de la direction de la STCUM. Il faut cependant tenir pour acquis que les municipalités toucheront 30 millions sur les droits d'immatriculation, tel que promis par le titulaire des Affaires municipales.

En outre, les 4000 chauffeurs et opérateurs de métro, ainsi que les 2000 employés d'entretien — affiliés à la CSN — sont invités avec insistance à faire leur part pour que l'employeur puisse résister à la «tempête», en acceptant volontairement un gel des salaires, à l'instar des 250000 employés de l'État québécois.

M. Perreault, accompagné de Mme Louise Roy et du maire de Verdun, M. Raymond Savard, respectivement présidente directrice générale et vice-président

VOIR CAM EN A 2

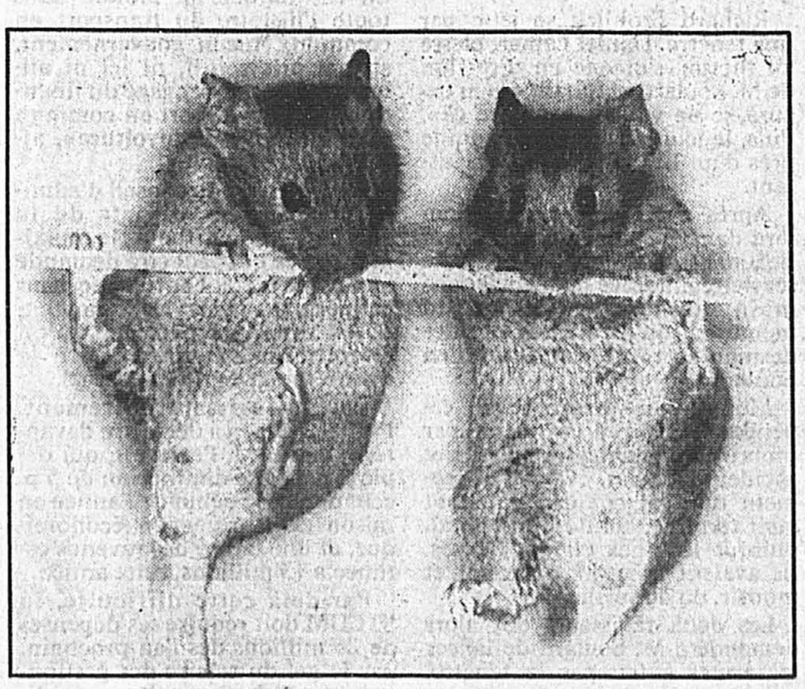
Premier changement de sexe réussi sur une souris

d'après AFP et Reuter

LONDRES

Des chercheurs londoniens viennent de réussir le premier changement génétique de sexe sur une souris.

La revue scientifique britannique *Nature* rapporte que les deux scientifiques ont injecté le gène déterminant le sexe mâle dans un embryon de souris femelle. Le rongeur est né avec toutes les caractéristiques physiques d'un mâle, et a depuis l'âge de six semaines un comportement conforme à son nouveau sexe.


La souris mâle que l'on voit à droite est le résultat d'un changement de sexe réalisé avec succès par deux chercheurs britanniques: le rongeur a gardé les deux chromosomes X caractéristiques de la femelle, mais l'injection dans l'embryon d'un gène appelé SRY l'a fait naître avec des organes génitaux mâles. Il est toutefois stérile. La souris de gauche est un mâle ordinaire.
PHOTO AP

«Son comportement est normal. Il s'est accouplé quatre fois en six jours avec deux femelles, précise-t-on. En revanche, il est stérile.»

Selon les chercheurs britanniques, cette première confirme des expériences précédentes qui avaient permis d'identifier, en juillet 1990, le gène déterminant le sexe mâle de la souris.

Pour le docteur Robin Lovell-Badge, du Conseil britannique de la recherche, elle prouve que «toute l'information génétique qui oriente l'embryon vers un développement masculin est conte-

VOIR SEXE EN A 2

PASSEZ VITE NOUS VOIR!
TERRE NOIRE
SAC DE 30 LITRES
TERRE NOIRE
3 POUR 4,19 $ + TAXES
• TERRE NOIRE
• 3 POUR 5,00 $ EN ABITIBI ET AU SAGUENAY/LAC ST-JEAN
• VALIDE JUSQU'AU 2 JUIN 1991.
Provi-Soir
OUVERT À VIE

SUITE DE LA UNE

MÉDECINS

Les médecins passent à l'attaque

decins a entrepris hier, à Rimouski, une série de séances d'information dans l'ensemble des régions. Ces réunions doivent culminer le 21 mai à Montréal, où on compte réunir pour une journée de 3000 à 4000 médecins au Palais des congrès. Une réunion doit avoir lieu aujourd'hui à Trois-Rivières, et une autre demain à Sherbrooke. Le 15 mai, le regroupement sera à Rouyn-Noranda, le 16 à Québec et le 17 à Aylmer. Ce matin, la coalition doit rencontrer le caucus du Parti québécois, «puisque le ministre nous a fait dire qu'il n'avait pas le temps de nous voir», explique le docteur Richer.

Pour le docteur Aubry, on ne peut parler d'une grève des médecins. «On veut faire pression sur le ministre, pas sur la population», insiste-t-il, en rappelant que les collèges des médecins et dentistes étaient précisément voués à la qualité de l'acte médical. Or, le projet de M. Côté retient des dispositions incompatibles avec l'autonomie dont doit disposer le médecin dans l'exercice de ses fonctions.

Pour le docteur Richer, en dépit des 309 amendements apportés à un projet de loi de 450 articles, l'actuel projet de réforme est encore pire que le projet initial. Le ministre a retenu tous les aspects coercitifs, l'obligation pour les médecins d'être agréés par le ministère. Les médecins ne nient pas le droit de Québec de réformer le système de santé, mais le projet de loi 120 devrait être retiré pour que le gouvernement revienne plus tard avec une formule où les médecins auraient davantage eu leur mot à dire, explique-t-il.

Ce mouvement de protestation, qui représente quatre fédérations — 7500 généralistes, 7200 spécialistes, 1700 internes et 2000 étudiants — a pris forme il y a trois semaines, après que le ministre eut convié les groupes à se faire entendre une dernière fois en commission parlementaire.

«C'était une insulte, on a été convoqué pour un maximum d'une heure par groupe, à une journée d'avis, explique le docteur Aubry. Cette invitation était d'autant plus offensante que le gouvernement affirmait alors n'avoir pas eu le temps d'imprimer la liste de 309 amendements qu'il promettait au projet de loi afin que les médecins puissent en prendre connaissance.» □

FORCENÉ

Le forcené de Laval aurait tué son ex-compagne

mé que la police de Laval avait demandé à la Sûreté du Québec d'envoyer les spécialistes du «SWATT» aider les policiers locaux, mais a souligné qu'un responsable de ce corps de police avait répondu que si ce groupe d'élite intervenait, il le ferait avec les membres de l'escouade tactique au complet, qui comprend notamment des experts négociateurs et qu'à ce moment, c'est la SQ qui assumerait l'entière responsabilité des opérations. La direction de la police de Laval a décidé pour le moment de poursuivre seule les négociations.

Depuis le début de la soirée de mardi, les policiers ont parlé à plusieurs reprises avec Collin, qui aurait en sa possession une arme de calibre .38, une carabine .22 et une autre de calibre inconnu. Depuis le tout début, il affirme être en possession de bâtons de dynamite, chose que les policiers ne prennent pas à la légère.

En fin de matinée, le dénouement est venu à un cheveu. Collin avait en effet informé les policiers qu'il était prêt à apparaître dans la rue et qu'il avait une «surprise» à leur faire. Mais rien n'est arrivé.

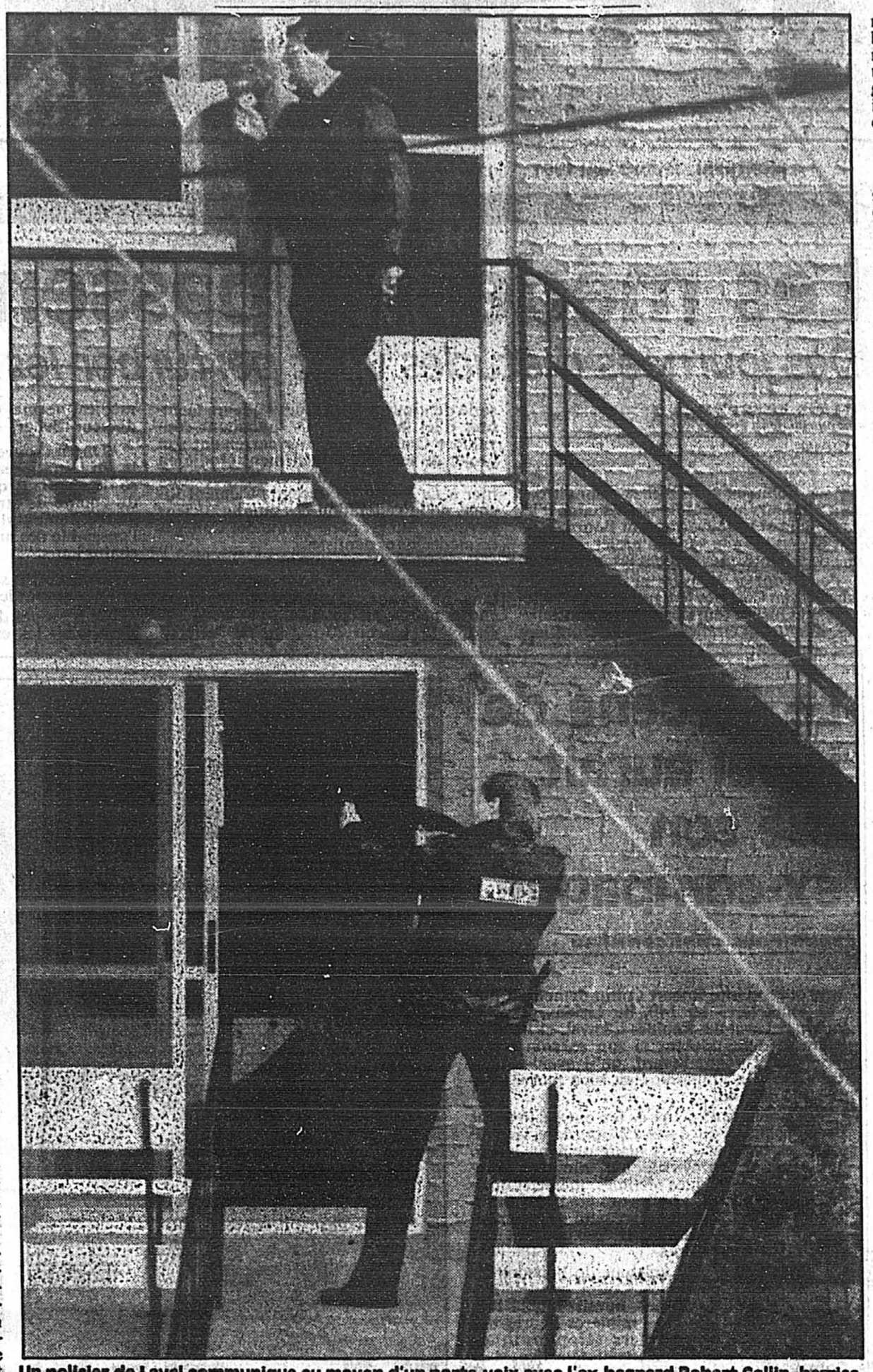
Quand il a fait irruption chez son ancienne concubine, il y avait dans la maison le fils de cette dernière, Jean-Marc, 25 ans, et son amie. À l'instant où Collin arrivait, Jean-Marc sortait de la douche, une serviette enroulée autour de la taille. Collin lui a signifié de disparaître rapidement avec son amie. Il a gardé seulement l'«amour de sa vie» en otage.

Sans perdre un instant, Jean-Marc, suivi de son amie, a quitté le logis de sa mère avec comme seul vêtement sa serviette, et s'est réfugié chez une voisine. Il a été par la suite, comme une vingtaine d'autres personnes, conduit à l'aréna Cartier, situé à peu de distance de la maison assiégée. Quelques évacués qui n'ont pas trouvé de place pour passer la nuit de mardi à mercredi ont été logés au Sheraton Laval.

Aux policiers, Jean-Marc, connu aussi sous le nom de «Marco», aurait dit que Collin avait avec lui un gros sac de tissu qui aurait bien pu contenir des bâtons de dynamite.

Durant la journée d'hier, le forcené aurait discuté à deux reprises au téléphone avec sa fille et selon ses propos, il avait bien de la dynamite en sa possession. Il aurait aussi dit à sa fille, qui est recherchée par la police, qu'il aimerait bien «se payer une policier de Laval» et qu'il ne voulait pas négocier avec «ce genre d'individus».

Gerry Dance, qui assiste Gaétan Nadon à la direction des opérations, a expliqué qu'on attendrait aussi longtemps qu'il le faudrait. Il ne veut pas ordonner un assaut pour ne pas faire de victimes. «Nous ne savons pas encore officiellement si la femme est morte et nous avons des raisons de croire que Collin peut avoir de la dynamite avec lui», a-t-il expliqué.



Un policier de Laval communique au moyen d'un porte-voix avec l'ex-bagnard Robert Collin, barricadé depuis 19 h 30, mardi, dans l'appartement de son ex-concubine, au 140, rue de Lisieux, dans le quartier Laval-des-Rapides, à Laval. Collin dit avoir abattu celle-ci, mais la mort de Francine Turcotte-Bérard n'a pu être confirmée.

PHOTO DENIS COURVILLE, *La Presse*

Depuis mardi soir, une vingtaine de policiers bien armés, dont plusieurs tireurs d'élite, sont cachés dans des endroits stratégiques. Dans les négociations, Collin n'a jamais réclamé de choses bien spéciales, comme il en est souvent question dans des cas semblables. Durant la journée d'hier, une vingtaine de personnes, la plupart des amis de Collin, ont offert leurs services pour tenter de le convainvre de se rendre.

Selon Mme Lise Saint-Pierre, une très proche amie de Francine Turcotte-Bérard, celle-ci avait terriblement peur de Collin. Mme Saint-Pierre a conversé avec elle au téléphone vers 18 h avant-hier, et l'a trouvée extrêmement nerveuse.

Ces jours derniers, Francine Turcotte-Bérard aurait été harcelée par Collin à plusieurs reprises. Selon certaines sources, elle aurait fait part de ses craintes à un parent qui est membre de la Gendarmerie royale du Canada, et celui-ci lui aurait suggéré de contacter la police de Laval. M. Dance a affirmé ne pas être au courant de cette information.

À la suite de sa condamnation pour un meurtre au premier degré commis dans une taverne de la rue Lajeunesse en 1965, Collin a obtenu sa liberté conditionnelle en mars 1989. Il a cependant fait d'autres séjours derrière les barreaux pour différentes autres infractions et a à nouveau recouvré sa liberté l'automne dernier.

Dans les conditions de remise en liberté, il devait demeurer au Québec. Il se serait toutefois rendu en République Dominicaine, où il aurait passé quelques mois.

Francine Bérard aurait informé la Commission des libérations conditionnelles du voyage de son ex-compagnon et Collin ne l'aurait aucunement apprécié. □

VIVANT

«Je remercie le bon Dieu d'être encore vivant...»

Très tôt, les ravisseurs attachent le policier avec ses propres menottes et M. Soulard avec du fil électrique. S'ils ont à se déplacer près des fenêtres, Lamer et Beaupré le font en compagnie de leurs otages, qui servent ainsi de boucliers humains.

Ils barricadent aussi la plupart des fenêtres de la maison avec de gros meubles. «Quand ils ont voulu déplacer le buffet, signale Julien Soulard, je leur ai demandé de ne pas y toucher, parce qu'il est rempli de pièces de verre. Je ne voulais pas qu'on les brise.» Et les deux jeunes bandits acceptent cette requête de bonne grâce.

Alain Beaupré, beaucoup plus nerveux que son comparse, boit et tire plusieurs balles de révolver dans la maison, au cours de la soirée. L'une de celles-ci frôle une oreille de Julien Soulard.

Une seule fois, en fin de soirée, Lamer et Beaupré conviennent de s'enfuir avec la voiture de M. Soulard, emmenant ce dernier avec eux. «Quand ils ont vu le nombre de policiers qui pointaient leur arme vers nous, ils sont rentrés dans la maison. On a eu la frousse.»

L'agent Frohlich, qui a provoqué le dénouement de l'affaire en profitant du fait que Lamer était sous la douche pour désarmer Beaupré, informe brièvement M. Soulard de son plan, au petit matin. «Tu sais que si on rate notre coup, on n'est pas mieux que morts?» a demandé Julien Soulard. Mais le policier semble connaitre son affaire, ajoute-t-il.

Aussi, lorsque celui-ci s'empare de son révolver et envoie une série de projectiles vers Daniel Lamer, encore sous la douche, une fusillade éclate. Parmi les nombreuses balles tirées, l'une se loge dans la main de M. Soulard.

Richard Frohlich se jette par une fenêtre. Daniel Lamer, blessé au thorax, s'amène en direction de M. Soulard et lui dit: «Je m'excuse, je ne voulais pas faire ça». Puis, le jeune bandit s'agenouille près d'un lit et s'assoupit un instant.

Après avoir enfermé M. Soulard dans la salle de bains, Alain Beaupré lui apporte même une serviette mouillée pour soigner sa main saignante. «J'ai quand même cru qu'ils allaient décider de mon sort», se rappelle Julien Soulard.

Moins d'une heure après, cependant, Beaupré est blessé par un projectile qu'il a lui-même tiré accidentellement. «C'est à ce moment que j'ai compris que tout était terminé, confie M. Soulard, puisque les deux étaient blessés. Ils avaient le choix de rester et mourir, ou de sortir.»

Les deux ravisseurs ont alors demandé à M. Soulard de lancer les armes à feu par la fenêtre. «Toi, t'es innocent dans toute cette histoire, lui ont-ils déclaré. C'est un hasard si on est venu ici. T'es un gars correct et on ne te tuera jamais.» Ils l'ont ensuite libéré.

Julien Soulard ne sait pas encore s'il sortira grandi de son expérience. Il devra subir une autre intervention chirurgicale à la main, dans deux semaines. «Mais je remercie le bon Dieu d'être encore vivant. Il y a des balles qui me sont passées près de la tête. Tous ce qui m'effraie, maintenant, ce sont les retombées de cet événement, ce qui pourrait arriver à ma famille...» □

CAM

La CAM: 38$ en juillet, 41$ en janvier

de la STCUM, doivent rencontrer, aujourd'hui, les leaders syndicaux — incluant ceux des 1000 employés de bureau — pour solliciter leur collaboration, eux qui viennent de signer une nouvelle convention collective.

Le président de la STCUM serrait les dents, hier, en critiquant une fois de plus, et en termes non équivoques, la réforme du gouvernement Bourassa. En vertu d'amendements législatifs que proposera bientôt à l'Assemblée nationale le ministre Claude Ryan, la réforme aura pour effet de «pelleter» un montant global de 377 millions «dans la cour» de l'ensemble des municipalités du Québec, au chapitre du transport en commun, de la voirie rurale et des services policiers en région.

«La facture que le gouvernement refile aux municipalités est un cas unique au monde dans toute l'histoire du transport en commun. Aucun gouvernement, si mal pris soit-il, ni ici ni ailleurs, ne s'est désengagé du financement du transport en commun avec une telle désinvolture», affirme M. Perreault.

Dans l'esprit du conseil d'administration, les efforts de la STCUM «constituent le maximum de ce qui peut être demandé aux usagers et à l'entreprise, sans couper dans le service», ajoute-t-il, en tenant à préciser qu'on cherchera, au contraire, à le maintenir à son niveau actuel.

Car, en agissant autrement, l'achalandage va décroître davantage, craint M. Perreault, qui déplore déjà une diminution de 5 p. cent depuis le début de l'année en raison de la récession économique, et une baisse des revenus estimée à 13 millions, cette année.

Par-delà cette difficulté, la STCUM doit réduire ses dépenses de 25 millions dès l'an prochain, par le gel du salaire des gestionnaires et du personnel non syndiqué — environ 1000 personnes — et l'abolition de la plupart des emplois d'été. Il va de soi que la STCUM ne comblera aucun poste vacant dans l'entreprise qui regroupe un total de 8000 personnes, actuellement. Déjà, 300 postes sont disparus par attrition, l'an dernier.

Par ailleurs, la STCUM se dirige vers la création d'une Société métropolitaine de gestion des trains de banlieue puisqu'elle héritera également de ces trains et de la facture de 5 millions qui s'y rattache. M. Perreault a l'intention de revoir complètement la gestion des trains de banlieue qui, insiste-t-il, constituent un service d'envergure supra-régionale.

Réactions

De leur côté, MM. Maurice Vézina, président de la Fraternité des chauffeurs et opérateurs de métro, et Normand Lamoureux, président du syndicat des employés d'entretien, attendent calmement les propositions que la direction leur fera aujourd'hui.

M. Vézina déclarait mardi à *La Presse* que la STCUM «devrait d'abord dégraisser dans son personnel cadre», ajoutant que les chauffeurs et opérateurs de métro ont accepté des hauses inférieures au taux d'inflation pour les années 1990-91-92.

À Transport 2000, M. Guy Chartrand réprouve la hausse des tarifs. «On devrait ménager les usagers et mettre plutôt à contribution les propriétaires fonciers de la CUM, dont la participation au financement du transport public pourrait être légèrement augmentée».

Pessimiste, le président de Transport 2000 considère qu'on se dirige vers un cul-de-sac alors que la STCUM transporte 400 millions de passagers par année. «L'implication sociale du gouvernement doit être maintenue», dit-il.

Le conseil central de Montréal (CSN) s'élève aussi contre les «mesures dramatiques» annoncées par la STCUM, hier. «En imposant une deuxième hausse de tarif aux passagers en moins d'un an, doublée d'une autre de 8,5 p. cent le 1er janvier prochain, on va encore une fois faire porter le fardeau de la crise et du désengagement de l'État par les plus démunis. À terme, ces politiques à courte vue vont tuer le transport en commun qui ne cesse de perdre du terrain au profit de l'autombile.»

Le conseil central estime également que les municipalités doivent faire marche arrière. En toute équité, croit-il, elles devraient absorber le manque à gagner de 12 millions dû à la baisse d'achalandage liée à la récession. Après tout, elles ne contribuent que pour 23 p. cent du financement du transport en commun alors qu'à Laval, Québec et sur la Rive-Sud, leur part est plus généreuse, assure le conseil.

La STCUM demandera enfin à la CUM de tenir une assemblée spéciale, dès que possible, «pour prendre acte de la problématique budgétaire de 1992 et confirmer les orientations de son conseil d'administration». □

SEXE

Premier changement de sexe réussi sur une souris

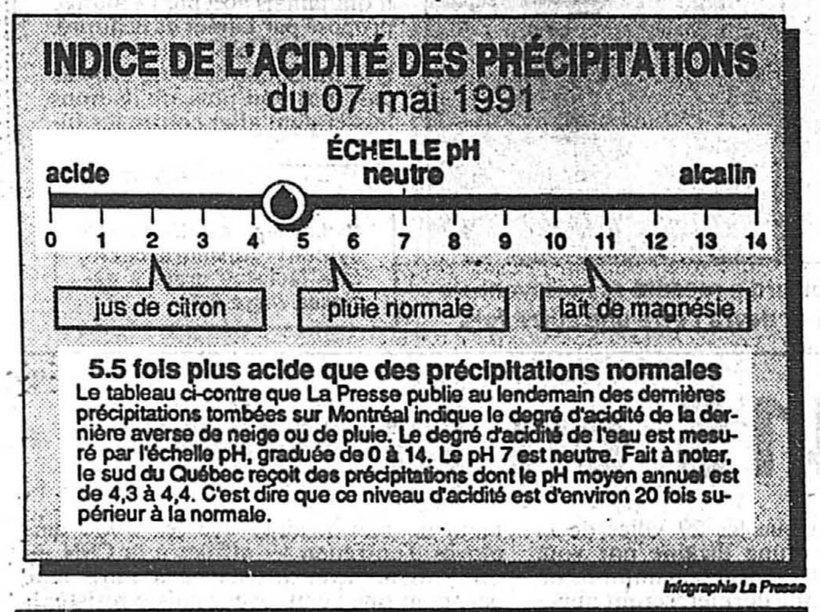
nue dans un seul gène».

Selon son collègue, le docteur Peter Goodfellow, du Fonds impérial de recherche sur le cancer, cette expérience ouvre la voie à la compréhension des séries complexes d'accidents génétiques qui déterminent l'évolution, et pourrait éclairer certains dysfonctionnements de croissance comme le cancer.

Les deux spécialistes soulignent toutefois que toute utilisation de leur technique pour modifier le sexe d'un embryon humain serait non seulement indéfendable du point de vue moral, mais sans objet, puisque les mâles qui en résulteraient seraient stériles. «La plupart des gens veulent un héritier mâle pour perpétuer leur nom», font-ils remarquer.

Dans l'espèce animale (y compris l'homme), la femmelle possède de deux chromosomes X, tandis que le mâle a un chromosome X et un chromosome Y. On a découvert l'an dernier que lorsqu'un certain gène, appelé SRY, est situé sur le chromosome Y, il agit à la manière d'un commutateur et déclenche une série de réactions qui transforment les ovaires en testicules.

Pour prouver que le gène SRY détermine le sexe, les chercheurs ont injecté dans onze embryons de souris XX la version du gène propre à la souris. Trois des embryons naquirent sous la forme de mâles dont le sexe avait été changé (ils avaient les deux chromosomes XX mais des organes génitaux mâles. □



Infographie La Presse

Tirage d'hier

Le Lotto 6/49 16 25 30 38 46 48 (9)

E-X-T-R-A 6 7 1 2 9 4

La Quotidienne — Tirage d'hier

à trois chiffres 506

à quatre chiffres 2691

ABONNEMENT 285-6911
Le service des abonnements est ouvert du lundi au vendredi de 7 h à 17 h 30
RÉDACTION 285-7070
PROMOTION 285-7100
COMPTABILITÉ
Grandes annonces 285-6892
Annonces classées 285-6900

ANNONCES CLASSEES
Commandes ou corrections lundi au vendredi de 8h. à 17h. 285-7111
GRANDES ANNONCES
Détaillants 285-7202
National, Télé-Presse 285-7306
Vacances, Voyages 285-7265
Carrières et professions, nominations 285-7320

La Presse

LA PRESSE est publiée par LA PRESSE, LTÉE, 7, rue Saint-Jacques, Montréal H2Y 1K9. Seule la Presse Canadienne est autorisée à diffuser les informations de «LA PRESSE» et celles des services de la Presse Associée et de Reuter. Tous droits de reproduction des informations particulières à LA PRESSE sont également réservés. «Courrier de la deuxième classe — Enregistrement: numéro 1400» Port de retour garanti. (USPS003692) Champlain N.Y. 12919-1518.

RENSEIGNEMENTS 285-7272

19-4-01

JEUDI 9 MAI 1991

LES ANNONCES CLASSÉES
La Presse
285-7111

Où donner de son sang

■ Aujourd'hui, la Croix-Rouge attend les donneurs aux endroits suivants :

- à Montréal: Centre permanent de la Croix-Rouge, 3131 est, rue Sherbrooke, de 9 h à 20 h;
- à Montréal : hall d'entrée de l'hôpital Santa Cabrini, 5655, rue Saint-Zotique, de 10 h à 16 h 30;
- à Rigaud : Centre des loisirs, 10, rue Jean-Baptiste, de 14 h 30 à 20 h;
- à LaSalle : Carrefour Angrignon (face au Maxi), 7077, boul. Newman, de 14 h 30 à 20 h 30;
- à Boucherville : Promenades de Montarville, 1001, boul. de Montarville, de 14 h 30 à 20 h 30.

La Presse

Les ravisseurs de la rue Bossuet avaient des cocktails Molotov prêts à exploser

MARCEL LAROCHE

■ Les auteurs de la dramatique prise d'otages qui a duré 16 heures, en début de semaine, dans l'Est de Montréal — au cours de laquelle un policier de la Communauté urbaine de Montréal et un citoyen ont été atteints par des coups de feu — avaient en leur possession plusieurs cocktails molotov prêts à exploser.

En entrant dans le logis de la famille Soulard, au rez-de-chaussée du petit duplex de la rue Bossuet où les ravisseurs armés s'étaient barricadés avec leurs otages, a appris *La Presse*, les policiers ont découvert au moins six de ces engins explosifs à proximité de la porte avant de la maison.

Les cocktails molotov, composés de bouteilles d'alcool et de lanières de tissu servant de mèche d'allumage, ont vraisemblablement été fabriqués par les ravisseurs pendant les longues heures qu'a durées le siège.

Le dénouement de cette dramatique affaire, mardi matin, a sans doute été accéléré par l'intervention inattendue du policier gardé en otage, Richard Frohlich, qui, au risque de sa vie, a réussi à désarmer l'un des forcenés vers 8 h 35.

Le policier de 27 ans est passé à l'action au moment où Alain Beaupré était dans la chambre principale de la maison et que son complice, Daniel Lamer, prenait sa douche!

Allongé sur le lit, Beaupré discutait au téléphone avec les négociateurs de la police lorsque l'agent Frohlich, après s'être défait de ses menottes, a bondi sur lui et, d'un geste vif, a repris son arme de service — le revolver de calibre .38 qui lui avait été volé la veille, à la brasserie Scoubidou — que le bandit portait à la ceinture de son pantalon.

Surpris, Beaupré, qui était également en possession d'un pistolet de départ modifié pour tirer des cartouches .22, s'est mis à hurler. Armé lui aussi d'un .38, Lamer est sorti en trombe de la salle de bain et une fusillade a éclaté entre lui et le policier.

C'est au cours de cet échange de coups de feu que le civil tenu en otage, M. Julien Soulard, 55 ans, a été atteint d'une balle à la main droite.

Blessé à une épaule, et réalisant qu'il n'avait plus de balles dans son revolver, l'agent Frohlich a profité de ce que Lamer, touché en pleine poitrine, rechargeait nerveusement son arme pour s'enfuir dans le salon.

En désespoir de cause, il a fracassé la vitre de la fenêtre avec la crosse de son revolver pour ensuite se précipiter à l'extérieur. Au même instant, Lamer est réapparu et a tiré plusieurs coups de feu en direction du policier qui a été atteint d'un autre projectile à une jambe.

Moins d'une heure après ces incroyables événements, Lamer et Beaupré (il s'est tiré accidentellemnt un projectile dans une cheville), fort mal en point, décidaient de libérer leur dernier otage et de se rendre sans plus de résistance aux autorités policières.

Malgré toute sortes de demandes adressées aux négociateurs tout au long de la prise d'otages, les deux ravisseurs n'ont jamais rien obtenu, si ce n'est quelques paquets de cigarettes. Ils ont pu aussi s'entretenir par téléphone avec des membres de leur famille qui, de leur propre chef, les priaient sans cesse de mettre bas les armes.

En liaison presque constante avec les négociateurs de la police de la CUM, au cours de la nuit, les forcenés semblaient vouloir tenir très longtemps le siège, craignant surtout d'avoir à retourner en prison.

Visiblement nerveux, Alain Beaupré aurait même tiré accidentellement plusieurs coups de feu dans la maison, en présence des otages. L'une des balles a même failli atteindre M. Soulard en pleine figure!

Après avoir été traité à l'hôpital, Beaupré, appuyé sur des béquilles, a comparu, hier, devant le juge Luc Trudel, de la Cour du Québec, sous au moins 24 chefs d'accusations de tentative de meurtre, enlèvement, séquestration et vol. Son acolyte devrait faire de même aujourd'hui.

Quant à l'agent Frohlich, père d'un bébé naissant, il repose toujours à l'hôpital Maisonneuve-Rosemont où les médecins lui ont retiré les deux balles logées dans une jambe et dans une épaule. Son état n'inspire aucune crainte et il pourrait même réintégrer son domicile sous peu.

Ne prenant aucune chance, la direction de la police de la CUM avait fait appel à un psychologue lorsqu'elle a annoncé la mauvaise nouvelle à la femme du policier, aux petites heures du matin, mardi. Le spécialiste a aussi dû venir en aide à une résidante évacuée de la rue Bossuet.



Alain Beaupré, escorté par des policiers lors de son transfert à Parthenais.



Daniel Lamer (au premier plan). PHOTO JEAN GOUPIL, *La Presse*

Montréal vend des terrains contaminés et s'en lave les mains

GILLES GAUTHIER

■ Se lavant les mains des conséquences, l'administration Doré a décidé de vendre à l'entreprise privée des terrains infects d'un ancien dépotoir dont la dépollution coûterait un minimum de 43 millions.

Ces terrains «contaminés et instables» se trouvent sur ce qu'on appelait la «décharge Rivière-des-Prairies», au nord du boulevard Henri-Bourassa et à l'est du boulevard Armand-Bombardier, près de la rue Marco-Polo.

Il s'agissait à l'origine d'une carrière qui a été remplie, au milieu des années 70, avec, notamment, des déchets domestiques, les cendres de l'incinérateur des Carrières et des «résidus de fond de puisards», avant de servir de dépotoir à neige.

Approuvée hier par le comité exécutif, la vente d'un premier terrain à la compagnie Gestion Alfred Sanzani Inc., sera entérinée la semaine prochaine par le conseil municipal.

Filiale d'une firme spécialisée dans le domaine du pavage, cette entreprise, dont le siège est situé boulevard Gouin Est, à Montréal, s'engage à y construire un entrepôt d'ici deux ans. Selon un document municipal, un autre terrain serait convoité par un entrepôt frigorifique, la firme S. N. Inc.

Cet ancien dépotoir n'a aucun système d'évacuation des biogaz qui résultent de la décomposition des déchets et qui s'échappent pendant les 25 années qui suivent la fermeture d'un lieu d'enfouissement.

Les acheteurs devront par ailleurs faire du compactage et du remplissage, et utiliser des techniques de construction adaptées à un sol instable, en installant par exemple les bâtiments sur des pieux.

À cause de ces contraintes, le terrain est vendu à Gestion A. S. Inc. à un prix d'ami: 2$ le pied carré soit, dans ce cas, 287860$ pour 143929 pieds carrés. Un dépôt d'environ 10 p. cent a été versé et la Ville financera le reste sur une période de cinq ans à un taux de 11,5 p. cent. De plus, la TPS ne s'applique pas parce que la vente est faite par une entreprise de services publics à une compagnie.

L'administration Doré se lave les mains de ce qui pourra survenir aux bâtiments ou aux employés de ces entreprises. L'acte de vente dira en effet que l'acheteur connaît l'état du terrain et «dégage la Ville de toute responsabilité découlant de cette mauvaise qualité du sol (et) de tous problèmes qui pourraient survenir ultérieurement à la vente concernant la contamination du terrain et la mauvaise qualité du sol».

Un autre document soumis hier au comité exécutif dit que «tout projet de construction sur l'emplacement devra au préalable obtenir l'approbation du ministère de l'Environnement du Québec». On ajoute que le gouvernement pourrait accepter qu'on se contente d'isoler les bâtiments des matières polluantes.

L'ancienne carrière a été expropriée par la municipalité le 10 avril 1969. Un rapport sur l'état des terrains, soumis par le laboratoire de la Ville le 23 novembre 1990, disait que compte tenu de la contamination, «le coût préliminaire et minimum des travaux de restauration des sols, en considérant l'option excavation, transport et entreposage hors du *site*, est estimé à environ 43 millions».

Le maire Jean Doré déclarait, il y a quelques jours, que Montréal avait demandé l'aide de Québec pour dépolluer des terrains réservés à des fins industrielles et qu'il attendait la réponse.

La Ville a par ailleurs annulé, l'an passé, l'expropriation de terrains qu'elle voulaient intégrer au parc industriel Henri-Bourassa parce qu'ils étaient contaminés.

L'École Polytechnique et le Département de santé communautaire de l'hôpital Sacré-Coeur avaient indiqué, en octobre dernier, qu'ils voulaient étudier la composition et les effets sur la santé des biogaz qui s'échappent des dépotoirs.

La Cour d'appel met fin à l'affaire des agents de la GRC accusés d'avoir volé la liste des membres du PQ

YVES BOISVERT

■ La Cour d'appel a mis un point final à l'affaire des agents de la GRC accusés d'avoir volé la liste des membres du Parti québécois en 1973.

Dans un jugement unanime, les juges Louis LeBel, André Brossard et Jean-Louis Baudouin ont conclu que les dix ans qui se sont écoulés depuis leur accusation formelle devant une cour criminelle (le 11 juin 1981) constituaient un «délai déraisonnable».

La Charte canadienne des droits et libertés garantissant à tout accusé le droit d'être jugé dans un délai raisonnable, les juges ont ordonné l'arrêt immédiat du processus judiciaire contre sept des 11 agents de la Gendarmerie royale du Canada accusés dans cette affaire.

Les sept accusés ainsi libérés sont les agents Dale Boire et Gérard Boucher, de même que les ex-agents Robert Potvin, Kenneth Burnett, Howard Draper, Kenneth Hollas et feu Alcide Nowlan.

Selon toute vraisemblance, Maurice Goguen, Gilbert Albert et Claude Vermette, qui ont été jugés séparément, connaîtront le même sort.

Un seul des 11 policiers accusés aura été jugé, finalement. Il s'agit d'Alcide Yelle, qui a été reconnu coupable d'entrée par effraction, vol et complot pour voi. Il avait cependant bénéficié de la clémence de la cour, se voyant imposer un simple sursis de peine.

À la suite des événements d'octobre 1970, au cours desquels le ministre Pierre Laporte avait été assassiné par des terroristes du Front de Libération du Québec, la GRC avait mis sur pied l'opération «Ham».

Cette opération visait à «combattre le terrorisme dans la province de Québec».

Une section des Services de renseignements (à l'époque intégrés à la GRC, mais aujourd'hui le SCRS) avait organisé le vol de la liste sur support informatique des 100000 membres du Parti québécois, dans ses locaux de Montréal.

Le vol a eu lieu le 8 janvier 1973.

La Commission d'enquête MacDonald, qui visait à faire la lumière sur les activités illégales de la police autour de la Crise d'Octobre, a mis au jour cette opération criminelle (et plusieurs autres) en 1980.

Les 11 agents impliqués ont été accusés, mais au moment où le procès de Vermette allait débuter en Cour supérieure, en 1982, une déclaration du premier ministre René Lévesque, à l'Assemblée nationale, avait fait avorter le procès. M. Lévesque avait dénoncé l'opération Ham et l'avait qualifiée de «cloaque politico-policier».

En 1988, toutefois, la Cour suprême annulait cet avortement, et ordonnait la tenue d'un nouveau procès pour Vermette.

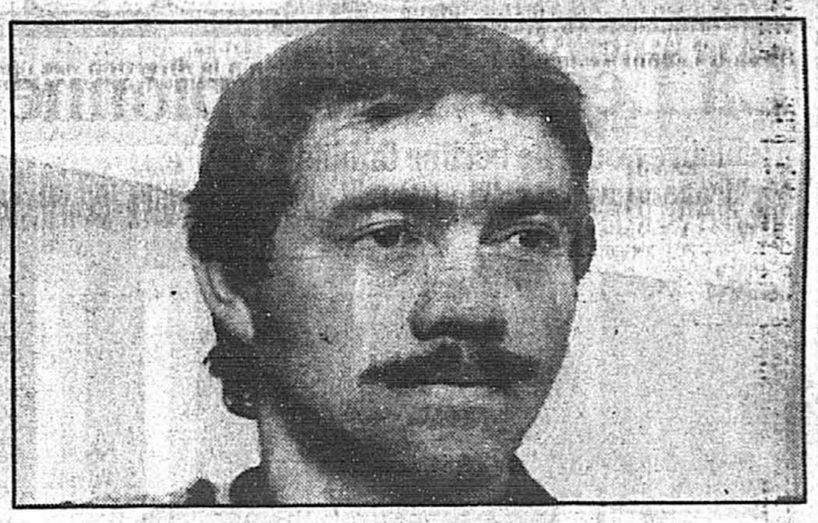
Quant aux sept autres qui viennent d'être libérés, ils avaient présenté avec succès, en 1983, une requête pour arrêt du processus judiciaire pour divers motifs. La Couronne en appelait de cette décision de la Cour supérieure.

La Cour d'appel, dans un jugement prononcé lundi, a maintenu l'arrêt du processus judiciaire, mais pour cause de délais déraisonnables, un motif qui n'avait même pas été invoqué par les accusés.

La Couronne a protesté, considérant que le plus haut tribunal au Québec n'a pas le droit soulever de lui-même ce motif en faveur des accusés. La Cour d'appel a rejeté cette prétention.

Considérant les sept ans qui se sont écoulés seulement pour entendre l'appel (la Couronne attendait que la Cour suprême se prononce dans l'affaire Vermette), la Cour d'appel maintient l'arrêt du processus.

La Couronne étudie la possibilité d'en appeler en Cour suprême.



Un spécialiste reconstitue les traits d'une victime de meurtre affreusement défigurée

■ Dans l'espoir de faire progresser l'enquête, un spécialiste de la police métropolitaine de Toronto a tracé ce portrait de l'homme trouvé assassiné dans un parc du secteur Cartierville, à Montréal, le 1er mars dernier.

S'appuyant principalement sur des radiographies et des photographies du cadavre prises dans les laboratoires montréalais de médecine légale, rue Parthenais, l'artiste torontois a reconstitué le visage méconnaissable de la victime à l'aide d'un ordinateur ultra sophistiqué.

«On est sûr à 80 p. cent que la reproduction photographique est fidèle à la physionomie de la victime», assure un porte-parole de la police de la CUM.

Le cadavre nu de l'homme, affreusement mutilé, avait été trouvé dans une boite par des éboueurs. Le corps recroquevillé était enveloppé dans des sacs à ordures. En plus d'avoir été défiguré, l'homme avait eu les deux mains coupées!

Après plus de deux mois d'enquête, la police de la CUM n'a encore aucune idée de son identité. Il s'agirait d'un homme de race blanche âgé de 35 à 45 ans. Il aurait les cheveux bruns foncés. Il mesure environ 1,58 mètre (5'2») et pèse environ 52 kg (110 à 120 livres). Toute information peut être communiquée au 280-2052 ou au 280-2777.

Des experts réclament un centre pour la «gestion» des crises et des catastrophes

FRANCOIS FOREST

■ Les événements d'Oka, de Saint-Basile, de Polytechnique et, plus récemment, les dernières prises d'otages à Montréal, démontrent que le Québec a besoin d'un centre ou d'une banque de professionnels formés en intervention de castastrophe pour intervenir rapidement auprès des victimes.

Déjà, le rapport De Coster sur Polytechnique avait identifié — très succinctement toutefois — la bonne foi, mais aussi l'improvisation de ceux qui ont été appelés à soigner les traumatismes psychologiques des blessés, des parents des victimes, mais aussi des témoins et des différents professionnels qui ont travaillé pendant et après le carnage.

Le rapport recommandait, notamment, la nomination d'un «coordonnateur provincial en matière de mesures d'urgence» pour réfléchir à la mise sur pied d'une quelconque organisation de secours. Les ministres de la Sécurité publique, M. Claude Ryan, et de la Santé, M. Marc-Yvan Côté, n'ont toujours pas donné suite à cet avis.

Depuis trois jours cependant, le groupe américain Nova tient un séminaire de formation pour les situations de catastrophe auprès de médecins, directeurs de CLSC, policiers, travailleurs sociaux, psychologues, ambulanciers. Ils ont été rassemblés à l'invitation du groupe Plaidoyer-Victimes, las de voir le gouvernement attendre la prochaine catastrophe pour réfléchir sur des programmes et mesures de soutien.

Nova est un organisme sans but lucratif, financé par des fondations américaines, qui conseille des groupes ou organismes aux prises avec les contrecoups émotionnels de désastres. Il est composé d'une centaine de bénévoles professionnels dont l'expertise est unique pour faire baisser les tensions psychologiques qui frappent les acteurs et spectateurs des grandes et petites catastrophes.

Nova est, depuis mardi soir par exemple, impliqué dans la restauration d'un certain ordre psychologique à Washington, à la suite des émeutes dans le quartier Mount Pleasant. Les Guatémaltèques et Salvadoriens y sont aux prises «avec le racisme de la majorité noire de la ville» qui semble les traiter, quant à l'emploi et à la ségrégation, de la même façon qu'elle l'a été par la communauté blanche avant l'assassinat de Martin Luther King, et la vague insurrectionnelle des ghettos qui a suivi, à l'été de 1968.

«Notez qu'on n'avait pas beaucoup le choix, a indiqué la vice-présidente américaine de Nova, Mme Marlene Young, la maison-mère de Nova est à Mount Pleasant. Je peux simplement dire pour l'instant que le personnel sur place s'active à inciter des rencontres entre les diverses factions. Il ne faut pas oublier qu'il y a un couvre-feu, qu'il y a eu des saccages, des blessés tant chez les policiers que dans la population civile, qu'il y a encore des menaces verbales. Il faut ventiler cela le plus rapidement possible pour augmenter les chances d'un retour rapide à une vie à peu près normale.»

Nova est intervenu directement dans 30 catastrophes depuis 1986. Les plus connues sont la fusillade qui fit 24 morts dans un bureau de poste de l'Oaklahoma et, plus récemment, celle de Jacksonville (juin 90) qui fit 10 morts. «Les amis des victimes, la communauté voulaient savoir pourquoi Jacksonville, pourquoi leur fils ou fille ont été tués... ou épargnés, indique Mme Young.

«Si nous ne laissons pas les gens s'exprimer rapidement là-dessus, ils se fermeront d'autant plus vite. Nous avons appris sur les syndromes post-traumatiques à la suite des inondations en Ohio (26 morts en 90), des trois écrasements d'avions survenus en 1990-91 (Los Angeles, Detroit, Sacramento), des tornades en Illinois (24 morts), à Porto Rico. Pendant la guerre du Golfe, les superspécialistes ont écouté les familles américaines originaires d'Irak et du Koweit, psychologiquement torturées par les événements.»

L'objectif de Nova dans ses interventions est essentiellenment d'agir auprès du personnel soignant mobilisé dans les catastrophes pour le conseiller et le diriger s'il y consent.

En décembre 1989, Nova a offert son expertise à l'Université de Montréal: «Il s'agissait de mettre à la disposition des professionnels qui travaillaient sur Polytechnique une expertise extérieure. Leur refus, dans les circonstances, a été normal (sollicitées de toutes parts, les autorités ont décidé de faire comme bon leur semblait). Ce qu'on aurait pu faire? Tout simplement proposer des schémas d'intervention que nous avions expérimentés ailleurs avec un certain succès. Aussi, réconforter ces professionnels qui s'attelaient à une grande tâche.»

Le lendemain du drame de Polytechnique, l'Université de Montréal faisait appel à une spécialiste du Québec «pour chercher les bases de l'expertise en intervention post-traumatique et pour définir un modèle d'assistance auprès des victimes.» Le même scénario d'improvisation de bonne foi s'est reproduit lorsqu'on a demandé aux CLSC de prendre le relais des services: ils n'étaient pas prêts.

Mme Arlène Gaudreault, présidente de Plaidoyer-Victimes, professeure de criminologie à l'U de M le sait d'autant plus que c'est elle qui a refusé l'offre de services de Nova. Depuis le début de la semaine, elle et une cinquantaine de professionnels scrutent les méthodes d'intervention de Nova pour voir de quelle façon le système d'équipe volante ou de tout autre structure pourrait être constitué ici. «Quand on pense à toutes les personnes qui ont été impliquées d'une façon ou d'une autre dans les deux dernières prises d'otages (policiers, témoins victimes, amis des victimes, commercants, résidents des quartiers), on se demande quels types de réactions de stress à long terme vont se développer sans que l'on puisse agir.»

À sa connaissance, seulement trois CLSC ont mis sur pied des programmes d'intervention en cas de crise: Châteauguay, Saint-Basile et Charlevoix, dans ce cas en prévision d'une éventuelle alerte sismique.

Le maraudage syndical a coûté plus d'un million pour de faibles effets

De nombreux syndicats en ont profité pour se désaffilier des grandes centrales et devenir «indépendants»

FRANÇOIS BERGER

■ La «petite guerre» du maraudage syndical dans les secteurs public et parapublic, qui s'est terminée en début de semaine après 30 jours de «combats» autorisés par la loi, n'a pas changé grand chose dans le paysage des affiliations syndicales au Québec, malgré les centaines de milliers de dollars qu'elle a coûté.

Le maraudage a d'ailleurs permis à de nombreux syndicats de sortir des grandes centrales pour devenir indépendants.

Le nombre de travailleurs qui décident de changer d'affiliation syndicale «a tendance à diminuer fortement» depuis dix ans, a indiqué le commissaire général du Travail du Québec, M. Robert Levac, qui a publié, hier, les résultats de la campagne légale de changement d'allégeance aux centrales ouvrières. La période de maraudage s'étalait du 5 avril au 6 mai, soit au cours du neuvième mois précédant la fin des conventions collectives, le 31 décembre prochain.

Selon le commissaire, 383 requêtes de changement d'allégeance ont été déposées, soit 14,5 p. cent de moins que les 448 de la période précédente, en 1988, et considérablement moins que les 717 de 1985 ou les 1100 de 1982.

Selon un décompte fait par *La Presse* à partir de données partielles fournies, hier, par les centrales syndicales, une dizaine de milliers de syndiqués du secteur public, du réseau de la santé et des services sociaux ainsi que du secteur de l'éducation se sont prononcés en faveur du transfert de leur allégeance syndicale vers une autre organisation que celle à laquelle ils appartiennent actuellement.

Cela représente moins de trois p. cent des 400 000 salariés de l'État qui ont la liberté de choisir, tous les trois ans, leur affiliation syndicale. Cet effet «marginal» du maraudage, un «simple échange de syndiqués» selon le commentaire d'un syndicaliste, aura tout de même coûté aux centrales plus d'un million de dollars.

Pour la seule Confédération des syndicats nationaux (CSN), qui regroupe 125 000 employés de l'État, la facture est de 700 000 $. La CSN a subi, dans l'opération maraudage, une perte «nette» de 421 membres, selon M. Roger Valois, vice-président responsable de l'organisation. Elle a perdu quelques milliers d'adhérents au profit surtout de la Fédération des travailleurs du Québec (FTQ) et en a «repris» d'autres de ses rivales.

Au Syndicat canadien de la fonction publique (SCFP, affilié à la FTQ), le budget du maraudage était de l'ordre de 50 000 $. Le SCFP revendique 1500 nouveaux membres dans le secteur de la santé et admet la perte de 200 infirmières au profit de la Fédération des infirmiers et infirmières du Québec (FIIQ).

Les autres organisations syndicales actives dans le maraudage, telles la Centrale de l'enseignement du Québec (CEQ) ou la section 298 de l'Union des employés de service (FTQ), n'ont pas voulu dévoiler le coût de la «petite guerre».

La CSN a dû, cette fois-ci, se défendre contre les «attaques» des autres centrales qui misaient sur le mécontentement des syndiqués à la suite des dures négociations de 1989 ayant abouti à des grèves illégales et à de lourdes sanctions contre les syndiqués (loi 160).

La CSN a fait état, par exemple, d'une «bataille rangée» déclenchée par le SCFP à l'hôpital montréalais Royal Victoria (900 syndiqués). Le SCFP était parvenu à faire signer en sa faveur un grand nombre de travailleurs, mais la CSN est revenue à la charge en obtenant plus de 600 «démissions» du SCFP. Une telle opération de «rétention» d'un syndicat au sein d'une centrale coûte cher, notammment en raison du déploiement de conseillers syndicaux sur les lieux.

À l'hôpital Charles-Lemoyne, sur la Rive-Sud, la CSN a dû recourir à une injonction pour avoir accès aux locaux de son syndicat affilié, le dernier jour de la campagne de maraudage.

La CEQ a un bilan «neutre», a indiqué un porte-parole. Cette centrale de 110 000 membres a perdu des membres chez les infirmières (un millier au profit de la FIIQ), chez les techniciens de la santé et dans les cégeps, mais elle en a gagné autant chez les employés de soutien des commissions scolaires, chez les professionnels de la santé et les infirmières auxiliaires.

La FTQ, qui représente 80 000 employés de l'État, prétend de son côté avoir «enlevé» 4000 nouveaux membres, essentiellement aux dépens de la CSN dans les hôpitaux et centres d'accueil. Cette dernière va d'ailleurs contester plusieurs requêtes déposées par la FTQ dans de grands hôpitaux.

La Fédération des infimières dit avoir attiré 1700 nouveaux membres et n'en avoir perdu que 16. Elle compte plus de 42 000 membres.

Selon le commissaire du Travail, M. Robert Levac, le maraudage demeure une nécessité malgré ses faibles effets et ses coûts élevés. «Il s'agit de démocratie», dit-il en expliquant que s'il peut y avoir «mariage», il doit y avoir aussi la possibilité du «divorce».

Le syndicalisme «indépendant»

Le plus grand nombre de requêtes de changement d'allégeance syndicale, soit 270 ou près de trois sur quatre, proviennent de syndicats qui désirent quitter les centrales pour joindre des groupes dits indépendants, selon le bureau du commissaire du Travail.

Ainsi, les 600 membres d'un syndicat de techniciens et de professionnels de la santé ont quitté la CEQ pour joindre les rangs d'une petite organisation de 6000 membres, la Centrale des professionnels de la santé (CPS). Les 575 professeurs des cégeps de Sherbrooke et d'Abitibi-Témiscamingue veulent quitter la CEQ pour s'affilier à la Fédération autonome des cégeps (FAC), une organisation indépendante des grandes centrales.

Pour le professeur Michel Grant, spécialiste du syndicalisme à l'Université du Québec à Montréal, la montée du syndicalisme «indépendant» correspond à la volonté des travailleurs de se regrouper de plus en plus «sur une base professionnelle» pour ne pas se sentir «noyés» dans de grands ensembles aux intérêts disparates.

Le vice-président de la CSN, Roger Valois, reconnait également que les regroupements syndicaux se font davantage «par affinités professionnelles». Cela ne veut pas dire pour autant que les centrales battent de l'aile, avertit M. Valois en indiquant que le membership de la CSN a augmenté de 3000 travailleurs dans les secteurs privé et public au cours du seul mois d'avril.



Daniel Johnson

Québec va décréter les conditions de travail de ses ingénieurs

FRÉDÉRIC TREMBLAY
Presse Canadienne

QUÉBEC

■ À bout de patience, Daniel Johnson décrétera unilatéralement, au début de la semaine prochaine, vraisemblablement mardi, par voie législative, les conditions de travail des 1100 ingénieurs à l'emploi du gouvernement du Québec.

Au cours d'un entretien avec la *Presse Canadienne*, un porte-parole du Conseil du trésor a indiqué que M. Johnson inclura un volet spécifique consacré aux ingénieurs à l'intérieur du projet de loi spéciale qu'il déposera la semaine prochaine à l'Assemblée nationale pour geler les salaires des employés du gouvernement.

Cette disposition reconduira le contrat de travail des ingénieurs pour trois ans, à compter du 31 décembre 1988, date d'expiration de la précédente convention collective.

Québec consentira des augmentations salariales rétroactives de quatre pour cent la première année, et de cinq pour cent pour les deux autres années du contrat de travail.

Un montant forfaitaire de 350 $ sur une base annuelle sera aussi accordé aux ingénieurs ayant atteint l'échelon salarial le plus élevé de la convention collective.

L'ensemble des autres dispositions de l'ancien contrat de travail seront de leur côté reconduites sans changement.

À l'expiration de leur nouveau contrat de travail, le 31 décembre prochain, soit dans moins de huit mois, les ingénieurs se verront imposer, à l'instar des autres employés de l'État, un gel de leur rémunération de six mois.

Grande déception

Le président de l'Association professionnelle des ingénieurs du gouvernement du Québec, Jean Dugré, a exprimé une vive exaspération face aux intentions de Daniel Johnson.

«Est-ce qu'il faut faire une révolution?», s'est interrogé M. Dugré, qui a été incapable, au cours des deux dernières années, de convaincre le président du Conseil du trésor du bien-fondé des revendications de ses membres.

Les ingénieurs souhaitaient que leur rémunération soit réajustée à la hausse pour rejoindre celle offerte à leurs confrères du secteur privé.

Selon M. Dugré, un ingénieur comptant 15 ans d'expérience dans le privé gagne en moyenne 67 000 $, alors que celui oeuvrant dans le secteur public reçoit 46000$, soit le maximun de l'échelle salariale atteint au bout de huit ans.

M. Dugré se dit d'autant plus amer que d'autres groupes d'ingénieurs à l'emploi de certaines sociétés d'État (donc payés indirectement par Québec) ont droit à des rémunérations beaucoup plus généreuses, notamment chez Hydro-Québec.

«Pourquoi deux poids, deux mesures? On fait le même travail qu'eux pourtant», s'étonne le président de l'APIGQ.

Les ingénieurs ont refusé l'offre du ministre Johnson de participer à un comité paritaire pour faire l'étude de la valeur relative de leur emploi par rapport au secteur privé en fonction de la méthode d'évaluation des «points et facteurs».

«Nous avons étudié cette méthode et elle ne convient pas du tout au genre de fonctions et responsabilités assumées par les ingénieurs», a expliqué M. Dugré.

Cette grille d'évaluation a déjà été utilisée par d'autres corps professionnels du gouvernement du Québec.

Même si les ingénieurs ont perdu cette bataille, ils n'ont pas l'intention de lancer la serviette. M. Dugré promet que la campagne entreprise par son association visant à dénoncer les incuries administratives du gouvernement du Québec se poursuivra.

«C'est notre rôle maintenant. On ne se taira pas», a déclaré M. Dugré. Regroupés depuis deux ans en association, les ingénieurs peuvent dorénavant s'exprimer sans crainte, a-t-il précisé.

SUBARU

La Legacy championne
Meilleure nouvelle berline familiale 1991*
Meilleure nouvelle berline 1990*

MAINTENANT



14 995 $**
SUBARU LEGACY SX

SUBARU VOUS EN DONNE POUR VOTRE ARGENT

- Direction assistée
- Transmission antirecul exclusive
- Rétroviseurs extérieurs électriques
- Volant inclinable avec mémoire
- Freins à disque aux 4 roues
- Support lombaire, siège avant gauche
- Radio AM/FM ETR stéréo (40 W)
- *ET BEAUCOUP PLUS!*

GARANTIE SUBARU 5 ANS/100 000 KM

Détentrice des records mondiaux de vitesse sur parcours de 100 000 km et de 50 000 milles
Première au monde à terminer dans la classe Groupe-N-Rallye safari africain 1990
Grande gagnante du Rallye d'hiver canadien 1991

FAITES L'ESSAI D'UNE CHAMPIONNE AUJOURD'HUI!

Économisez 975 $ sur l'ensemble Options Plus
- Vitres électriques
- Verrouillage électrique portières
- Air climatisé
- Régulateur vitesse
- Cassette stéréo

SUBARU
Qualité japonaise à un prix abordable

*Attribué par l'Association des Journalistes Automobile du Québec. **Transport, préparation et taxes en sus.

SUBARU AUTO CENTRE
4032, rue Ste-Catherine Ouest
Montréal
(514) 937-4235

CRISTOFARO SUBARU
1571, rue Beaubien Est
Montréal
(514) 270-1159

SUBARU MONTRÉAL
4900, rue Paré
Montréal
(514) 737-4441

LES AUTOMOBILES BOULEVARD ST-MARTIN
1430, boul. St-Martin, Laval
(514) 667-4960

SUBARU ST-JÉRÔME
2355, boul. Labelle
Lafontaine
(514) 438-7494
Mtl: 437-5186

STE-ROSE SUBARU
171, boul. Labelle
Ste-Rose
(514) 628-3555

LACHUTE SUBARU
RR#2
Brownsburg
(514) 562-0262

LEHOUX & SIMARD
450 Jacques-Cartier Sud
St-Jean
(514) 347-6555

PRESTIGE AUTOMOBILES
335, rue St-Valier
Granby
(514) 378-2212

SUBARU TROIS-RIVIÈRES
3851, boul. Royal
Trois-Rivières
(819) 375-1611

SUBARU DRUMMONDVILLE
1530, boul. St-Charles
Drummondville
(819) 477-4694

SUBARU REPENTIGNY
761, rue Notre-Dame
Repentigny
(514) 585-9950

SUBARU LONGUEUIL
465, Curé-Poirier Ouest
Longueuil
(514) 677-6361
522-6045

SUBARU VARENNES
1855 du Souvenir
Varennes
(514) 652-4979

SUBARU VALLEYFIELD
2715, boul. Hebért
Valleyfield
(514) 371-0322

AUTOMOBILES YVON DUGUAY
560, boul. Fiset, Sorel
(514) 742-0441

SUBARU DE LaSALLE
1771 Dollard
Ville LaSalle
(514) 368-6363

SUBARU STE-AGATHE
155, boul. Morin
Ste-Agathe-des-Monts
(819) 326-1600

SUBARU VICTORIAVILLE
2110, Notre-Dame Ouest
Victoriaville
(819) 752-9224

SUBARU ST-HYACINTHE
650A, boul. Laurier
St-Thomas-d'Aquin
(514) 773-5262

BOULEVARD AUTOS G.S.
10023, boul. des Hêtres
Shawinigan
(819) 539-6906

AUTOMOBILES LAVIGNE
37, rue Ste-Anne
Ste-Anne-de-Bellevue
(514) 457-5327

Disponible 4x4 et TURBO

RÉSULTATS loto-québec

loto-québec

Banco

Tirage du 91-05-08

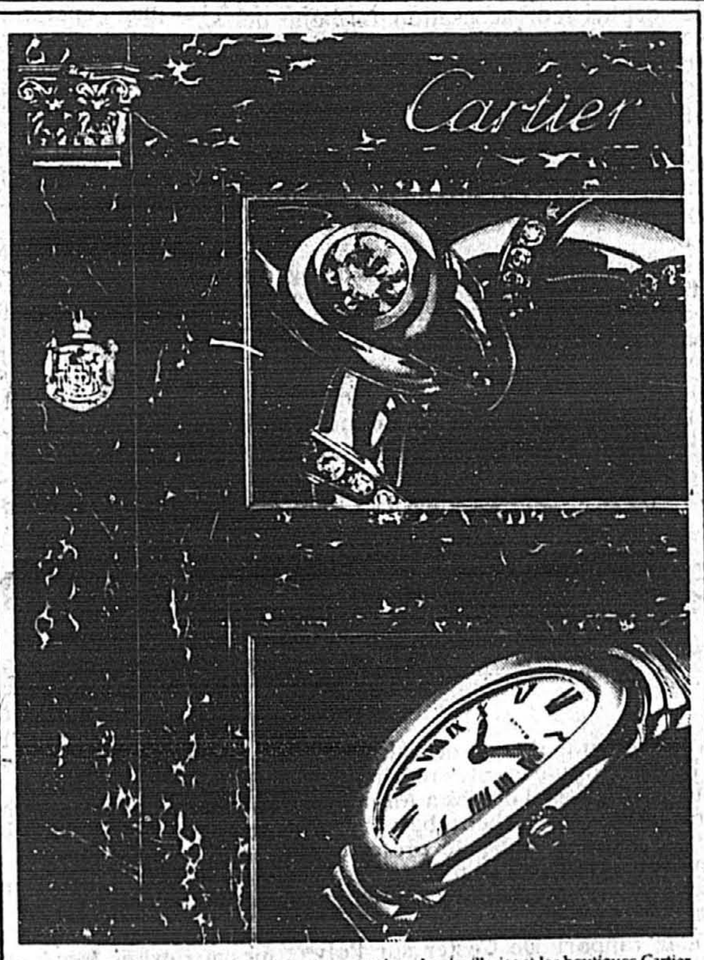
Vous pouvez miser jusqu'à 21 h les soirs de tirages

1	2	3	10	13
20	23	24	25	30
32	34	40	41	43
50	53	55	62	66

Prochain tirage: 91-05-10

TVA, le reseau des tirages de Loto-Québec

Les modalités d'encaissement des billets gagnants paraissent au verso des billets. En cas de disparité entre cette liste et la liste officielle, cette dernière a priorité.



Les bijoux Cartier sont en vente exclusivement dans les joailleries et les boutiques Cartier, un certificat attestant leur authenticité les accompagne.

boutique Cartier
1498, rue Sherbrooke Ouest, Montréal
(514) 939-0000

Effet de la récession, la pauvreté frappe le quartier Villeray

FRANÇOIS FOREST

■ Demain en fin d'après-midi, Mme Béatrice Landry, la ménagère du presbytère de la paroisse Notre-Dame-du-Rosaire, aura terminé la distribution de la centaine de sacs de nourriture qu'elle confectionne, avec une bénévole, pour des personnes agées seules, des jeunes mères et quelques autres familles qui ont faim dans ce coin de Villeray.

Les nouveaux arrivants, Haïtiens, Vietnamiens, Libanais, accepteront avec «facilité» ce qu'on leur donne; les Québécois de souche, qui n'ont pas l'habitude de cette misère, ont plus de difficulté à accepter. «Si je peux me trouver un ouvrage, tu me reverras pas la face ici», diront-ils.

Mais ils ne trouvent pas de travail et ils reviennent plus nombreux. «Le malheur, c'est qu'on ne voit pas le jour où ils vont s'en sortir. Alors, je leur souhaite bonne semaine en espérant qu'ils étirent les provisions. C'est pas grand-chose qu'on donne; c'est vous dire qu'ils n'ont pas grand-chose.»

Deux rues plus au sud, rue de Castelneau, la Maison du quartier distribuera, elle aussi, des sacs de victuailles. Sa clientèle à 70 p. cent canadienne-francaise vient d'un peu partout: du Plateau Mont-Royal d'où elle a été évincée il y a quelques années par le boom immobilier et des régions du Québec que Montréal continue d'attirer parce que l'anonymat y est plus sûr et que, malgré tout, les occasions de décrocher une «jobine» sont plus grandes.

Beaucoup de problèmes de toxicomanie, d'alcoolisme (deux rencontres d'alcooliques anonymes par semaine au presbytère), beaucoup d'hommes seuls. «Ça, c'est une nouvelle pauvreté, explique Jacques Bordeleau, de la Maison du quartier. Ce sont des hommes entre 40 ans et 50 ans, déqualifiés, souvent divorcés, tout à fait démunis devant les moindres tâches ménagères ou les calculs budgétaires, incapables de gérer leur pauvreté et qu'il faut supporter au niveau du loyer, de la santé, des services sociaux auquels ils ont droit.»

Villeray, autrefois le creuset de la classe ouvrière moyenne, vit difficilement la crise: «En termes d'infrastructures, révèle M. Bordeleau, il y en a peu parce qu'il n'y a pas d'histoire de pauvreté dans ce coin. On manque donc d'habitation à loyer modique; les logis commencent à se transformer en maisons de chambres, en logements d'une pièce et demie. Des logis loués au mois qui changent de locataires deux ou trois fois par année.»

M. Ugo Benfante, un prêtre qui séjourne dans le quartier après avoir travaillé en milieu ouvrier pendant 18 ans à la Pointe Saint-Charles confirme: «À première vue, je dirais que la pauvreté se vit mieux à Pointe Saint-Charles parce qu'une culture de solidarité s'est développée depuis la fermeture des usines le long du canal Lachine. Il y a beaucoup de coopératives pour le logement et une entraide dans tous les secteurs: la clinique juridique, les comptoirs d'alimentation, les comités de logement, les infirmières. Ici, comme dans d'autres quartiers de Montréal, la récession frappe les gens dans leur dignité. Il faut voir à ce que leur situation soit plus facile à vivre, mais pour cela, il faut qu'ils sortent de leur isolement.»

Les organismes populaires ont mis en garde, plus tôt cette semaine, le gouvernement du Québec qui, avec la loi 37 sur l'aide sociale, crée consciemment ou non deux catégories de citoyens: les assistés sociaux que l'on prive d'initiatives en les réglementant dans une loi aux mille ramifications, et une classe moyenne qui se cramponne à son emploi.

«La réaction des gens à la loi a connu trois phases, précise Jacques Bordeleau: exaspérés, les bénéficiaires parlaient d'éliminer les bureaux d'aide sociale; puis, est survenue la confusion dans l'application de l'aide sociale, selon que l'on tombait ou non sur un vérificateur informé des facettes de la loi. Maintenant, les gens se sentent dépossédés; les jeunes particulièrement, assistés sociaux instruits, incapables de s'identifier à des programmes d'*employabilité* (aptitude à l'emploi) parce que trop scolarisés.»

Comme société, dira-t-il, c'est pauvre; quand on songe que ceux qui viennent dans ces comptoirs alimentaires ont pour unique préoccupation d'avoir à manger ce soir et demain, on peut commencer à parler de tiers monde.

Comme dans les bidonvilles des mégapoles du tiers monde, les cuisines collectives se sont implantées partout à Montréal; les cuisinières y apprennent à nourrir quatre personnes pendant une semaine avec un budget de 20 $.

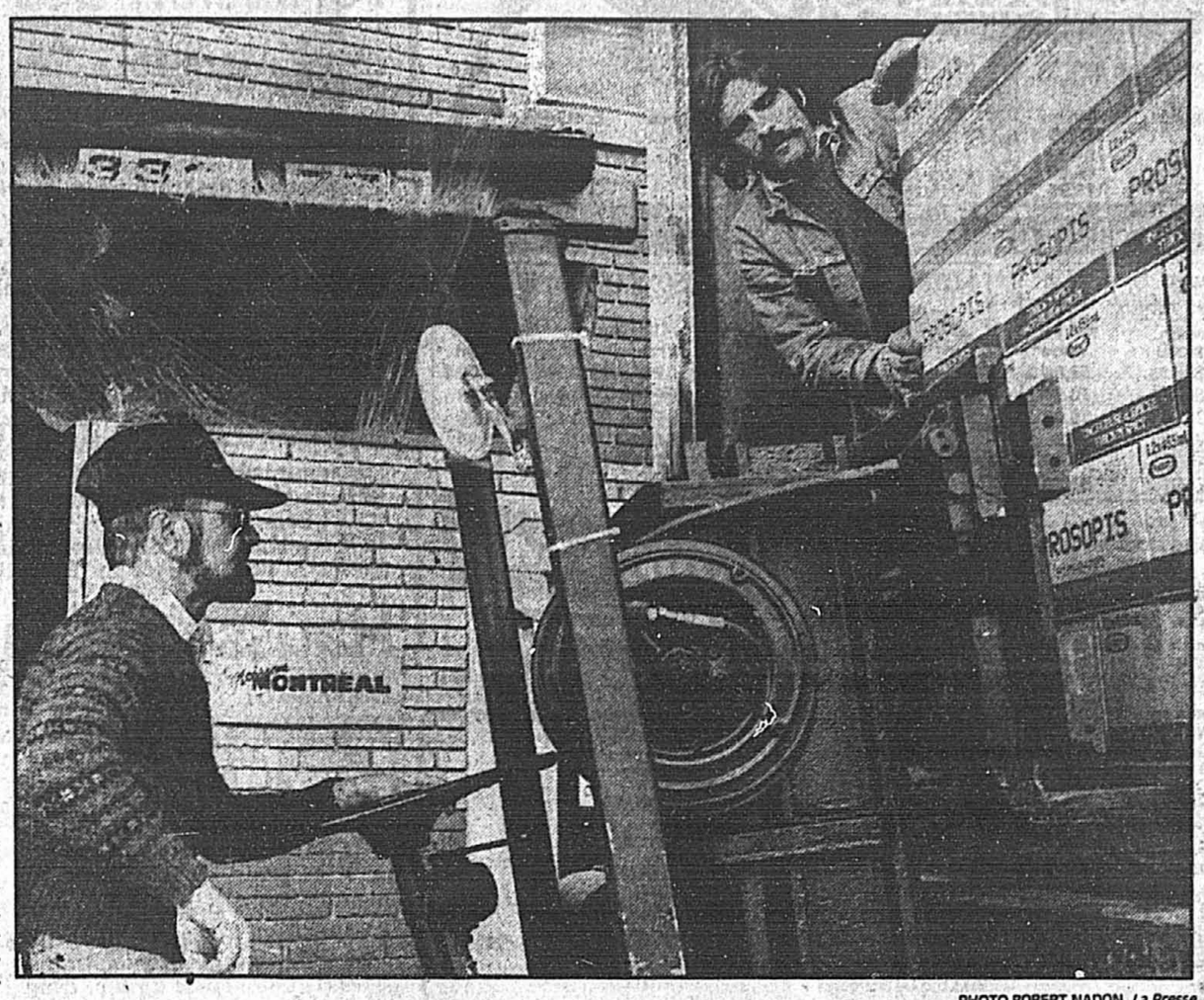


PHOTO ROBERT NADON, *La Presse*

Moisson Montréal peut écouler jusqu'à 500 000 livres de nourriture par mois. L'organisme recherche des mets riches en protéines, des viandes, des légumineuses, des produits laitiers pour une plus grande variété dans sa distribution, déjà satisfaisante quant aux fruits et légumes.

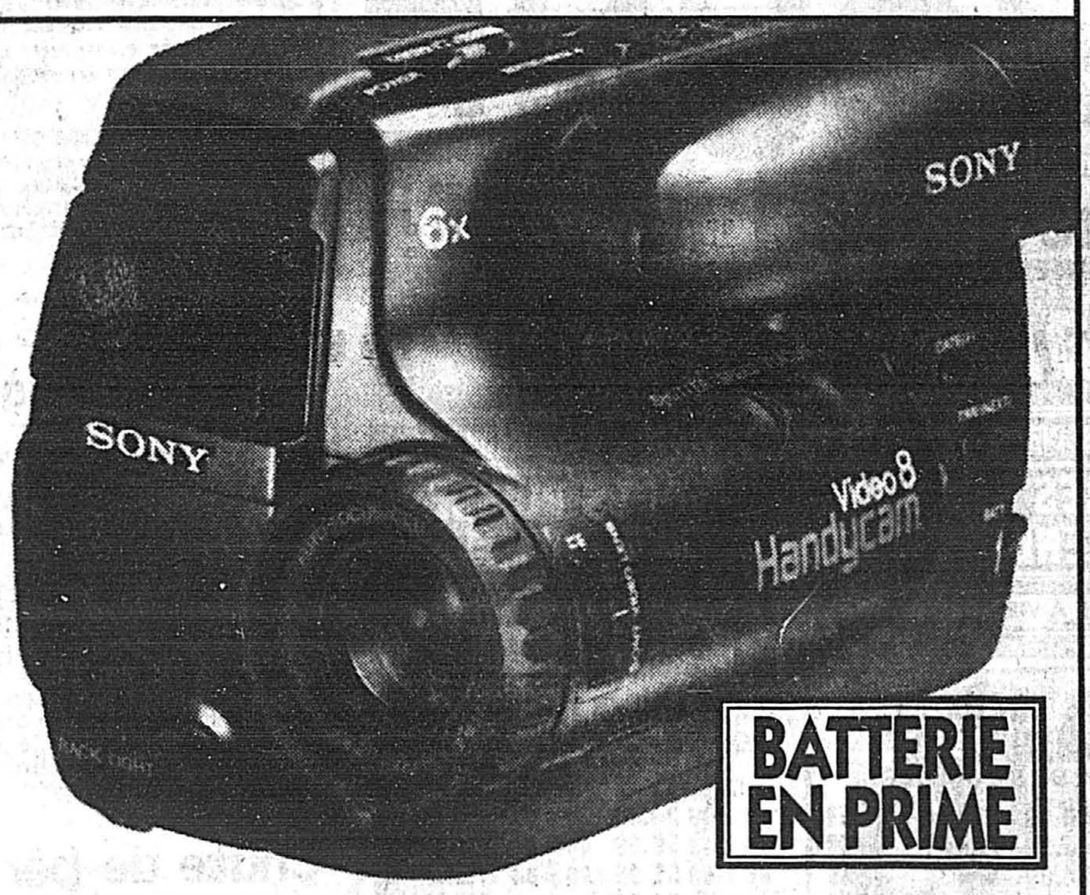
Mais l'humeur des assistés sociaux n'est pas encore à la révolte: «Imaginez, dit un travailleur social, alors que le syndicats parlent de nouveau contrat social, ils ont peine à lever une manifestation de 1000 sympathisants, le 1er mai. C'est le sauve-qui-peut devant la récession, on s'individualise. On préfère parler de la pauvreté des autres, de peur un jour de perdre son emploi, de vivre un certain temps du chômage, avant de brûler ses économies et de finalement se retrouver à l'assistance sociale, d'être étiqueté.»

Moisson Montréal, l'organisme qui garnit les comptoirs alimentaires, a distribué 5,2 millions de livres de nourriture, l'an dernier, à 150 regroupements. Quatre-vingt-dix autres organismes sont en attente. Alors que les dépanneurs alimentaires étaient habituellement visités à la troisième ou quatrième semaine du mois, ils le sont maintenant dès la deuxième et même la première semaine par des itinérants, des parents uniques, des réfugiés (Montréal en compte 24 000), mais aussi les nouveaux pauvres dont le nombre grossit à coups de licenciements. «Nous croyions, en 1984, que notre service serait temporaire, soupire Mme Nadia Larouche, directrice de l'organisme. Dans cinq ans, on pourrait distribuer 20 millions de livres de nourriture.»

Les donateurs, les grandes chaines alimentaires qui donnent leurs surplus, ne se démentent pas cependant, encore que Moisson Montréal doivent continuellement les assurer que leurs dons ne sont pas écoulés au marché noir. «Il faut leur prouver par nos contrôles que leur surplus ne crée pas de marché secondaire.»

Avec 31,5 p. cent de la population de Montréal qui vit sous le seuil de pauvreté, le risque est grand de voir un tel marché se développer.

MAMAN...MA "STAR"!



Ce camescope Handycam, le plus petit et le plus léger de Sony, vous propose un fabuleux objectif zoom de 6x avec macro, ainsi que toutes les fonctions automatiques dont vous aurez besoin pour filmer Maman le jour de la Fête des Mères, pour la revoir instantanément à la télévision, ou pour faire un montage et un enregistrement à partir de votre magnétoscope. De plus, pendant une durée limitée, vous obtiendrez EN PRIME une batterie (NP66H) qui vous permettra de filmer sans interruption. 999.00 ccdtr4

Maison Sony

Chez nous... l'avantage c'est Sony!

BROSSARD 656-1020
5840, boul. Taschereau
(à l'est du pont Champlain)

POINTE-CLAIRE 694-2727
940, boul. St-Jean
(au nord de la Transcanadienne)

Un juge se trouve aux prises avec le comité de discipline du Barreau

YVES BOISVERT

■ Un juge peut-il être traduit devant le comité de discipline des avocats pour des actes qu'il a commis pendant qu'il était avocat?

Cette question, lourde de conséquences, est au centre du débat juridique qui s'est engagé, hier, devant le comité de discipline du Barreau du Québec, et qui promet de se poursuivre jusqu'en Cour suprême, quoi qu'il arrive.

Après avoir échoué à faire déclarer le huis-clos dans sa cause, le juge Robert Sansfaçon, de la chambre criminelle de la Cour du Québec, tente maintenant de se soustraire de la juridiction du comité de discipline.

Le magistrat de Longueuil est accusé, comme Me Serge Roberge, aujourd'hui sous-ministre de la Sécurité publique, d'avoir manqué à son devoir d'officier de la justice, lors d'un procès, en 1984, à Québec.

À l'époque, Me Sansfaçon était procureur chef pour le district de Québec, et Me Roberge, substitut du Procureur général (avocat de la Couronne), était son subalterne.

Lors du procès pour meurtre de Gilles Dufresne, en 1984, Me Roberge fait entendre un témoin-délateur, le meurtrier Yvan Beaupré, déjà condamné à l'emprisonnement à perpétuité pour deux meurtres, mais converti en délateur en 1982.

Interrogé par l'avocat de Dufresne lors du procès, Beaupré se parjure en minimisant les faveurs qui lui étaient faites en échange de sa collaboration avec la justice (il s'était fait promettre un pardon royal).

Or, Me Roberge s'était abstenu de signaler au juge le parjure de Beaupré et avait plaidé que Beaupré ne bénéficiait pas de plus d'avantages que ceux qu'il avait mentionnés aux jurés.

Dufresne fut condamné à l'emprisonnement à perpétuité, mais la Cour suprême a annulé sa condamnation en 1988. Au passage, le juge Antonio Lamer avait dit qu'il y avait «un doute sérieux sur le comportement du ministère public et de la police dans cette affaire».

Dufresne a été libéré, et le ministre de la Justice fut mis dans l'embarras par ces révélations, mises en relief par l'avocat de Dufresne, Me Guy Bertrand, de Québec, lors de la campagne électorale provinciale de septembre 1989.

Le ministre Gil Rémillard a ensuite mis sur pied un comité présidé par le juge Guy Guérin pour se pencher sur l'utilisation des délateurs dans des causes criminelles au Québec. Le comité doit rendre son rapport d'ici peu.

Entre temps, le Barreau a engagé l'avocat montréalais bien connu, Me Serge Ménard, comme syndic extraordinaire. Me Ménard a déposé en mai 1990 des accusations contre Roberge et Sansfaçon, et ce n'est qu'hier que le débat a pu s'engager.

Mais l'affaire se rendra probablement en Cour suprême sur des questions préliminaires. Selon l'avocat du juge Sansfaçon, Me Michel Robert, le comité de discipline n'a pas le pouvoir de «juger» un juge, en raison du principe sacré de l'indépendance de la magistrature.

De plus, quelle sanction pourrait imposer un comité de discipline d'avocats à quelqu'un qui est juge? La radiation? Impossible!

Quant à Roberge, son avocat, Me Jacques Bellemare, estime qu'il est interdit de traduire devant le comité de discipline des avocats un substitut du Procureur général, qui relève de l'Exécutif, et qui n'a pas à répondre de ses actes en tant que tel à un comité de discipline.

Me Robert reprend cet argument pour son client: au pire, ce que l'on reproche au juge Sansfaçon est un manquement administratif, qui n'a rien à voir avec la discipline des avocats. Il doit en répondre devant les élus du peuple (à travers le ministre), pas devant le comité de discipline des avocats.

Me Ménard a contesté cette interprétation et le comité de discipline a mis l'affaire en délibéré.

Les avocats de Gilles Perron demandent la démission du ministre de la Justice

YVES BOISVERT

■ Avant même que la Cour d'appel ne se soit penchée sur le cas de Gilles Perron, voilà que ses avocats continuent leur guérilla au niveau politique: dans un geste sans précédent dans les annales judiciaires montréalaises, ils demandent maintenant rien de moins que la démission du ministre de la Justice!

Gilles Perron est cet ancien réalisateur de Radio-Canada, âgé de 51 ans, qui est incarcéré depuis le 22 décembre 1989, après avoir été reconnu coupable du meurtre prémédité de sa femme Michelle, 45 ans. Un jury avait conclu que c'est lui qui l'avait assassinée à coups de couteau dans le parc de stationnement de la polyclinique Concorde, à Laval, le 15 décembre 1987.

Mes Daniel Rock et Jean Dury, qui ont multiplié les lettres au ministre Gil Rémillard, et jusqu'au premier ministre du Québec (!), reprochent à M. Rémillard d'avoir refusé de mettre au pas le procureur de la Couronne responsable du dossier.

De plus, de l'avis des deux avocats, M. Rémillard «ne consacre pas assez de temps» à son ministère.

Dans la demi-douzaine de missives qu'ils ont fait parvenir au ministre de la Justice depuis la fin de ce retentissant procès, les avocats demandent que le dossier soit retiré à Me Yves Berthiaume, de la Couronne. Selon eux, Me Berthiaume a manqué d'impartialité et refuse de répondre à certaines questions importantes.

En fait, le procès de Gilles Perron n'était pas commencé que Mes Rock et Dury réclamaient la tête de Me Berthiaume.

S'il faut en croire Mes Rock et Dury, la police de Laval n'a pas fait une enquête rigoureuse dans l'affaire Perron et le ministère public s'est rendu complice de cette façon de procéder.

Récemment, la Commission de déontologie policière a décidé de tenir une audience publique sur deux aspects de l'enquête policière. La Commission a refusé de se pencher sur le comportement de Me Berthiaume, qui n'est pas de son ressort. Mes Rock et Dury se croient donc justifiés d'en appeler à son grand patron, M. Rémillard, dont la responsabilité a été engagée, disent-ils.

«L'inertie du ministère dans ce dossier constitue une injustice formelle qui ne saurait être tolérée dans une société démocratique», écrivent-ils dans une lettre qu'ils ont envoyée au premier ministre, le 1er mai.

Les avocats de Gilles Perron ont échoué dans leur tentative de faire rouvrir l'enquête judiciaire en faisant entendre des nouveaux témoins qui n'avaient pas été entendus au procès.

Ils ont déposé leur mémoire d'appel et espèrent qu'ils pourront se présenter devant le plus haut tribunal du Québec d'ici l'été pour faire annuler la condamnation de Perron. Il est probable, cependant, qu'ils doivent attendre à l'automne.

VENEZ VOIR CHEZ COMPUCENTRE® ...

Le Portfolio d'Atari

• Un ordinateur personnel dans le creux de votre main

Ordinateur portatif avec logiciels intégrés

Pèse seulement 1 livre, mesure 4" x 7" 3/4 et s'ajuste dans votre poche



Le premier ordinateur personnel de poche au monde, compatible au MS-DOS avec des fonctions intégrales avec compatibilité, fiabilité, et flexibilité, tout cela dans un boîtier de la grosseur d'une cassette vidéo et inclut aussi un nombre de fonctions intégrées.

- Calendrier/agenda de 60 années
- Chiffrier compatible avec fichier Lotus 1-2-3
- 128K RAM extensible jusqu'à 640K
- Interface parallèl optionnel (pour imprimante et transfert de fichier)
- Compatibilité avec MS DOS
- Composition automatique
- Adresse et numéro de téléphone
- Éditeur de texte (fonctions standards incluses)
- Calculatrice puissante
- Alarme programmable
- Carte de mémoire RAM (jusqu'à 128K de capacité)
- Carte optionnelle de programmes

COMPUCENTRE® est une marque déposée des Enterprises Hartco Inc. SIÈGE SOCIAL: 9001 LOUIS H. LAFONTAINE, MONTREAL, PQ.

COMPUCENTRE®
"Les spécialistes de l'ordinateur personnel"

Région de Montréal
• Galeries D'Anjou
• Carrefour Laval
• Mail Champlain
• Centre Fairview
• Place Alexis-Nihon
• Promenades St-Bruno
• Place Vertu
• Place Bourassa
• Place Bonaventure
• Rockland Centre
• Place Rosemère

Sherbrooke
• Carrefour de l'Estrie

Chicoutimi
• Place du Royaume

Ville de Québec
• Galeries De La Capitale
• Place Laurier
• Place Fleur de Lys

Sorel
• Promenades de Sorel

Drummondville
• Les Promenades de Drummondville

4 au prix de 3

RADIAL TOUTES SAISONS HAUTE PERFORMANCE DE PREMIER CHOIX

Dimension, lettres blanches dessinées	EAGLE GT+4 Prix de solde 4 pneus	Économies
P175/70R13	392,97 $	130,99 $
P205/70R14	500,97	166,99
P215/60R14	506,97	168,99
P215/65R15	533,97	177,99

RADIAL TOUTES SAISONS DE PREMIER CHOIX

Dimension, flanc blanc	INVICTA GS Prix de solde 4 pneus	Économies
P165/80R13	335,97 $	111,99 $
P185/70R14	437,97	145,99
P195/75R14	398,97	132,99
P215/75R15	464,97	154,99

AUTRES PNEUS AVANTAGEUX

RADIAL TOUTES SAISONS ARRIVA

Dimension, flanc blanc	Prix de solde
P155/80R13	57,99 $
P185/80R13	70,99
P195/75R14	75,99
P205/75R15	84,99
P215/75R15	89,99
P185/70R14	83,99

NOTRE RADIAL TOUTES SAISONS LE MOINS CHER S4S

Dimension, flanc blanc	Bas prix courant
P155/80R13	42,99 $
P195/75R14	57,99
P205/75R14	65,99
P205/75R15	65,99
P215/75R15	69,99
P225/75R15	78,99

Prix de solde en vigueur jusqu'au 1er juin.
Veuillez nous téléphoner pour les prix des dimensions non représentées.

AUCUN ACOMPTE • AUCUN INTÉRÊT • 6 VERSEMENTS MENSUELS MODIQUES*

*Pour les pneus et les services automobiles de plus de 250,00 $. Versement calculé d'après un programme de financement différé à l'usage de la carte VISA, MasterCard ou American Express. En exclusivité chez les détaillants Goodyear participants. Rendez vous chez votre détaillant Goodyear pour tous les détails.

PAS DE ZIGONNAGE

GOODYEAR SERVICE AUTOMOBILE GARANTI

MONTRÉAL
9170, Sherbrooke est
352-2662
5750, Côte de Liesse
731-6471
2615, rue Ontario est
527-8364
5135, av. Papineau
527-9854
3950, Fleury est
328-2834

MONTRÉAL CENTRE-VILLE
11, boul. De Maisonneuve est
849-8031

MONTRÉAL (NDG)
2125, boul. Cavendish
481-7771

VILLE STE-CATHERINE
5280, route 132
635-1869

AHUNTSIC
10220, boul. St-Laurent
381-2591

ST-LÉONARD
9255, boul. Lacordaire
325-3280

LAVAL-CHOMEDEY
1250, boul. Labelle
688-3575

LAVAL-PONT-VIAU
366, boul. des Laurentides
667-0210

TERREBONNE
1810 Chemin Gascon
492-0487
LAVAL 664-1844

VILLE LASALLE
1870, av. Dollard
363-0633

VERDUN
4000, av. Verdun
761-4568

CHÂTEAUGUAY
104, boul. d'Anjou
691-3160

LONGUEUIL
85, boul. Ste-Foy
679-5250

DOLLARD-DES-ORMEAUX
4910, chemin des Sources
684-9532
3614, Montee St-Jean
620-2341

PIERREFONDS
16013, boul. Pierrefonds
620-1073

VILLE ST-LAURENT
1755, rue Grenet (face à Canadair)
748-0103

LA PRAIRIE
430, Ste-Elisabeth
659-1994

POINTE-AUX-TREMBLES
1400, boul. St-Jean-Baptiste
645-2787

ST-EUSTACHE
220, 25ème Avenue
472-7506/7871

BOUCHERVILLE
660 de Montbrun
655-8531

ST-BRUNO
610, boul. Clairvue
461-0373

ROSEMERE
261, boul. Labelle
435-5713

SERVICE DE PNEUS SALOIS
9970, Des Recollets
321-7511

CENTRE AUTO ILE PERROT
410, boul. Grand
453-1521

CENTRES COMMERCIAUX GOODYEAR
VILLE ST-LAURENT
7405, rue Verite
334-9312

VILLE D'ANJOU
8301, boul. Métropolitain
354-7444

Montréal consacre plus d'argent à la réfection des trottoirs qu'à celle des rues

GILLES GAUTHIER

■ L'état des rues de Montréal vous horripile? Pourtant la Ville affecte encore cette année plus d'argent à la réfection des trottoirs qu'à celle la chaussée.

On investit environ 14 millions en 1991 pour les rues et 18 millions pour les trottoirs. Selon des conseillers de l'opposition, la décision d'injecter plus d'argent dans ces derniers est avant tout politique.

De dire Marvin Rotrand, de la Coalition démocratique, il était nécessaire de refaire les trottoirs quand l'administration Doré a pris le pouvoir en 1986, étant donné qu'ils étaient alors en fort mauvais état. Il estime cependant que la Ville devrait maintenant accorder la priorité aux chaussées.

L'administration explique pour sa part qu'en 1991, la Ville remettra à neuf 48 kilomètres de rues et 48 kilomètres de trottoirs. Elle ajoute qu'en vertu de la stratégie de conservation et de restauration du réseau qu'elle a adoptée en 1989, elle aura procédé à la fin de 1991 à la réfection de 174 kilomètres de trottoirs et 140 kilomètres de chaussées.

Selon une porte-parole, la Ville veut que 95 p. cent des chaussées et 97 p. cent des trottoirs soient en bon état d'ici à l'an 2000. Elle ajoute que l'évaluation de l'état des rues et surtout des trottoirs se fait à partir de critères qui tiennent compte de l'achalandage, de la proximité d'un hôpital, d'une résidence pour personnes âgées ou handicapées, de la présence d'une station de métro ou d'un circuit d'autobus.

Le budget total pour cette année est de 35,4 millions, dont 280000$ vont aux frais de financement, 900000$ à la reconstruction de puisards, 270000$ aux rampes pour handicapés, 225000$ aux revêtements de ruelles, 500000$ aux «expertises» et 500000$ à l'achat d'équipement.

Tous les travaux de réfection de trottoirs sont accordés par contrats à des entrepreneurs. Sur le budget de 35,4 millions pour trottoirs et chaussées, 26,1 millions vont au secteur privé et 9,3 millions à des travaux exécutés par les employés de la Ville.

Hausse de la clientèle de la STL

JEAN-PAUL CHARBONNEAU

■ Malgré une hausse des coûts des tickets et de la carte mensuelle, la Société de transport de Laval (STL) voit sa clientèle augmenter depuis le début de l'année.

Pour les quatre premiers mois de 1991, une hausse de 8 p. cent des usagers par rapport à la même période de l'an passé a été signalée dans les autobus de cette société.

Soulignons qu'en 1990, la STL avait enregistré une majoration de 18 p. cent sur l'année précédente avec 21,5 millions de passagers. En 1989, la STL avait transporté 18,8 millions de personnes.

Par contre, la hausse de 10$ de la carte mensuelle régionale n'a pas modifié les habitudes des usagers lavallois. Depuis mars, cette carte qui donne accès aux autobus et au métro de la Société de transport de la Communauté urbaine de Montréal (STCUM) de la Société de transport de la Rive-Sud de Montréal (STRSM) et de la STL coûte 52$.

En mars 1990, 14890 cartes adultes avaient été vendues et ce chiffre a grimpé à 16405 en mars dernier, période qui a coïncidé avec la majoration du prix de la carte. Dans la catégorie étudiant, les ventes ont passé de 3754 à 6407.

Pour avril 1991, 15432 cartes d'adultes et 6187 d'étudiants ont été vendues comparativement à 14674 et 3790 l'année dernière.

Cette attitude des usagers du transport en commun de Laval correspond pleinement avec un sondage effectué récemment dans le cadre du sommet de la personne. Par une forte majorité, les personnes qui avaient répondu au questionnaire avaient mentionné qu'elles étaient prêtes à payer plus cher pour voyager à bord des autobus de la STL, si nécessaire.

Soulignons d'autre part, que les élus municipaux qui forment le Conseil municipal de transport en commun, créé peu avant les dernières élections provinciales, se réunissent demain. A l'ordre du jour: les édiles de Montréal, de la CUM, de la Rive-Sud et de Laval prendront connaissance d'un rapport sur la tarification et sur les équipements de perception.

ÉPARGNEZ JUSQU'À 70% SUR TOUTE LA MARCHANDISE EN MAGASIN!

Notre nouveau département de service à la clientèle vous offre le meilleur service après vente au Québec.

Papa, Stephen et Richard seront contents de vous voir.



AUCUNE OFFRE RAISONNABLE REFUSÉE!

MEILLEUR Prix! Choix! Qualité! Service!

LA PLUS GRANDE SÉLECTION DE DOUILLETTES, COUVRE-LITS, LITERIE, DRAPERIES, VAISSELLE ET ACCESSOIRES DE SALLE DE BAIN AUX PLUS BAS PRIX GARANTIS!

NOUS FABRIQUONS LES STORES, VERTICAUX VÉNITIENS, STORES DE TOILES ET STORES PLISSÉS, QUELLES QU'EN SOIENT LA DIMENSION ET LA COULEUR, PENDANT QUE VOUS ATTENDEZ!

ENSEMBLES DE RIDEAUX BONNE-FEMME OU CROISÉS.
Modèles unis ou imprimés discontinués. Grand choix! Grandeurs disponibles: 95" x 63", 140" x 63", 140" x 81", 185" x 81". Rég.: 49.99 - 199.99 UN SEUL PRIX 19.99 l'ens.

OREILLERS
Format géant, lavable, 100% polyester non allergène.
2 pour 9.99

Cadeau idéal pour la Fête des Mères.
ENSEMBLES DE VAISSELLE 45 MCX
Style «Lilys ou «Tulip»
Incluant 8 de chaque: Assiettes, assiettes à salade, bols, tasses et soucoupes, 1 crémier, 1 bol à sucre avec couvercle, 1 bol à légumes et 1 plat de service. Rég.: 99.99 SUPER-SPÉCIAL 49.99 l'ens.

NAPPES EN VINYLE
52" x 70", 60" rond. Motifs imprimés et unis assortis. SUPER SPÉCIAL 4.99

NAPPES EN TISSUS
Modèles unis dans les couleurs variées. 52" x 70" ou 60" rond. Prix rég.: 19.99 -24.99 SUPER SPÉCIAL 9.99 ch.

Achat spécial!
ENSEMBLES DE SERVICE À VIN EN CRISTAL 9 MCX
Incluant: 1 carafe et 8 verres à vin en cristal. Rég.: 99.99 SUPER-SPÉCIAL 49.99 l'ens.

ACCESSOIRES DE SALLE DE BAIN
Style «Coquille»
Couleur: blanc.
Gobiet, porte-savon, porte-brosse. Rég.: 6.99 - 8.99 ch. SUPER-SPÉCIAL 2.99 ch.

RIDEAUX DE DOUCHE EN TISSUS
Avec doublure ou tissus imperméable Prix rég.: 39.99 -69.99 SUPER-SPÉCIAL 19.99

RIDEAUX DE DOUCHE EN VINYLE
De Jaylorn Canada
Couleurs unies: pêche, argent, acier transparent ou noir. SUPER-SPÉCIAL 3.99 ch.

ENSEMBLES DE DOUILLETTE EN LIQUIDATION
Incluant: jupe de lit et taie(s) d'oreiller. Rég.: 129.99 - 349.99 SUPER-SPÉCIAL
Simple ..... 54.99 l'ens.
Double ..... 64.99 l'ens.
Reine ..... 74.99 l'ens.

ENSEMBLES DE TAPIS 5 MCX POUR SALLE DE BAINS
(Tapis, contour, couvre-siège, 2 mcx couvre-réservoir. Couleurs: bleu, pêche, rose ou beige. Rég.: 29.99 SUPER-SPÉCIAL 18.99 l'ens.

DOUILLETTE ET COUVRE-LITS ASSORTIS
Un seul prix
Simple, Double, Reine.
SUPER-SPÉCIAL 29.99

ENSEMBLES DE DRAPS PERCALE
De Wabasso, Wamsuta, Dan River, Thomaston et Cannon. Nouvelle sélection!
SUPER-SPÉCIAL
Premier arrivé, premier servi!

Simple	Double	Reine	Roi
24.99 l'ens.	34.99 l'ens.	44.99 l'ens.	54.99 l'ens.

COUVRE DUVETS
Choix incroyable de motifs fleuris ou géométriques.
Nouvelle sélection à chaque semaine!
SUPER-SPÉCIAL

Simple	Double	Reine	Roi
24.99	29.99	34.99	39.99

SUPER-SPÉCIAL
ÉDREDONS CONTINENTAL
L'authentique édredon modèle scandinave 100% HOLLOFIL md

Simple	68.49
Double	78.49
Reine	98.49
Roi	133.49

SUPER-SPÉCIAL
DUVETS D'OISEAUX AQUATIQUES
Meilleur qualité pour le prix
Style «Fnug», de Northern Feather

		SUPER-SPÉCIAL
Simple	21 oz	99.99
Double	23 oz	129.99
Reine	30 oz	149.99
Roi	36 oz	179.99

SUPER-SPÉCIAL
ENSEMBLES DE DRAPS WABASSO
Poly/coton Nouveau choix
ACHETEZ-Y CANADIENNE!

	SUPER-SPÉCIAL
Simple	13.99 l'ens.
Double	20.99 l'ens.
Reine	26.99 l'ens.

SUPER-SPÉCIAL
SERVIETTES ALEXANDRA
100% coton
6 couleurs: Blanc, menthe, gris, rose, tan ou miel.

	Rég.	SUPER-SPÉCIAL
Bain	7.99	2.99
Main	5.99	1.79
Débarbouillette	3.99	.89

TRINGLE DE LUXE GARANTIE À VIE

STORES VERTICAUX

VERTICAUX PVC 3½"
Blanc, ivoire, champagne, gris, sable

24 x 48	24.99	75 x 84	39.99
48 x 48	28.99	84 x 84	54.99
60 x 48	30.99	96 x 84	84.99
75 x 48	36.99	120 x 95	99.99
60 x 60	32.99	144 x 95	129.99

VERTICAUX EN ALUMINIUM 3½"
CHOIX DE 8 COULEURS

24 x 48	43.99	75 x 84	78.99
48 x 48	45.99	84 x 84	99.99
60 x 48	54.99	96 x 84	132.99
75 x 48	69.99	120 x 95	179.99
60 x 60	59.99	144 x 95	219.99

VERTICAUX EN TISSUS 3½"
CHOIX DE 7 COULEURS «ITALIA»

24 x 48	24.99	75 x 84	79.99
48 x 48	59.99	84 x 84	89.99
60 x 48	69.99	96 x 84	119.99
75 x 48	76.99	120 x 95	139.99
60 x 60	74.99	144 x 95	149.99

STORES HORIZONTAUX PVC 1" OLYMPIC
EN VINYLE DE 1re QUALITÉ
CHOIX DE 3 COULEURS

18 x 45	2.99	36 x 45	6.99
20 x 45	3.49	40 x 45	8.99
24 x 45	3.99	48 x 45	9.99
27 x 45	4.99	54 x 45	11.99
30 x 45	5.49	60 x 45	12.99
72 x 45	21.99		
16 x 64	6.99	36 x 64	9.99
20 x 64	7.99	40 x 64	13.99
24 x 64	6.49	48 x 64	13.99
27 x 64	6.99	54 x 64	15.99
30 x 64	7.99	60 x 64	17.99
72 x 64	27.99		
16 x 78	19.99	36 x 78	42.99
20 x 78	24.99	40 x 78	44.99
24 x 78	29.99	48 x 78	47.99
27 x 78	34.99	54 x 78	49.99
30 x 78	39.99	60 x 78	59.99
72 x 78	69.99		
Porte patio 78 x 84	34.99		

STORES HORIZONTAUX 1" POLO
100% ALUMINIUM EN STOCK
CHOIX DE 3 COULEURS
PREMIÈRE QUALITÉ

20 x 45	3.99	36 x 45	10.99
24 x 45	8.99	40 x 45	12.99
27 x 45	9.99	42 x 45	13.99
30 x 45	8.99	72 x 45	49.99
20 x 64	5.99	36 x 64	23.99
24 x 64	8.99	38 x 64	26.99
27 x 64	13.99	42 x 64	27.99
30 x 64	16.99	72 x 64	56.99
20 x 78	14.99	36 x 78	42.99
24 x 78	18.99	38 x 78	44.99
27 x 78	24.99	42 x 78	52.99
30 x 78	28.99	72 x 78	78.99
Porte patio 78 x 84	89.99		

STORES PLISSÉS EN TISSU EN STOCK
Choix de 7 couleurs

18 x 45	13.99	36 x 45	24.99
20 x 45	15.99	38 x 45	25.99
23 x 45	17.99	40 x 45	26.99
24 x 45	18.99	44 x 45	30.99
26 x 45	19.99	48 x 45	32.99
27 x 45	20.99	54 x 45	37.99
30 x 45	21.99	60 x 45	43.99
31 x 45	22.99	64 x 45	54.99
35 x 45	23.99	72 x 45	65.99
18 x 64	18.99	36 x 64	32.99
20 x 64	20.99	38 x 64	37.99
23 x 64	21.99	40 x 64	40.99
24 x 64	23.99	44 x 64	42.99
26 x 64	25.99	48 x 64	43.99
27 x 64	26.99	54 x 64	48.99
30 x 64	28.99	60 x 64	54.99
31 x 64	30.99	64 x 64	65.99
35 x 64	31.99	72 x 64	76.99

STORES DE TOILE STORES OPAQUES BLANCS 1re QUALITÉ

Grandeur	UNIS	FRANGE
28¼ x 58	9.49	14.49
37¼ x 70	12.49	18.49
37¼ x 82	14.49	19.49
43¼ x 70	15.49	21.49
43¼ x 82	17.49	23.49
48¼ x 70	18.49	24.49
48¼ x 82	20.49	27.49
55¼ x 70	23.49	31.49
55¼ x 82	27.49	34.49
64¼ x 58	27.49	36.49
64¼ x 70	29.49	36.49
73¼ x 58	30.49	39.49
73¼ x 70	31.49	41.49
78¼ x 70	49.49	59.49
85¼ x 70	59.49	79.49
87¼ x 70	69.49	89.49
POUR PORTE PATIO 73¼ x 95"	49.49	

SUPER-AUBAINE POUR LA SALLE DE BAIN DE Caldwell CANADA
Toutes nos serviettes Caldwell sont maintenant réduites.
Épargnez 33⅓ - 50% sur nos prix de détail régulier.

NOUVEAU! BUCKINGHAM
Notre meilleure serviette! 100% boucle de coton. (12 couleurs).

NOUVEAU! PALATIAL
Le roi de serviettes en velours 100% boucle de coton. (8 couleurs).

	Rég.	SUPER SPÉCIAL
Serviette de bain	17.99	8.99
Serviette de main	11.99	5.99
Débarbouillette	6.99	3.49
Drap de bain	39.99	19.99

CAMILLE
Serviettes 1ère qualité à coton peigné 90% coton / 10% polyester. (8 couleurs).

	Rég.	SUPER SPÉCIAL
Serviette de bain	10.49	6.99
Serviette de main	7.49	4.99
Débarbouillette	2.99	1.99

ACCESSOIRES CALDWELL
Faits au Canada.

	Rég.	SUPER SPÉCIAL
Tapis de bain à coton peigné	14.99	9.99
Tapis de bain X-L Calais	39.99	19.99
Draps de bain format roi	19.99	13.99

Nouveau! VALANCE «RIVIERA»
Style blouson en tissus polyester 100% voile rayé disponible en couleurs: Blanc, bleu-acier, beige, champagne, argent, abricot, rose de bois.

Grandeur	Rég.	SUPER-SPÉCIAL
60" x 13"	19.99	9.99 ch.
120" x 13"	34.99	17.99 ch.

RIDEAUX DE DOUCHE EN VINYLE
De Jaylorn Canada
Couleurs unis: pêche, argent, acier, transparant ou noir.
SUPER-SPÉCIAL 3.99 ch.

PANNEAUX À PASSE-PÔLE
Hauteurs de 45" 63" ou 81" Prix rég.: 12.99 -24.99 SUPER-SPÉCIAL 4.99 le panneau

RIDEAUX DE CUISINE AVEC VALANCE
Nouveau choix! Prix rég.: 18.99 -38.99 SUPER-SPÉCIAL 15.99 l'ens.

LE PLUS GRAND CENTRE DE DÉCORATION AU MONDE
Au Bon Marché



UNE SEULE ADRESSE VASTE STATIONNEMENT GRATUIT
3500 boul. ST-JOSEPH est 259-3500
(entre boul. St-Michel et Pie-IX)
HEURES D'AFFAIRES
Lundi au mercredi: 9 h 15 à 18 h
Jeudi et vendredi: 9 h 15 à 21 h
Samedi: 9 h à 17 h
CHÈQUES ACCEPTÉS



Timbre en l'honneur du Jardin botanique

■ Le Jardin botanique de Montréal apparaît sous son plus beau jour sur un nouveau timbre-poste de 40 cents qui sera émis le 22 mai par la Société canadienne des Postes. Ce timbre est inclus dans un carnet de cinq figurines montrant divers jardins publics du Canada. Au premier plan, apparaît la rose Montréal, une spécialité cultivée au Jardin botanique fondé par le Frère Marie-Victorin en 1931; au fond, se dresse le pavillon principal d'inspiration Art déco terminé en 1933.

Chute de barils de produits toxiques sur l'autoroute 40

■ La circulation sur l'autoroute 40 a été détournée pendant près de quatre heures, hier, après qu'un camion eut perdu une partie de son chargement de barils contenant des produits toxiques. L'incident s'est produit en direction ouest, à la hauteur du boulevard St-Charles, à Pierrefonds.

Des employés de la compagnie Sanivan, sous la surveillance des inspecteurs du ministère de l'Environnement, ont procédé aux travaux de nettoyage. L'autoroute a été fermée de 9h36 à 13h56, rapporte la Sûreté du Québec.

En attendant l'arrivée des spécialistes, les policiers avaient reçu l'ordre de fermer les glaces de leurs autos-patrouille. Les barils contenaient des liquides corrosifs hautement irritants pour la peau et les yeux.

La SSJBM pourra vendre des billets de loterie pour son défilé

■ Le Comité d'organisation de la Fête nationale (SSJBM) a obtenu de la Régie des loteries et courses du Québec la permission de mettre en vente 100000 billets de loterie au prix de 5$ chacun. Ces billets seront vendus dans le réseau des caisses populaires de la région de Montréal et la vente a pour but de combler un manque à gagner anticipé.

Conformément aux règlements de la Régie des loteries et courses du Québec, le Comité de la Fête nationale devra, par ailleurs, remettre en prix 10% de l'objectif de départ, soit 50000$, peu importe la somme globale recueillie.

George Erasmus tire sa révérence

HUGUETTE YOUNG
Presse Canadienne

OTTAWA

■ Six candidats se feront la lutte pour remplacer Georges Erasmus qui quitte la direction de l'Assemblée des Premières Nations après avoir rempli deux mandats de trois ans.

Alors que le débat constitutionnel bat son plein et que les autochtones sont divisés sur les stratégies pour faire reconnaître leurs droits, le successeur de M. Erasmus aura fort à faire pour rallier l'unanimité chez les centaines de bandes indiennes du pays.

La période de réception des candidatures était close mardi soir à minuit et six noms ont été retenus, a confirmé le bureau de l'Assemblée des Premières Nations (APN) à Ottawa.

Il s'agit de Bill Montour, 49 ans, chef de la réserve de Six Nations of the Grand River, près de Brantford, en Ontario, d'Ovide Mercredi, 45 ans, chef régional du Manitoba de l'Assemblée des Premières Nations, de Phil Fontaine, grand chef de l'Assemblée des chefs manitobain, de Michael Mitchell, grand chef du conseil Mohawk de Akwesasne, de Bill Wilson, chef régional de la Colombie-Britannique de l'Assemblée des Premières Nations et de Neil Sterritt, chef héréditaire de la nation Gitskan-Wet'suwet'sen en Colombie-Britannique.

M. Bill Wilson, de la Colombie-Britannique, juge qu'il est urgent de ramener les bandes indiennes dissidentes de la Saskatchewan au sein de l'Assemblée des Premières Nations pour pouvoir présenter un front commun dans le dossier constitutionnel. Il ne cache pas qu'il veuille abolir purement et simplement le ministère des Affaires indiennes, entité qu'il juge superflue, paternaliste et un casse-tête bureaucratique.



George Erasmus PHOTO CP

Le ministre Sirros dénonce le rapport du comité fédéral sur la crise d'Oka

GILLES NORMAND
du bureau de La Presse

QUÉBEC

■ Dissimulant avec peine son indignation, le ministre délégué aux Affaires autochtones, Christos Sirros, croit que le comité fédéral qui vient de recommander une enquête sur les relations du Québec avec ses autochtones, a rédigé son rapport sans tenir compte des informations fournies par le gouvernement du Québec.

Devant les journalistes qui lui demandaient si une telle recommandation aurait pu être évitée, si le Québec s'était présenté devant le Comité permanent des affaires autochtones, à Ottawa, le ministre Sirros a répondu qu'il était très rare qu'une province témoigne devant un comité des Communes.

«Nous avons offert au comité de fournir toutes les informations nécessaires. On nous a écrit quelques jours avant le rapport pour nous demander des renseignements supplémentaires, qu'on a acheminés. Je doute qu'ils aient pu en prendre connaissance avant de rédiger leur rapport», a répondu le ministre.

«On leur a fourni l'ensemble de l'information dont on disposait», a insisté le ministre, qui refuse le terme de boycott pour qualifier l'attitude du gouvernement du Québec à l'égard de ce comité parlementaire.

La veille, c'était au tour du ministre de la Sécurité publique, Claude Ryan, de rejeter la mise sur pied par Ottawa d'une commission d'enquête judiciaire sur la crise autochtone de l'été dernier au Québec. Le ministre Ryan qualifiait alors cette recommandation d'approche paternaliste, terme qu'a repris hier son collègue Sirros.

«On n'a pas besoin de cette approche paternaliste qui porte à croire qu'un organisme mis sur pied par le gouvernement fédéral aurait toutes les compétences pour s'occuper de tous les aspects du problème. Cela ne correspond pas à mon credo fédéraliste», de dire M. Ryan.

Deux saisies de drogue par les policiers de la CUM

ÉRIC TROTTIER

■ La brigade des stupéfiants de la police de la CUM a saisi un kilogramme de cocaïne hier soir dans un dépanneur de la rue Bélanger, à Montréal.

Deux hommes d'origine colombienne, dont l'un est propriétaire de la petite épicerie, ont été écroués.

Un policier en civil avait tendu un piège aux deux suspects, âgés de 25 et 29 ans. Ces deux derniers devaient conclure une importante transaction, en lui vendant un kilo de cocaïne à l'intérieur du Marché mini-prix, situé rue Bélanger près de la 43e avenue.

Mais à la grande stupéfaction des deux «marchands», près d'une dizaine d'agents de l'escouade des stupéfiants, dirigés par le lieutenant-détective Guy Bernard, ont investi les lieux pour les appréhender.

Les deux hommes, qui ont un dossier judiciaire vierge jusqu'à présent, comparaissent ce matin au Palais de justice de Montréal afin d'être accusés de complot et de trafic de stupéfiants.

D'autre part, le groupe régional d'intervention du secteur ouest (GRISOU) a investi hier soir quatre logements des rues Jacques-Hertel, Jolicoeur, Le caron et Hickson, à Verdun et Ville-Émard, pour démanteler des points de vente de drogue.

En plus d'appréhender cinq individus âgés de 23 à 30 ans, la police a saisi 34 grammes de cocaïne, 20 grammes de marijuana, un gramme de haschisch et 825 $. Les cinq suspects doivent se présenter en cour aujourd'hui pour répondre à des accusations de possession et trafic de drogue.

Super-aubaines printanières
LITERIE DE BONNE QUALITE DIRECTEMENT DU MANUFACTURIER

COUVRE-LITS DE DUVET	ÉTÉ	HIVER
SIMPLE	54,99 $	84,99 $
DOUBLE	69,99 $	99,99 $
<<QUEEN>>	84,99 $	109,99 $

50% duvet 50% plumes

OREILLERS DE DUVET: STANDARD 45 $ — <<QUEEN>> 55 $ — <<KING>> 65 $

COUVRE-MATELAS 100% LAINE: SIMPLE 115 $ — DOUBLE 165 $ — <<QUEEN>> 170 $ — VOUS PROCURE UN MEILLEUR SOMMEIL

COUVRE-MATELAS: 122 $ — 172 $ — 182 $

FUTON MATELAS: 93 $ — 111 $ — 130 $

■ FUTON + CADRE DE LIT
■ COUVRE-DUVET
■ COUSSINS DE COTON
■ OU DE PLUMES

■ DUVET POUR BERCEAU 55 $
■ DUVET DE LIT DE BAMBIN 90 $

10% DE RABAIS POUR LES GENS ÂGÉS
NOUS REMBOURRONS LES VIEUX EDREDONS DE DUVET ET OREILLERS

duvet ungava
LIVRAISON PARTOUT AU CANADA
1 800 363-3533

10, AV. DES PINS OUEST 287-9276
Stationnement facile
793, Avoca Dorval 636-5011

Le plus important concessionnaire CARRIER dans le secteur résidentiel



LE MEILLEUR CLIMATISEUR/ THERMOPOMPE AU MEILLEUR PRIX

SUPER SILENCIEUSE. Service 24 heures sur 24. SANS PAIEMENT AVANT LE 1er JUILLET 91. Donne droit à tarif réduction Hydro. PAS DE SOUS-TRAITANT!

S & S CONVERSIONS
Spécialistes en chauffage et climatisation
6009, rue Saint-Francois Montreal
337-7210

TIC
LE PLAN D'ADMINISTRATION PERSONNALISÉ, POUR SIMPLIFIER LA GESTION DE VOS FINANCES!
Fini l'angoissante accumulation de paperasse! Adhérez au plan d'administration personnalisé c'est avoir sous la main son propre gérant d'affaires.

TAC
LE TAUX BONI SUR VOS DÉPÔTS GARANTIS! +1/8 %
Ainsi, lorsque vous ouvrez un compte d'épargne pour y déposer les intérêts de votre dépôt garanti, vous obtenez un taux boni de 1/8 %* sur celui-ci.
* Cette offre se termine le 3 juin 1991, n'est valide que sur les nouveaux dépôts garantis ou renouvellements de 1 à 5 ans et n'est pas cumulative avec les programmes promotionnels existants.

TOC
LE RABAIS SUR VOTRE PRÊT PERSONNEL! +1 1/2 %
Profitez des fluctuations des taux d'intérêts en adhérant à un prêt à taux variable qui vous offre, au moins, 1 1/2 %** de rabais... par rapport au prêt à taux fixe.
** Ce rabais varie selon les garanties fournies et le terme du prêt.

on en profite!
RENSEIGNEZ-VOUS À L'UNE DE NOS SUCCURSALES!

Montréal
1100, University, 871-7200;
1, Place Ville-Marie, 871-7300
5995, boul. Gouin Ouest, 745-1515
Rivières-des-Prairies
7272, boul. Maurice Duplessis 643-4040
Anjou
7363, St-Zotique, 355-4780
Lasalle
7077, boul. Newman, 366-0730
Brossard
7250, boul. Taschereau, 466-2500
St-Lambert
299, boul. Sir Wilfrid Laurier 466-8666
Outremont
1020, avenue Laurier Ouest 272-4777
1, Vincent d'Indy, 739-3265;
Ville Mont-Royal
2305, Centre Rockland, 341-1414
Hull
376, boul. St-Joseph, 771-3227
Joliette
521, St-Charles Borromée Nord 752-0666
Laval
2525, boul. Daniel Johnson 682-3200
Pointe-Claire
955, boul. St-Jean, 694-5670

TRUST GÉNÉRAL

Les personnes qui ont une maladie mentale, **les accepter, c'est fondamental.**
Gouvernement du Québec
Ministère de la Santé et des Services sociaux

SOLDE 20e ANNIVERSAIRE chez Belmonti • Geoffrion.
de 20% à 50%

Le carrefour de la mode européenne vous offre des rabais allant de 20 à 50% sur ses collections printemps / été. Des rabais sur tous ses vêtements signés et importés de France, d'Italie, d'Allemagne.

HOMMES
• complets et vestons sport prêt-à-porter
• pulls
• polos
• chemises
• pantalons
• cuir et suède
• chaussures Bally

FEMMES
nos collections
LAUREL
ESCADA
DINO VALIANO
et autres signatures.

COMPLETS SUR MESURE
498$
2 POUR 975$
(Livraison 2 semaines)

Belmonti • Geoffrion.
1499, rue Fleury Est, Montréal
381-4267



COUPÉ DE VILLE
UNE SOIRÉE INOUBLIABLE. LE CHAMPAGNE. LE CAVIAR... TOUT ÉTAIT PARFAIT! ET SURTOUT, LES VÊTEMENTS QUE J'AI TROUVÉS CHEZ ARMAND BOUDRIAS ONT FAIT SENSATION. ELLE A ADORÉ MON HABIT CONTE DI ROMA ET MA CHEMISE GINO LOMBARDI. ON SE REVOIT CE WEEK-END. JE CROIS QU'ELLE EST FOLLE DE MOI.

pour se conduire en gentleman

ARMAND BOUDRIAS
6818, St-Hubert, 273-2851 Promenades St-Bruno Place Bonaventure Place Québec Galeries de la Capitale
American Express et autres cartes de crédit bienvenues.

TÊTES D'AFFICHE



Denis Lavoie

L'Orchestre symphonique de Montréal célèbre aujourd'hui la « Journée mondiale de la Croix-Rouge », en offrant gracieusement au public montréalais une journée de concerts classiques sur la grande place du Complexe Desjardins, de 11 h 30 à 21 h. Cet hommage à ***Henry Dunant***, fondateur de la Croix-Rouge et prix Nobel de la Paix (1901), permettra d'entendre 12 groupes de musique de chambre de 11 h 30 à 17 h 30; les « classiques » du jazz dirigés par ***Vic Vogel***, de 18 h à 19 h; et le concert symphonique de clôture, dirigé par ***Charles Dutoit***, de 20 h à 21 h. Cette célébration est consacrée par la Croix-Rouge aux victimes de la guerre, 35 conflits armés faisant rage présentement sur la planète, rappelle le communiqué de presse annonçant cette « fête ».

o

Un organisme sans but lucratif, la Bengladeshi Cultural Association In Montréal, connu sous le nom de « Theatre 88 », cherche à amasser des fonds afin de venir en aide aux victimes du cyclone qui a ravagé le Bengladesh. Renseignements: Theatre 88, 34, rue Garland, Dollard-des-Ormeaux, H4G 2P4. Tél. (514) 624-0994.

o

Soirée casino, au bénéfice de la Fondation Santa Cabrini, organisée par la Chambre de commerce de Saint-Léonard, demain, le vendredi 10 mai, à l'Ambiance Rana, 8604, boulevard Langelier, à 19 h 30. Billets: 10 $. Renseignements: 257-7314

o

Demain, au collège Dawson, 3040, rue Sherbrooke Ouest, salle 3B23, Westmount, première d'une série nationale de tables rondes concernant l'accès des artistes africains-canadiens aux subventions gouvernementales (Canadian artists network-Black artists in action - CANBAIA). Parmi les artistes invités: ***Claude Moise***, comédienne, ***Claude Ambroise***, danseuse, ***Didi***, peintre, ***Carline Pierre-Jacques***, sculpteure, et la réalisatrice de vidéos, ***Monique Dauphin***. Renseignements: 369-9040, Penny East.

o



Jean-Guy Paquet

Le prix d'excellence en gestion stratégique, créé par Planiform, a été attribué à La Laurentienne Vie. À cette occasion, ***Jean-Guy Paquet***, président et chef des opérations de La Laurentienne Vie a donné une conférence sur la stratégie qui a permis à cette entreprise d'accroître sa part de marché. Notons que ce prix d'excellence est décerné à une société canadienne dont le siège social est situé au Québec et dont les réalisations sont le fait d'une démarche stratégique bien articulée. Planiform est une association internationale de planification et de gestion stratégique qui compte 6000 membres. Renseignements: Planiform, chapitre du Québec de l'Association internationale de planification et de gestion stratégique, 19, rue Le Royer Ouest, bureau 305, Montréal (Québec), H2Y 1W4. Tél. (514) 499-9001.

o

À l'occasion des 150 ans de présence des missionnaires Oblats auprès des autochtones, ***Bernard Claery***, professeur de journalisme d'origine montagnaise, animera un colloque sur le choc des cultures: « Amérindiens et Blancs », le samedi 11 mai, de 9 h 30 à 16 h, au Centre Saint-Pierre, 1205, rue Visitation. Renseignements: 524-3561, poste 300.

o

Remise d'un chèque de 5000 $ par le président de la Fondation Wilfrid-Pelletier, ***Michel Léonard***, au jeune ***Pierre Simard***, hautboïste et président de l'Association étudiante du Conservatoire de musique de Montréal, pour payer une partie des frais encourus lors d'une récente tournée en Europe de l'Orchestre du Conservatoire de musique de Montréal.

o

Richard Le Hir, vice-président et directeur général de l'Association des manufacturiers du Québec, et ***Richard G. Dupuis***, directeur général pour le Québec des Pétroles Esso Canada, ont remis le prix Esso au docteur ***Michel Leduc***, maire de la LaSalle, nommé « ville industrielle de l'année » pour la région de Montréal. Ce prix souligne et reconnaît l'excellence d'une vile en matière de développement économique et industriel.

o



Clairette

La chanteuse ***Clairette*** est la marraine de la campagne de l'oeillet de la Société canadienne de la sclérose en plaques. Des milliers de bénévoles offriront cette fleur en vente, du 9 au 12 mai. Les fonds recueillis serviront à financer la recherche pour vaincre cette maladie encore mystérieuse et incurable, et qui affecte des jeunes adultes entre 20 et 40 ans. ***Clairette*** sera au centre Laval à 11 h, le samedi 11 mai; ***Guillaume Lemay-Thivierge*** doit s'y trouver en compagnie de ***Claude Valade*** a midi, suivi d'autres artistes. Il en sera de même aux Galeries d'Anjou, toujours ce samedi 11 mai, où les comédiens d'***Entre chien et loup*** épauleront cette cause de leur présence, à midi, suivis par ***Arlette Cousture***, ***Jacques Lussier***, et ***Patrick Labbé***. Renseignements: Société canadienne de la sclérose en plaques, division du Québec, 279, rue Sherbrooke Ouest, bureau 401, Montréal (Québec), H2X 1Y2. Tél. (514) 849-7591.

o

Soirée gala pour célébrer le 25e anniversaire de l'Institut des conseillers en management du Québec, le lundi 6 mai, au Ritz-Carlton de Montréal. Le conférencier invité sera ***Michel Bricaud***, directeur général de Bronze acior S.A., une entreprise française qui est la PME manufacturière la plus primée en France quant à la « qualité totale ». Renseignements: Institut des conseillers en management du Québec, 455, rue Saint-Antoine Ouest, bureau 306, Montréal (Québec), H2Z 1J1. Tél. (514) 395-2313.

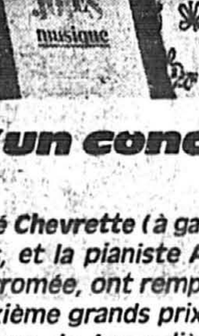
o

Assemblée générale annuelle de la section montréalaise de l'Association nationale des retraités(es) fédéraux, présidée par ***Thérèse Bernatchez***, le 22 mai, à 13 h 30, au 5666, rue Sherbrooke Est, Montréal, métro Cadillac. Renseignements: Association nationale des retraités fédéraux, section Montréal, 1940, boulevard Henri-Bourassa Est, Montréal (Québec), H2B 1S1. Tél. 381-8824.

o

Le président d'Isogroup, ***David Amar***, est le premier Canadien à accédé au poste de président du conseil d'administration du prestigieux Planning Forum, la plus importante société internationale de planification et de gestion stratégique.

o



Antoine Hakim

Jocelyne Guy, chargée de recherchers aux Laboratoires Nordic Inc., a remis récemment une bourse de 30 000 $ au docteur ***Antoine Hakim***, de l'Institut neurologique de Montréal, tout en s'engageant à verser une subvention de 50 000 $ au chercheur pour ses travaux sur un nouvel antagoniste des canaux calciques.



L'architecture en maquettes

Jusqu'à demain, au Carrefour Laval, on peut admirer les maquettes représentant des projets architecturaux, réalisées par les techniciens en architecture du Collège Montmorency. On voit ici la maquette gagnante qui est une reproduction du Centre botanique de Brooklyn, Houston, réalisée par (dans l'ordre habituel): Isabelle Contant, Nathalie Marino, Jean-Sébastien Perreault et Marc Léveillée. PHOTO PIERRE McCANN, *La Presse*



En forme pour une course de 4 km

David Snively, Dale King et Rocia Guerra, experts en conditionnement physique, sont en pleine forme pour participer à une drôle de course, le « défi corporatif Canderel », une course de 4 km au profit de la recherche sur le cancer, qui se déroulera au centre-ville, demain. L'an dernier, plus de 700 gens d'affaires et professionnels ont participé à cette course, et on a ainsi pu recueillir 225 000 $ pour le Centre de cancérologie de l'Université McGill et l'Institut du cancer de Montréal. Seuls sont requis, ce qui colore l'événement, un veston sans manches et un pantalon coupé aux genoux. Renseignements: 842-8636.

Avis de recherche, des anciens « jeunes » moniteurs du camp Edphy de Val Morin, qui sont invités à participer aux célébrations du 25e anniversaire de ce camp de jeunes, le 25 mai. Le président du camp, ***Yvan Dubois***, souhaite retrouver tous ses anciens employés, avec leur famille. Renseignements: Camp Edphy, 14e avenue, Val Morin (Québec), J0T 2R0. Tél. (514) 669-9068, Carole Neyron.

o

La semaine prochaine, jeudi 16 mai, ***Jean Lapointe***, ***Roger Ferland***, ***Yves Sanssouci*** et ***Sylvain Monarque*** se retrouveront à la soirée bénéfice du Théâtre de la Ville, de Longueuil. L'humoriste présentera alors son spectacle ***Attend'rire***, sous le patronage du maire de Longueuil et du directeur général du Collège-Édouard Montpetit, dans le cadre d'une activité bénéfice conduite par le président du conseil d'administration de la Chambre de commerce de la Rive-Sud. Quelque 350 « invités » ont accepté de débourser 100 $ pour assister à cette activité. Renseignements: 670-1611.

o



André Tranchemontagne

C'est le vice-président et directeur général de la Brasserie Molson O'Keefe, ***André Tranchemontagne***, qui sera le président d'honneur du quatrième tournoi de golf de la Fondation pour la santé mentale des jeunes de l'hôpital Rivière-des-Prairies, le mercredi 15 mai, au club de golf de Lachute. Billets, comprenant le brunch: 105 $. Renseignements: Fondation pour la santé mentale des jeunes, 7070, boulevard Perras, Montréal (Québec), H1E 1A4. Tél. (514) 328-3522.

o

« Nous souhaitons amorcer une réflexion de fond sur les questions éthiques liées à la création et à l'utilisation d'objets techniques », affirme le préambule du dépliant du Symposium international sur la technoéthique et la responsabilité professionnelle en design, qui se tiendra du 8 au 11 mai, à l'École de design de l'Université de Montréal. Frais: de 20 $ à 120 $. Renseignements: 343-7556.

o

Lundi 13 mai, 20 h, concert d'adieu à l'orgue « Von Beckerath » de la Queen Mary United Church, de Hampstead. Cette production de CBC stéréo Montréal donnera lieu à l'enregistrement du concert, gratuit. L'église est située à l'angle des chemins Queen Mary et Finchley, à Hampstead.

o

Séminaire international de Domrémy-Montréal, le lundi 13 mai, à 19 h, au Holiday Inn Crowne Plaza, 420, rue Sherbrooke ouest. Le conférencier invité sera le docteur ***William R. Millet*** qui traitera de la motivation à susciter et à maintenir dans le traitement des toxicomanies. La conférence sera prononcée en anglais, avec traduction simultanée. Frais: 25 $. Renseignements: 385-0046.

o

Le prix « Construire 1991 », attribué par l'Association de la construction du Québec, a été remis à Lambert Somec Inc. lors de la soirée-gala du congrès annuel de l'ACAQ, tenue à Jonquière.

À DIMANCHE



Plants d'arbres gratuits

*On pourra se procurer gratuitement des plants d'arbres dans les magasins Steinberg, à compter de samedi le 11 mai, à l'occasion de la distribution annuelle de quelques 360 000 plants d'arbre, organisée conjointement par la Fondation québécoise en environnement et le ministère des Forêts du Québec. Ont déjà planté leur arbre dans le centre-ville, dans l'ordre habituel : **Robert Boulay**, du ministère des Forêts; Joanne Drapeau, vice-présidente aux ressources humaines à Loto-Québec; **Louis-Paul Allard**, président de la Fondation québécoise en environnement; et **Claude Durand**, directrice de la publicité et des communications chez Steinberg inc..*



Lauréates d'un concours de musique

*La violoniste **Marie-André Chevrette** (à gauche), 15 ans, de Notre-Dame-des-Prairies, et la pianiste **Ariane Forget**, 10 ans, de Saint-Charles-Borromée, ont remporté respectivement les premier et deuxième grands prix Scott du 30e Festival-concours de musique de Lanaudière. C'est l'adjoint au directeur général des papiers Scott, **Jacques Malo**, qui a présenté les prix.*



Combattre la fibrose kystique

André Bérard, *président du conseil et chef de la direction de la Banque Nationale du Canada embrasse la cause de la jeune **Ève Langlais**, 15 ans, atteinte de fibrose kystique. Il a accepté de présider la 10e campagne de souscription de l'Association québécoise de la fibrose kystique, parce que cet organisme dépense très peu en frais d'adminsitration et que l'argent va avant tout à la recherche et aux soins cliniques. On peut courir la chance de gagner une voiture en participant au concours qui se greffe à cette campagne. On peut se procurer des billets aux succursales de la Banque Nationale, chez Zellers, Uniprix, et Chrysler. **Céline Dion**, la marraine de cette cause, offrira aussi un spectacle-bénéfice en juin. Renseignements : Association québécoise de la fibrose kystique, 407, rue McGill, bureau 109, Montréal (Québec), H2Y 2G3. Tél : (514) 288-7711.*

Environnement: Ottawa suspend le «plan vert» et va réévaluer ce programme de 3 milliards

Presse Canadienne
OTTAWA

■ Le «plan vert» fédéral pour l'environnement est suspendu. Le ministre de l'Environnement Jean Charest a décidé de surseoir à toute autre annonce de mesures découlant de ce programme de 3 milliards $, le temps de le réévaluer.

Après avoir déclaré en entrevue qu'il n'était pas «en veine d'annonces», hier, le ministre a nié que le programme — plus d'une centaine de mesures de protection de l'environnement, destinées à être mises en oeuvre au cours des six prochaines années — soit menacé.

Rendu public en décembre, le programme environnemental n'a jusqu'à maintenant donné lieu qu'à de rares engagements fermes.

Prié de préciser combien de temps il lui faudrait pour réévaluer le plan, M. Charest s'est contenté de dire qu'il ne s'était pas donné une échéance fixe, pour poursuivre en assurant que l'argent promis pour cette année serait dépensé.

Mais dans les milieux écologistes, une rumeur persistante veut que le plan soit compromis après l'accueil moins qu'enthousiaste fait aux premières mesures annoncées par Ottawa, et que les fonds prévus soient retenus, ou carrément coupés.

Le programme prévoyait notamment augmenter les fonds alloués aux groupes de défense de l'environnement à compter de 1991, mais les militants affirment n'en avoir encore jamais vu la couleur, et certains crient à la supercherie.

Mme Patricia Potter, du groupe ontarien Environmental Hazards Team, soutient que le gouvernement n'a pas embauché le personnel requis pour mettre concrètement en oeuvre les engagements pris par Ottawa en vertu de son plan environnemental. Elle a donné l'exemple de la stratégie de prévention de la pollution des Grands Lacs. Tout le personnel censé administrer ce projet de 25 millions $ consiste en deux employées et une secrétaire, dont le budget couvre uniquement leurs salaires et les dépenses de bureau, a-t-elle dit.

Même au ministère de l'Environnement, un haut fonctionnaire confiait avoir de la difficulté à obtenir le feu vert du Conseil du trésor pour l'embauche des effectifs supplémentaires nécessaires pour mener à bien le plan vert.

Pourtant, depuis l'an dernier, le ministère a annoncé une série de programmes d'envergure, y compris un projet de décontamination des sites d'enfouissement de déchets toxiques dans la région atlantique, des dispositions pour la protection de l'environnement de l'Arctique et un plan de prévention de la pollution des Grands Lacs.

Un réseau de parcs protégés réclamé par les écolos

ROLLANDE PARENT
Presse Canadienne

■ Trois importants groupes environnementaux ont réclamé hier la création au Québec d'un réseau de parcs et d'espaces naturels protégés visant à faire passer de 0,5 pour cent à 12 pour cent d'ici l'an 2000 la proportion du territoire québécois consacrée à la conservation.

La Fondation québécoise en environnement (FQE), l'Union québécoise pour la conservation de la nature (UQCN) et le Fonds mondial pour la nature cherchent également à faire stopper l'empiétement qui se fait, avec la connivence de ministères québécois, sur des portions de parcs existant.

En conférence de presse, hier, Louis-Paul Allard, président de la FQE, a déploré que le dossier des parcs ait été «relégué aux oubliettes depuis un certain temps.»

M. Allard a demandé au gouvernement du Québec de «s'engager à développer d'ici 1992 une stratégie globale de protection des espaces naturels qui devra être accompagnée d'un plan d'action et d'un échéancier de réalisation afin de compléter ce réseau intégré d'ici l'an 2000.»

Quant au président du Fonds mondial pour la nature, Monte Hummel, il a insisté sur l'importance de créer un réseau d'espaces protégés où ne sera permise aucune exploitation forestière, minière et énergétique, et ce, dans le but de conserver la diversité biologique partout au Canada.

Le Fonds mondial pour la nature est un organisme présent dans 28 pays et qui compte 6 millions de membres.

M. Hummel a signalé que le gouvernement fédéral a promis de terminer son réseau des parcs nationaux.

SNC veut poursuivre les essais de son incinérateur mobile Vesta au Québec

■ SNC Inc. a annoncé qu'hier qu'elle allait demander au ministère de l'Environnement du Québec la permission de poursuivre les essais de traitement des BPC et autres déchets dangereux par l'incinérateur mobile Vesta.

«Ayant été officiellement informés que les essais effectués à Swan Hills (Alberta) n'étaient pas concluants, mais qu'ils étaient cependant suffisamment prometteurs pour justifier des essais complémentaires, nous avons donc l'intention de poursuivre les essais avec un groupe de partenaires, avec lesquels nous avons déjà pris contact à ce sujet», souligne SNC dans un communiqué.

La société Vesta Technologies Ltd, de Floride, a octroyé les droits exclusifs d'exploitation de ses incinérateurs mobiles pour le Québec à SNC.

«Nous avons confiance en ce procédé, et il nous semble extrêmement important que d'autres essais soient effectués dans des conditions scientifiques convenables», affirme M. Jean-Guy Soulard, vice-président principal, Environnement de SNC.

Un système de récupération des dégivreurs d'avions à Dorval d'ici trois ans

JEAN-PIERRE BONHOMME

■ Le gouvernement fédéral procède comme prévu, dans les aéroports de Dorval et de Toronto, à l'aménagement de ses systèmes de récupération des glycols, ces problématiques dégivreurs d'avions.

Il est en effet convaincu que ces substances sont nuisibles, surtout dans l'environnement immédiat des pistes. La construction de pareils aménagements sera entreprise plus tard à Mirabel.

C'est ce qu'a indiqué hier le surintendant à l'environnement du ministère fédéral des Transports, M. Youssef Sabeh. M. Sabeh participait hier, dans les locaux de l'Organisation de l'aviation civile internatinale, au «Colloque sur la recherche au Canada en matière de dégivrage des avions au sol». Ce colloque est organisé par le Centre de développement des Transports, le Centre national de recherche du Canada et l'Institut aéronautique et spatial du Canada.

Le Canada, a dit le dirigeant de l'Aviation Planning Services, M. Romi Singh, est très actif dans la recherche sur le dégivrage. La chute, au décollage, à Dryden en Ontario, d'un F18, il y a trois ans, une catastrophe attribuée au givre, notamment, a pu selon lui, déclencher un intérêt pour la question.

M. Sabeh, pour sa part, signale à la centaine de participants que le glycol, sous ses formes utilisées par l'aviation, est très peu nuisible à distance. C'est-à-dire, par exemple, que son ruissellement à partir de Dorval n'affecte pratiquement pas le lac Saint-Louis où il se disperse. Rendu au lac Saint-Louis on n'en détecte plus qu'un milligrame par litre.

Par contre, on le trouve en concentrations de 70 000 mg par litre dans les ruisseaux environnants et c'est là qu'il est nuisible.

Le glycol, un agent apparenté à l'alcool, n'est pas toxique au sens strict du terme. Il ne se concentre pas dans la chaine alimentaire et il se dégrade dans la nature. Mais, en fortes concentrations, il a pour effet d'éliminer tout oxygène. La vie devient alors impossible. Il est donc nocif du point de vue de la demande biologique en oxygène.

Fait important M. Sabeh signale que le glycol peut avoir des effets sur la santé des personnes qui travaillent dans son environnement. On détecte ainsi des effets sur le foie et sur les reins. Il y a lieu, dit-il de bien concevoir les masques protecteurs que doivent porter les ouvriers.

L'intervenant a dit à *La Presse* que peu d'aéroports, dans le monde, possèdent des équipements de récupération et de recyclage des dégivreurs. Il ne s'en trouve pas encore au Canada. Celui de Dorval sera, au début, un simple système qui rejettera les glycols aux égouts de la Communauté urbaine. Il n'entrera pas en opération avant trois ans. Les quantités sont considérables: Dorval utilise près de 300 000 litres par année. Les systèmes prévus à Toronto sont au stade du planning.

Par contre certains aéroports américains et européens ont des systèmes de récupération fort sophistiqués qui recyclent les glycols.

La propreté croît grâce au message sur les corbeilles!

■ «La propreté croit avec l'usage.»

Vous vous rappelez ce slogan qui «habillait», l'an dernier, les corbeilles à papier publiques, le long des trottoirs? En tout cas, une importante étude de la Ville de Montréal démontre que près de la moitié des citoyens de la métropole ont remarqué cette publicité environnementale une bonne dizaine de fois.

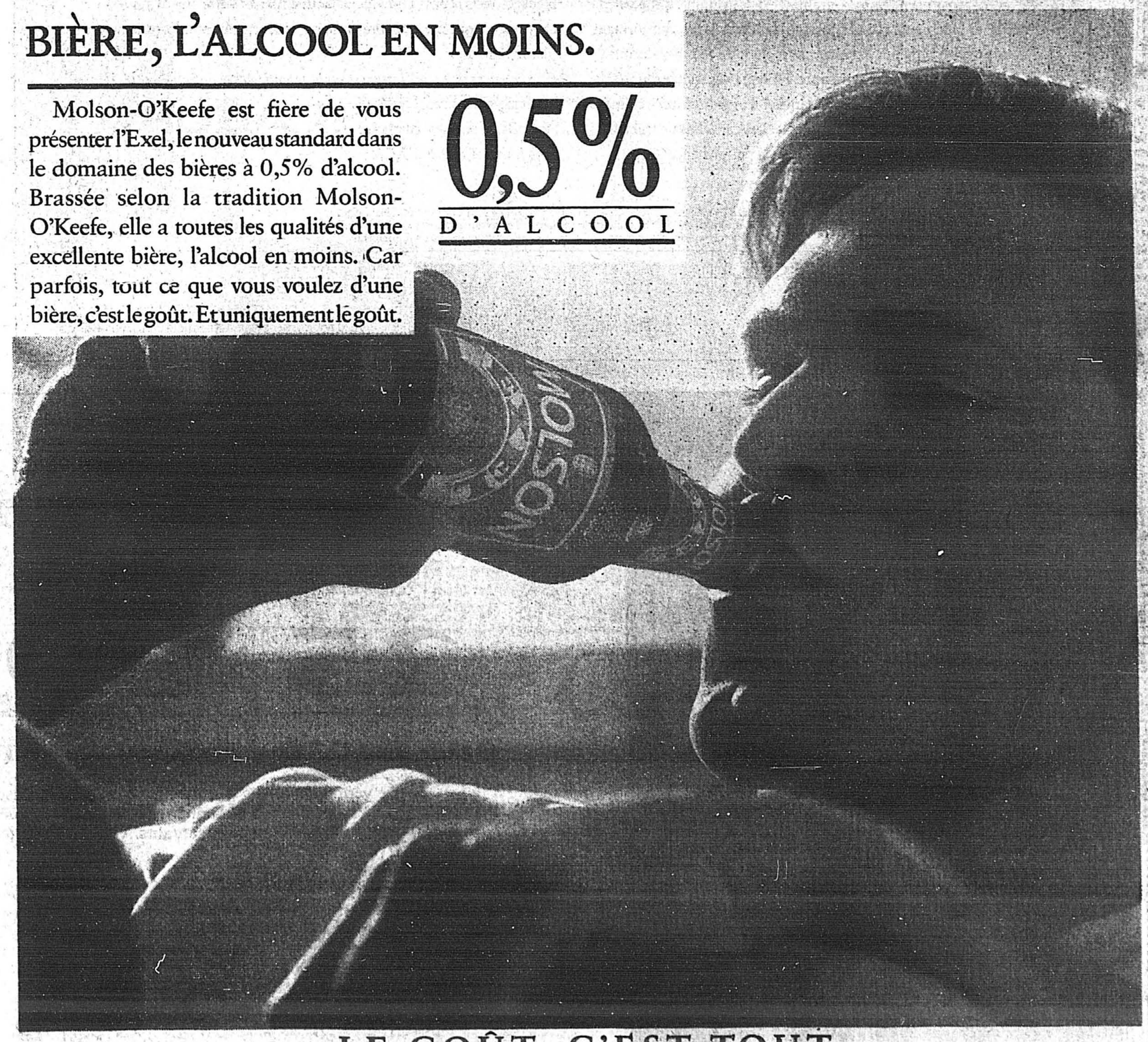
Selon l'administration municipale, la majorité des Montréalais affirment avoir apprécié l'idée de véhiculer un message de cette façon.

Montréal remet donc cela cet été : déjà les cols bleus placardent les corbeilles à papier d'affiches incitant les gens à jeter leurs déchets au bon endroit, et non pas dans la rue, ou sur le trottoir, etc.

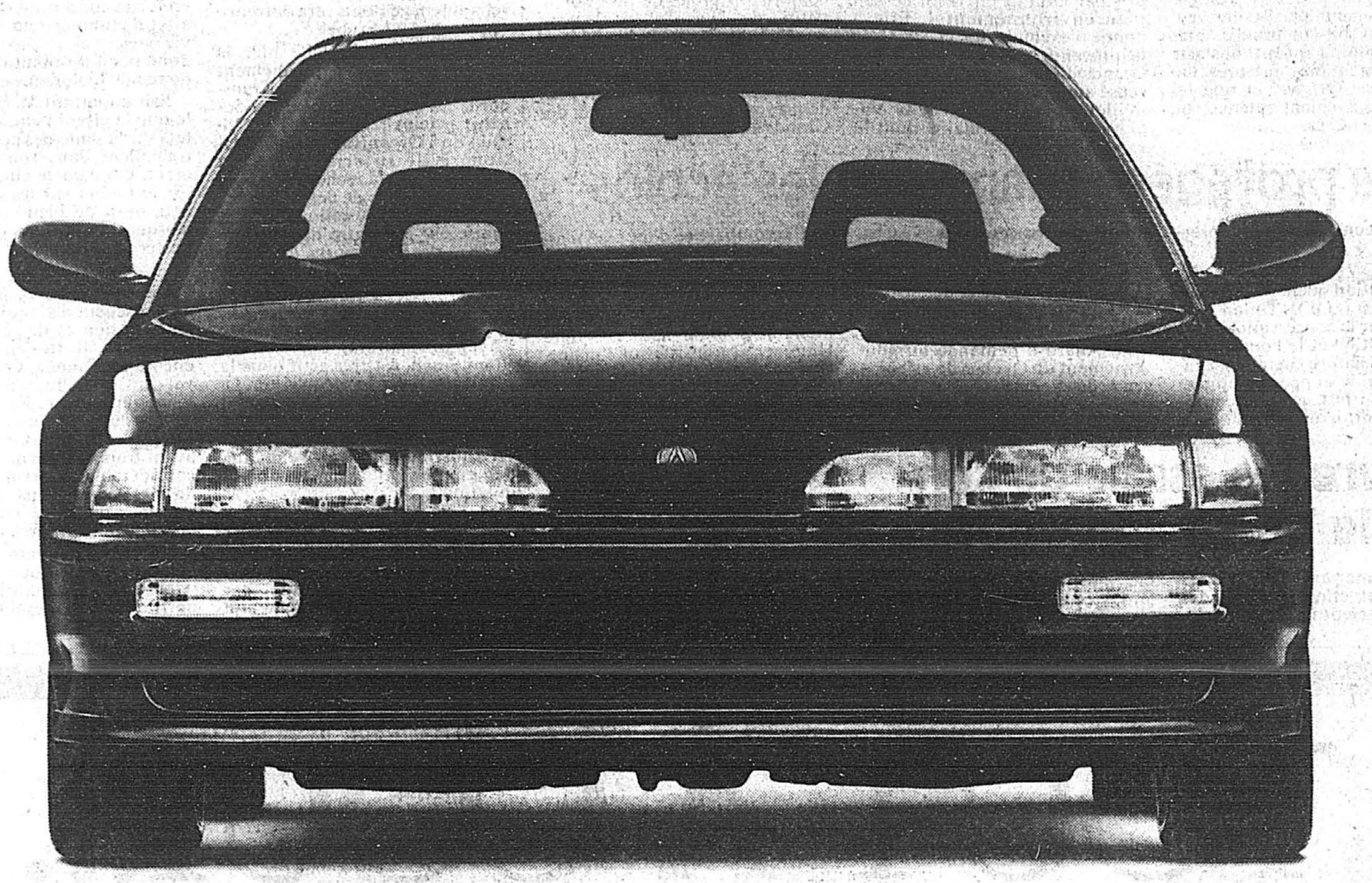
ARGENT DISPONIBLE
Problèmes de liquidités, d'expansion?
Compagnies établies seulement.
Finance Rapide Cie Ltée
342-4488

Cartier

A. Panthère grand modèle or et acier bracelet biseau or 18 carats 3 rangs or 18 carats étanche à quartz
B. Panthère Vendôme petit modèle or et acier bracelet biseau or 18 carats 3 rangs or 18 carats étanche à quartz
Panthère de Cartier
Collection complète de précieux bijoux.
BIJOUTERIE Everest INC.
Cherbaka
Maison établie depuis 1950
8910, boul. Lajeunesse Tél.: 388-5358
Distributeur des montres ROLEX, CARTIER, GUCCI, BRIETLING, etc.

TOUT À COUP... LE GOÛT !
LA MOLSON EXEL. ELLE A TOUT D'UNE VRAIE BONNE BIÈRE, L'ALCOOL EN MOINS.
Molson-O'Keefe est fière de vous présenter l'Exel, le nouveau standard dans le domaine des bières à 0,5% d'alcool. Brassée selon la tradition Molson-O'Keefe, elle a toutes les qualités d'une excellente bière, l'alcool en moins. Car parfois, tout ce que vous voulez d'une bière, c'est le goût. Et uniquement le goût.
0,5% D'ALCOOL

LE GOÛT, C'EST TOUT

ÊTRE PROPRIÉTAIRE DE CHEVAUX DE COURSE N'EST PLUS SEULEMENT UNE AFFAIRE DE RICHES.



LE COUPÉ INTEGRA 1991 D'ACURA, 14 800 $*

LE COUPÉ INTEGRA D'ACURA n'est pas étranger aux pistes de course, bien au contraire. Son moteur à 16 soupapes, DACT et injection programmée de carburant, a été conçu par les mêmes ingénieurs qui ont dessiné le moteur le plus performant de l'histoire de la Formule 1. Résultat: un moteur de 130 chevaux qui a du nerf. Pour amadouer cette puissance, l'Integra s'est dotée d'une suspension à double fourchette indépendante et d'une direction à crémaillère, servo-assistée en fonction de la vitesse. Les capacités de freinage jouent aussi un rôle important au niveau de la performance. C'est pourquoi l'Integra est équipée de freins à disque assistés aux 4 roues. Ce n'est pas tout. L'Integra possède une longueur d'avance sur bien d'autres voitures car elle offre, en option, un système de freins antiblocage. Vous avez le choix. Vous pouvez placer votre argent sur des chevaux qui ont fait leurs preuves ou risquer le tout pour le tout en le plaçant ailleurs.



Pour en savoir plus sur l'Integra et sur la garantie Acura de 5 ans/ 100 000 km† les concessionnaires et les Plans AcuraBail/Finance†† composez sans frais le 1 800 263-2828.

ACURA
LES VOITURES CONSTRUITES DE MAIN DE MAÎTRE
Votre vie tient à votre ceinture.

†Selon la première éventualité. ††Un service Acura authentique offert par Honda Canada Finance Inc.
*P.D.S.C. à partir de 14 800 $ pour un coupé Integra RS 1991 avec boîte manuelle à 5 vitesses. Le prix ne comprend pas les frais d'immatriculation et de transport, ainsi que la TPS et la taxe de vente provinciale. Le concessionnaire peut vendre à un prix moindre.

ACURA

PRESTIGE ACURA
3700 Autoroute 440, O., Laval Tél.: 745-1234

ACURA PRÉSIDENT
4648 Boul. St. Jean, Dollard-des-Ormeaux Tél.: 696-2991

LUCIANI ACURA
4040 Jean Talon O., Montréal Tél.: 340-1344

LES GALERIES ACURA
7100 Boul. Métropolitain E., Anjou Tél.: 354-8811

ACURA RIVE-SUD
820 Boul. Taschereau, Greenfield Park Tél.: 443-6555

Un Mohawk est accusé d'avoir menacé le chef George Martin

JEAN-PAUL CHARBONNEAU

■ Joseph Francis Daye, un Mohawk de Kanesatake, a été accusé, hier, au Palais de justice de Saint-Jérôme, de menace de mort à l'endroit du chef du conseil de bande de cette communauté, George Martin,

Peu avant 11h vendredi dernier, Daye, 26 ans, se serait présenté devant Martin, en tenant dans ses mains un article de La Presse accompagné d'une photo montrant le chef avec les maires Jean Ouellette et Yvan Patry, respectivement du village et de la paroisse d'Oka.

Selon la preuve de la couronne, Daye aurait lancé: «Tu as trahi des Indiens. Tu es mieux de ne pas de trouver au conseil de bande vendredi prochain (demain) car quelqu'un pourrait de tuer.»

Cette accusation a été portée par le ministère public, alors que Daye se trouvait devant le juge Jean-Paul Decoste pour subir son procès sous des chefs de méfait, possession d'arme et voies de fait sur la personne de Mireille Patry, le 23 juillet, à la barricade des rangs Sainte-Germaine et du Milieu.

La décision du juge Decoste, siègeant normalement à Rimouski mais prêté à Saint-Jérôme, sera connue vendredi.

Corps à moitié décomposé

■ Le corps à moitié décomposé d'un homme a été découvert, hier matin, dans un terrain boisé de L'Assomption, en banlieue de Montréal.

C'est un citoyen de l'endroit qui a fait la macabre découverte. Il effectuait sa marche de santé quotidienne, dans un sentier qui longe le terrain de golf de L'Assomption, lorsqu'il fut attiré par une forte odeur nauséabonde.

D'après les premières constatations, la victime, en état de putréfaction avancée, était enveloppée de plusieurs couvertures, ficelée avec du fil électrique. En outre, un sac de plastique et un manteau recouvraient sa tête.

L'autopsie, pratiquée ce matin à l'Institut médico-légal de Montréal, devrait révéler plus de détails sur l'identité de cet individu qui a sans aucun doute connu une fin atroce.

L'enquête a été confiée aux policiers de l'unité des crimes contre la personne de la Sûreté du Québec.

Vol d'auto toutes les 20 minutes

■ Il y a un vol d'auto toutes les 20 minutes!
Cet inquiétant constat a incité la police municipale de Brossard à lancer l'opération AUTOgraphe, qui consiste à identifier les véhicules à l'aide d'un burin.

Une séance de marquage aura lieu, samedi, au centre commercial Mail Champlain. Une cinquantaine de bénévoles spécialement formés procéderont gratuitement au burinage des véhicules. L'opération dure de dix à quinze minutes.

Les organisateurs accepteront toutefois les dons de 10 $ pour les verser au téléthon de la dystrophie musculaire.



Le solde de cuir véritable

Rabais de

25 à 50%

sur toute la marchandise

De véritables rabais sur nos nouveautés de la saison.
La Collection Danier printemps-été en cuir et en suède...
pour dames, hommes et enfants. Venez en profiter.

LES CUIRS DANIER

Place Ville Marie 874-0472 • Carrefour Laval 682-3303 • Fairview Pointe-Claire 695-6745

«Aubaines-USA»: Jelinek contre-attaquera

Presse Canadienne

OTTAWA

■ Le ministre du Revenu Otto Jelinek a promis aux maires des villes frontalières de l'Ontario de se mettre immédiatement à la recherche de solutions appropriées afin de dissuader les Canadiens de se rendre aux États-Unis pour faire leurs emplettes.

«Le problème n'est pas le même pour toutes les villes frontalières», a souligné M. Jelinek après avoir rencontré les représentants d'une coalition de 14 municipalités ontariennes touchées par les excursions outre-frontière de leurs citoyens.

«Je me suis engagé envers les maires à agir sans délai», a-t-il dit, ajoutant qu'il songeait à demander au cabinet de lui fournir les fonds additionnels nécessaires.

Une consultation se déroulera probablement sur le sujet en Ontario, à la fin du mois, avec des représentants des gouvernements fédéral et ontarien, des syndicats, du secteur de la vente au détail et des associations de consommateurs, a ajouté M. Jelinek.

On s'attend à ce que les participants à cette rencontre arrivent avec une liste de moyens à prendre pour réduire le problème.

John Millson, maire de Windsor et chef de la délégation, a pour sa part déclaré qu'à elles seules les municipalités n'avaient pas les sommes suffisantes pour affronter le problème des emplettes outre-frontière. Tout programme découlant de cette rencontre devra favoriser le consommateur, a encore souligné M. Millson.

Les municipalités de l'Ontario tiennent à être aussi concurrentielles que leurs contreparties américaines, qu'il s'agisse de vendre de l'essence ou des vêtements, «afin que les Canadiens songent à acheter dans leurs propres villes».

Pertes de revenus

La coalition estime que l'Ontario perdra 1 milliard de dollars en ventes cette année. Cela signifie également une perte de 50 millions en taxe de ventes provinciale.

Il faut, au niveau des douanes, trouver une intervention raffinée qui permettra de percevoir le plus possible les taxes et les droits dus au gouvernement, a dit M. Jelinek.

Le ministre du Revenu a dit prendre en considération une demande du gouvernement ontarien souhaitant qu'Ottawa perçoive les différentes taxes de vente provinciales sur les achats passant aux postes de douanes.

Une harmonisation de la taxe de vente de l'Ontario et de la TPS rendrait une telle perception beaucoup plus facile, a noté le ministre.

Mais «le gouvernement n'a pas l'intention, ne l'a jamais eu et ne l'aura jamais, de dire aux Canadiens où faire leurs emplettes ni où ne pas acheter».

Pour lui, les emplettes outre-frontière ne constituent pas une révolte fiscale parce qu'il s'agit d'un problème qui n'a pas cessé de croître depuis nombre d'années.

Plus tôt cette semaine, M. Millson avait qualifié les emplettes outre-frontières de reflet d'une révolte fiscale à travers le pays.

«Hold-up» à coups de poing

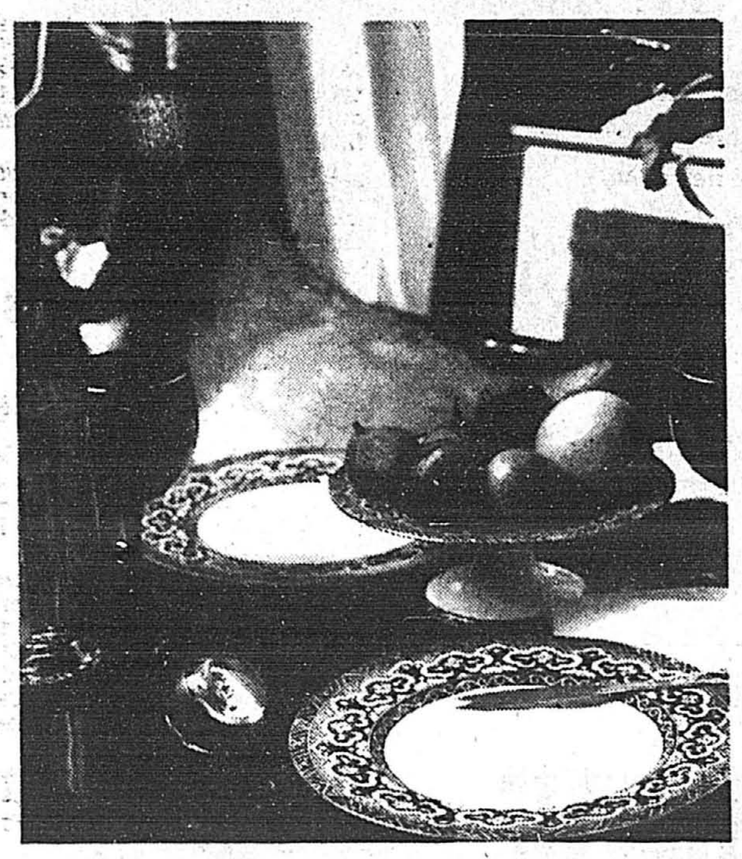
■ Un homme de 21 ans a été appréhendé, hier, après s'être attaqué à coups de poing au préposé de la station service Irving de Saint-Liboire, près de Saint-Hyacinthe, qu'il a dépouillé de 88$. Il est reparti sans payer une facture d'essence de 16$.

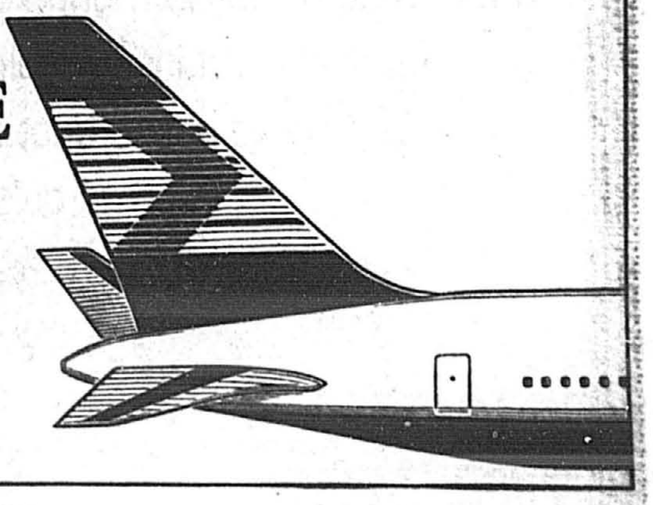
Le suspect a été mis sous arrêt à son domicile de Saint-Hyacinthe quelques heures après le crime. Il a comparu, hier, en Cour du Québec, sous diverses accusations de vol. Trois présumés complices sont recherchés.

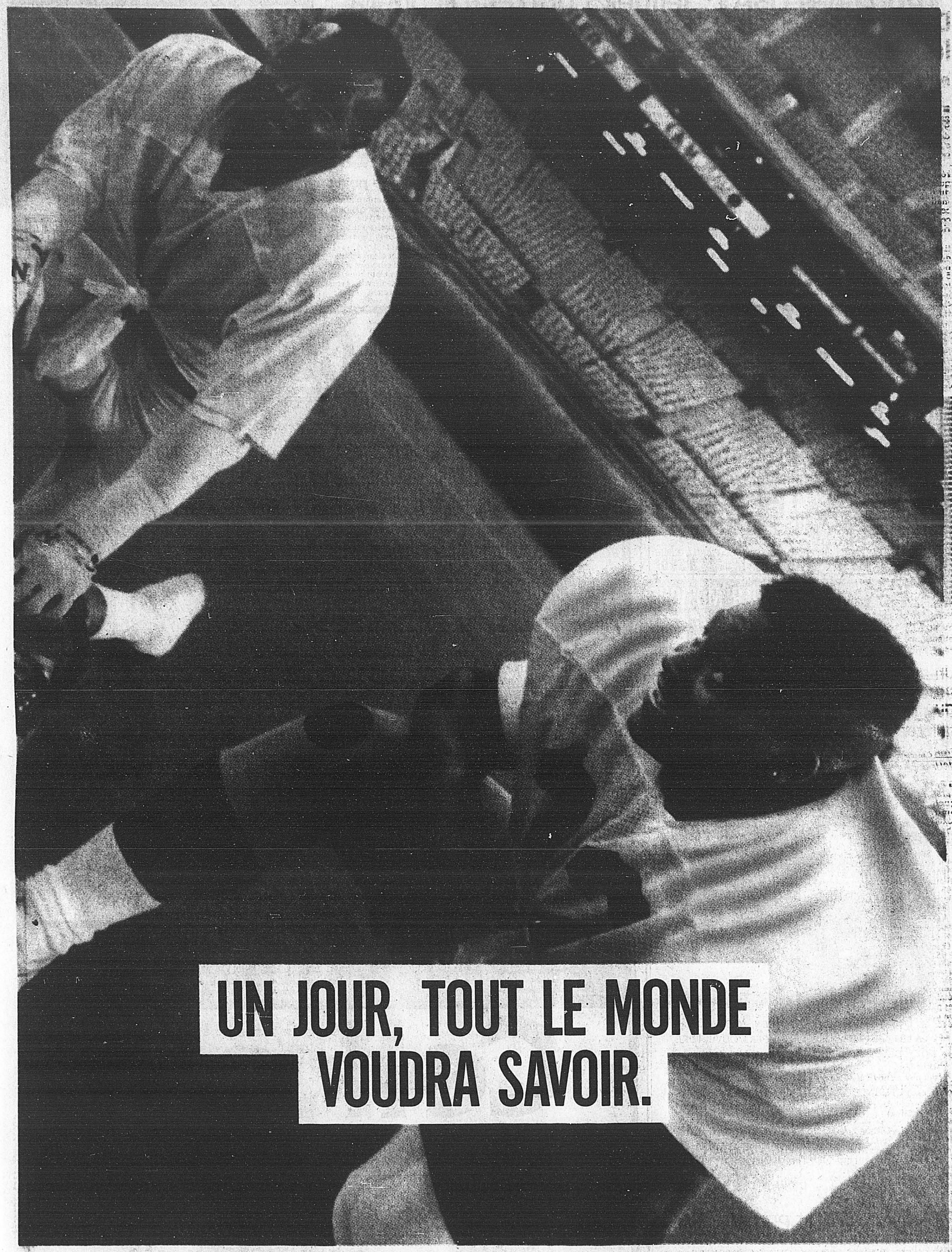
THERMOPOMPES
LENNOX
CARRIER
RHEEM
YORK
ARMSTRONG
MITSUBISHI
SUPER AUBAINE
RHEEM 2 TONNES 3995$ AVEC INSTALLATION COMPLÈTE
Financement 100% offert aux acheteurs qualifiés
ECONO TECH
CONTACTEZ LE SEUL CENTRE DE THERMOPOMPES A RABAIS A MONTREAL
733-1414

SOLDE de PIANOS NEUFS ET D'OCCASION
BALDWIN ET YOUNG CHANG
20% à 45% DE REDUCTION
PLAN DE RÉSERVATION POUR SEPTEMBRE 1991
PIANOS NEUFS
81$ PAR MOIS SUR 36 MOIS
114$ PAR MOIS SUR 24 MOIS
LOCATION - BAIL TAXES EN SUS
3 DERNIERS JOURS 9-10-11 MAI 1991
PIANOS D'OCCASION
EX.: PETIT PIANO Ord. 1650$ SPÉCIAL 1 350$
EX.: PIANO LINDSAY Ord. 850$ SPÉCIAL 550$
EX.: PIANO À QUEUE Ord. 4950$ SPÉCIAL 3 350$
R. BOUTHILLIER MUSIQUE
3338, Bélair 722-8741
5770, av. Decelles 738-6640

L'OFFRE COLOSSALE À MONTRÉAL!
Bell Cellular by Motorola
39.95$
L'OFFRE CELLULAIRE BELL CELLULAIRE - POUR UN TEMPS LIMITE
LE PLAN AVANTAGE MOBILE DE BELL CELLULAIRE
Comptez les avantages considérables d'un Motorola
•Possibilité de 832 canaux•
•Recomposition du dernier numéro•
•Composition et revue de 24 chiffres•
•30 numéros en composition abrégée•
•Mémoire de travail à touches silencieuses•
•Affichage à gros caractères/Clavier éclairé•
360 min GRATUITE
Il est à vous après 36 mois! Sans rachat!
• Accès au Centre de messages Bell Cellulaire durant 36 mois
• Facturation détaillée pendant 36 mois
• Plan de protection «Location Plus»
• 30 min. par mois d'utilisation GRATUITE du réseau, pendant les 12 premiers mois (360 min.)
• Acquisition automatique par le client dès le 36e paiement
• Antenne et installation comprises
Cellcom POUR ROULER EN AFFAIRES!
5200 Paré angle Mountain Sights - 1 rue à l'est de Décarie 739-7777
OUVERT LE SAMEDI DE 10 H À 14 H
1636 St-Martin O. à l'est de Le Corbusier - Laval 629-7777
Centre Cellulaire Plus
Bell Cellulaire MC


LA BOUTIQUE RALPH LAUREN, MONTRÉAL
À LE PLAISIR DE VOUS ANNONCER L'OUVERTURE DE SON SERVICE DE LISTE DE MARIAGE.
POUR VOTRE NOUVEAU FOYER, CRÉEZ UN STYLE ORIGINAL AVEC L'ASSISTANCE DE NOTRE SPÉCIALISTE.
VENEZ VOIR NOS COLLECTIONS DE LINGE DE MAISON, SERVICES DE PORCELAINE, CRISTALLERIE, ET OBJETS POUR LA MAISON.
POLO RALPH LAUREN
1316, RUE SHERBROOKE OUEST, (514) 288-3988

À PRENDRE, APRÈS *une* LONGUE JOURNÉE DE TRAVAIL.
28 vols quotidiens vers Toronto dont :
• 16 vols vers l'Aérogare 3
• 8 vols vers Buttonville
• 4 vols vers Hamilton
Canadien VA *plus* LOIN

Les horaires de fin de semaine varient. Canadien est une marque déposée des Lignes aériennes Canadien International ltée.



UN JOUR, TOUT LE MONDE LIRA LA PRESSE.

Quand tout le monde voudra savoir, quand tout le monde voudra comprendre les événements qui façonnent la société dans laquelle nous vivons, tout le monde lira *La Presse.* Parce que, aujourd'hui plus que jamais, *La Presse* est le quotidien qui vous offre la couverture la plus complète de l'actualité. Et c'est en étant bien informé qu'on peut espérer comprendre ce qui se passe, et évoluer... quotidiennement.

Je pense donc je lis

La Presse

Dans Laval-Laurentides-Lanaudière, les élèves auront moins de services

MARIE-FRANCE LÉGER

■ Pour compenser un manque à gagner de 5 millions $ en 1991-92, les 10 commissions scolaires de Laval-Laurentides-Lanaudière s'apprêtent à réduire leurs services aux élèves.

Les commissions scolaires de la région remettent notamment en question les plans d'amélioration du français et de la micro-informatique, de même que les services particuliers comme la douance, les cours enrichis et les garderies en milieu scolaire.

«Les compressions de 100 millions $ effectuées par le ministère de l'Éducation se traduisent pour nous par une perte de revenus de 5 millions. Quand on est rendu à louer des sous-sols d'église ou des locaux dans les centres commerciaux, c'est que ça va très mal. Les élus scolaires en sont conscients mais il faut aussi que les parents exercent des pressions pour que l'éducation redevienne la priorité au Québec», a indiqué hier Patrick Doherty, président de l'Association des commissions scolaires de la région Laval-Laurentides-Lanaudière (ACSRLLL).

Les services consentis aux 110 000 élèves de niveau primaire et secondaire se réduiront donc au strict minimum. La formation de base sera épargnée mais des nouveaux programmes, comme la science physique au secondaire, ne pourront voir le jour l'an prochain.

En outre, les commissions scolaires vont exiger une plus grande participation financière des parents. Ils seront notamment mis à contribution pour la surveillance du midi et les sorties éducatives. Également, la clientèle adulte devra défrayer les coûts de sa propre formation.

Évoquant l'étranglement des finances des gouvernements scolaires dans la région Laval-Laurentides-Lanaudière, M. Doherty a expliqué que certaines commissions scolaires devront couper des postes d'enseignants et reporter des travaux majeurs de réfection de certains établissements. À la commission scolaire des Laurentides, justement, on a reporté des travaux de rénovation destinés à accroître le nombre de places pour les élèves. M. Doherty s'inquiète aussi à plus long terme du sort qui sera réservé aux petites écoles de village. Certaines d'entre elles, dit-il, pourraient être obligées de fermer leurs portes.

Qualifiant la situation financière de dramatique, M. Doherty a aussi indiqué que près de 60 p. cent des commissions scolaires du Québec sont ou seront en déficit cette année. «On ne veut plus être seuls à défendre l'éducation. Il faut former notre main-d'oeuvre. Mais qui va financer les programmes si les compressions sont de plus en plus importantes?. Il est temps que les parents prennent le dossier de l'éducation en main et se plaignent auprès de leur député», a insisté M. Doherty.

Les commissions scolaires de la Rive-Sud se plaignent du départ de Taillon

MARIE-FRANCE LÉGER

■ Les présidents des commissions scolaires de la Rive-Sud croient que l'intégration scolaire partielle, décrétée par le ministre de l'Éducation, va nuire à la qualité des services éducatifs, l'an prochain.

Contrairement au ministre Michel Pagé, ils estiment que le «départ» de la commission scolaire Taillon accentuera le déficit global de la régionale de Chambly qui dépasse actuellement le million.

«Je suis très surpris que le ministre de l'Éducation prenne des décisions qui peuvent affecter le plan de redressement de la régionale», a affirmé, hier, Jacques Desormeaux, responsable des affaires administratives à la régionale de Chambly et président de la commission scolaire de Mont-Fort.

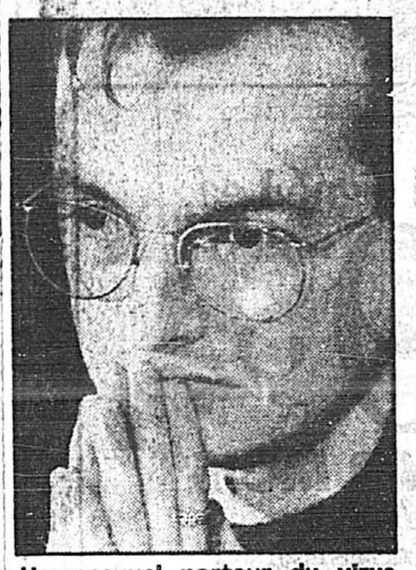
Il a expliqué que, comme la loi prévoit le gel obligatoire des dépenses lors de l'intégration des deux niveaux d'enseignement, la résorption du déficit est plus difficile à réaliser si l'un des partenaires se retire.

M. Desormeaux s'est dit très déçu de la décision du ministre qui, croit-il, «aboutit à un cul-de-sac». Il déplore également que le ministre ait permis à Taillon de s'intégrer sur son propre territoire sans offrir la même possibilité aux autres commissions.

La présidente de la commission scolaire Jacques-Cartier, Mme Jacqueline Reid, affirme pour sa part que le ministre Pagé se sert du déficit de la commission régionale de Chambly et du déficit accumulé de la commission Saint-Exupéry (300 000 $) comme «prétexte» pour ne pas remplir sa promesse dès juillet prochain. Selon elle, le départ de la commission scolaire Taillon amputera la régionale de Chambly de 20 p. cent de ses services éducatifs. «Cette intégration partielle en 91 aura un impact majeur sur les services aux élèves du secondaire et va, en plus, démotiver le personnel», a-t-elle soutenu.

À son avis, le Regroupement pour l'intégration sur la Rive-Sud est victime «du rapport de forces» entre le ministre Pagé et le ministre André Bourbeau, ex-maire de Saint-Lambert.

Les présidents des commissions scolaires de la Rive-Sud doivent se rencontrer ce matin pour faire le point sur ce dossier.



Homosexuel porteur du virus du sida, l'enseignant Eric Smith abandonne la lutte pour se faire ré-embaucher. PHOTO CP

Un professeur, porteur du virus du sida, doit quitter son poste

Presse Canadienne

HALIFAX

■ En butte aux menaces, sa santé éprouvée par les pressions auxquelles il a été soumis, Eric Smith, cet enseignant homosexuel porteur du virus du sida, a abandonné la bataille pour retourner à l'enseignement.

M. Smith a déclaré mercredi qu'il aimerait recommencer à enseigner d'ici un an, mais qu'il lui fallait admettre, à sa vive déception, qu'il ne serait probablement pas capable de surmonter le stress et de reprendre son poste.

Agé de 33 ans, l'enseignant avait fait part le mois dernier de son désir de reprendre son poste d'enseignant à l'école élémentaire de Cape Sable Island, en Nouvelle-Ecosse. Mais un groupe de parents lui a clairement fait savoir qu'il n'était pas davantage bienvenu aujourd'hui qu'il ne l'était en 1987, quand l'hostilité des parents l'avait obligé à quitter son poste pour prendre un emploi de fonctionnaire à Halifax.

Le jeune enseignant est porteur du virus auquel on attribue le sida, mais n'est pas atteint de cette maladie fatale.

Il était prêt à porter sa cause devant les tribunaux si la commission scolaire de Shelburne County ne respectait pas son contrat et ne lui redonnait pas un poste d'enseignant en septembre. Mais hier, en conférence de presse, il a fait savoir que son médecin lui avait conseillé de prendre un an de congé de maladie, pour soigner des migraines causées par le stress. Un stress attribuable en partie aux menaces anonymes de violence dont il a fait l'objet, et qu'il attribue à des têtes brûlées. Mais ces menaces ont provoqué des craintes pour la sécurité des élèves, a-t-il dit.

La présidente de la commission scolaire, Mme Margaret Stoddard, a dit regretter le départ d'un bon professeur.

À Clark's Harbour, un des villages de pêche de Cape Sable Island, un porte-parole des parents qui avaient menacé d'ouvrir leur propre école si M. Smith était réembauché, a déclaré qu'il n'y avait pas matière à réjouissance, puisque la décision de M. Smith n'était valable que pour un an.

Selon ce porte-parole, les parents savent qu'il y a très peu de risques que leurs enfants contractent le sida de M. Smith, mais ils ont peur quand même. Certains craindraient aussi qu'il n'enseigne l'homosexualité aux écoliers.

En 1987, le jeune enseignant avait presque été expulsé de la ville, une fois la nouvelle de son état de santé rendue publique. Des parents avaient menacé d'organiser un boycott des écoles de toute la région, jusqu'à ce que le gouvernement néo-écossais apaise la situation en engageant M. Smith comme consultant sur la question du sida.

VOICI LES JOURS DOLLARS DE RÊVE TOYOTA!



Camry SE 1991

Corolla LS 1991

HÂTEZ-VOUS DE PROFITER DES DOLLARS DE RÊVE TOYOTA!

Votre concessionnaire Toyota vous fait une offre tout à fait révolutionnaire : les jours Dollars de rêve Toyota. Ils peuvent transformer vos rêves en réalité. Voici comment : à l'achat de certains modèles Toyota 1991 neufs, vous obtiendrez jusqu'à 1 000 Dollars de rêve Toyota*. Vous recevrez, par exemple:

- 300 Dollars de rêve sur la Previa
- 400 sur la Celica, le 4Runner et la Corolla Coupé Sport
- 600 sur la Corolla sedan ou familiale
- 600 sur la Camry
- 800 sur la Cressida
- 1 000 sur la Supra

À VOUS DE CHOISIR!

Vous pouvez utiliser vos Dollars de rêve Toyota à votre choix, pour de l'équipement optionnel extraordinaire (climatiseur, lecteur de disque compact et autres), de superbes cadeaux (ordinateur portatif, bâtons de golf et autres), et même des voyages exotiques (et ce n'est pas tout!). Vous n'avez qu'à laisser la Brochure de rêves Toyota vous guider.

PROCUREZ-VOUS VOTRE BROCHURE DE RÊVES TOYOTA DÈS AUJOURD'HUI!

Pour tous les détails, voyez la Brochure de rêves Toyota que vous recevrez par la poste ou rendez-vous dès aujourd'hui chez votre concessionnaire Toyota participant. Voyez par vous-même comment les jours Dollars de rêve Toyota peuvent transformer vos rêves en réalité.

*Les clients doivent acheter et prendre livraison de leur véhicule entre le 2 mai et le 2 juillet 1991 pour avoir droit aux Dollars de rêve Toyota. Cadeaux sujets à leur disponibilité. Aucune substitution permise. Les Dollars de rêve Toyota n'ont pas de valeur de rachat au comptant.

TOYOTA

La promesse du mieux-faire

CONFORT ET AUBAINES ASSURÉS CHEZ PASCAL... LA MAISON DU MEUBLE ET DE L'ÉLECTROMÉNAGER.

ACHETEZ DÈS AUJOURD'HUI. DE BELLES ÉCONOMIES AU PROGRAMME!

Pascal, la maison du meublé et de l'électroménager, vous propose un programme de paiement mensuel de tout repos.
Faites un achat important sans grever votre budget. Notre programme de paiement s'applique à tous les articles en magasin : appareils électroménagers et électroniques, meubles de salon, de salle à manger et de chambre à coucher...
Un paiement facile par mois : confort et quiétude dans votre foyer.



Achat spécial signé Lea.

999 $

OU 45 $ PAR MOIS*

Ce mobilier de chambre à coucher *Château de Champs* aux détails et au style impeccables est rehaussé de garnitures en laiton. Comprend : chiffonnier à 5 tiroirs, commode à 7 tiroirs, miroir et tête de lit. Tables de chevet en sus. **169 $** ch.
Les quantités sont limitées.



Sealy MC
POSTUREPEDIC

Économisez 100 $. Hâtez-vous!

299 $

OU 20 $ PAR MOIS*

Matelas **Hotel/Motel** Posturepedic de Sealy au soutien durable et de construction solide, dignes des plus grands hôtels du monde.
Ensemble simple. Cour. 399 $, **Solde 299 $.**
Ensemble double. Cour. 499 $, **Solde 399 $.**
Ensemble «Queen». Cour. 579 $, **Solde 469 $.**



Achat spécial.
Ensemble de 9 morceaux.

2 899 $

OU 95 $ PAR MOIS*

Ce mobilier au fini chêne à la structure en bois dur offre style contemporain et charme classique.
Table, buffet, vaisselier, 4 chaises et 2 fauteuils.
Cour. 3 999,95 $, **Solde 2 899 $.**
Les quantités sont limitées.

*Approbation du crédit requise.
Taxes payables au moment de l'achat.
Aucun achat minimum requis.

Pascal

LA MAISON DU MEUBLE ET DE L'ÉLECTROMÉNAGER

UN CHOIX JUDICIEUX

Montréal Pascal Ouest Centre d'achats Le Bazar, 3600, Côte-Vertu Ouest, Saint-Laurent. (514) 336-7170. **Montréal Pascal Est** À l'ouest des Galeries d'Anjou, 6800, rue Jean-Talon Est, Saint-Léonard. (514) 254-4971. **Heures d'affaires:** lundi au mercredi 9h30-18h, jeudi et vendredi 9h30-21h, samedi 9h-17h.

La SQ met fin à une série de vols commis dans l'Outaouais

ÉRIC TROTTIER

La Sûreté du Québec vient de démanteler un autre réseau de receleurs, en arrêtant cette semaine 12 individus qui ont fait la pluie et le beau temps, ces derniers mois, dans des dizaines de chalets de la région de l'Outaouais.

L'enquête, qui a débuté à la mi-avril, a permis à la police d'appréhender une douzaine de suspects âgés de 19 à 50 ans. Tous résident à L'Annonciation, Nominingue, L'Ascension ou La Minerve.

En perquisitionnant au domicile de ces personnes, la SQ a saisi 52 000 $ en marchandise volée (véhicules tout terrain, chaloupes hors-bord, tracteurs à gazon, etc) 2000 $ de marijuana.

En tout, la SQ a résolu 40 vols survenus dans la région. Selon le sergent Jacques Surprenant, du service des affaires publiques de la SQ, du district de l'Outaouais, les plus jeunes de ce réseau avaient le mandat de se procurer la marchandise, tandis que les plus vieux s'occupaient de revendre le stock. Tous sont des individus plus ou moins «connus» de la police.

Ils devront comparaître pour répondre à des accusations d'introduction par effraction, de vol simple, de recel, de possession et de trafic de stupéfiants.

Les policiers de la SQ du poste de Labelle, avec l'aide de l'escouade des crimes majeurs de Hull, dirigent toujours l'enquête et pourraient éventuellement arrêter de nouveaux suspects.

LIQUIDATION • FAILLITE • LIQUIDATION • FAILLITE

LIQUIDATION

VÊTEMENTS IMPORTÉS D'EUROPE

HOMMES/FEMMES/ADOLESCENTS

TOUS RÉDUITS DE 60% À 80%

HOMMES

HABITS ET VESTONS	89 À 179$
PANTALONS	19 À 59$
CHEMISES	10 À 35$
CHANDAILS	15 À 95$
SOULIERS	10 À 75$
COUPE-VENT VÊTEMENTS DE DÉTENTE	PRIX VARIÉS

FEMMES

CHEMISIERS
JUPES
JUPES DE TENNIS
CHANDAILS
PANTALONS
ROBES SOLEIL
VÊTEMENTS DE DÉTENTE

TOUS RÉDUITS DE 50% À 80%

LIQUIDATION WEST ISLAND
Centre d'achats Beaconsfield
50, boul. Saint-Charles
Beaconsfield

2e succursale:
3883, Saint-Denis
Montréal

HEURES D'OUVERTURE:
Lun. mar. merc. 10h-18h
jeudi, vendredi 10h-21h
samedi 10h-17h

LIQUIDATION • FAILLITE • LIQUIDATION • FAILLITE

Du 6 au 11 mai 1991

MARCHÉ RICHELIEU

VALEUR AJOUTÉE

PRIX "TRANCHÉS MINCE"

BEURRE MARCHÉ RICHELIEU
CANADA 1, PQT 454 g

1,99 AVEC COUPON

2,49 SANS COUPON

(VOIR COUPON DANS LE CAHIER PUBLICITAIRE)

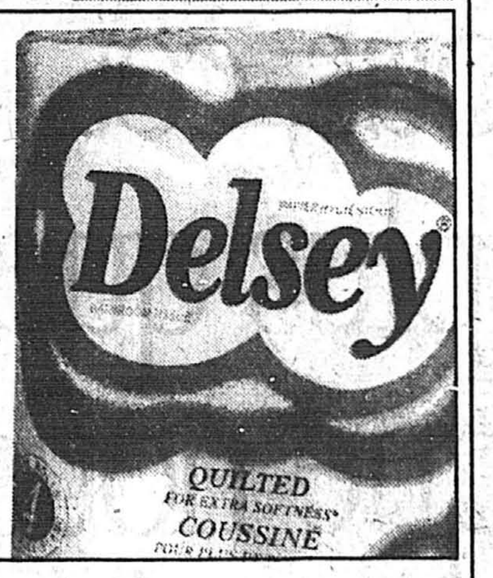


PAPIER HYGIÉNIQUE DELSEY
BLANC, 1 ÉPAISSEUR, PAQUET 4 ROULEAUX

99¢ AVEC COUPON

1,29 SANS COUPON

(VOIR COUPON DANS LE CAHIER PUBLICITAIRE)



CHAMPIGNONS BLANCS
PRODUIT DU CANADA

79¢ CHOP.

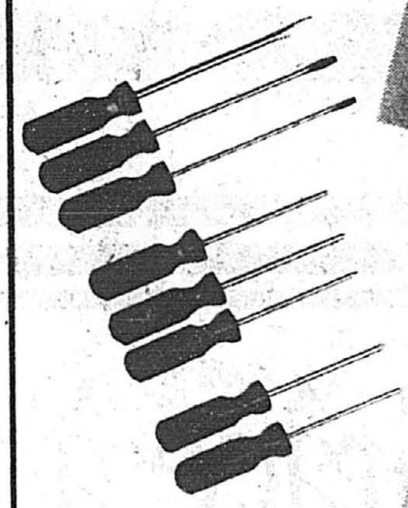


BONNE FÊTE DES MÈRES

Le «serre-vis» est gratis!*



POUR OBTENIR UN LIVRET DE BONS, APPELEZ AU CENTRE DE SATISFACTION À LA CLIENTÈLE: 1 800 363-6949.



Collectionnez gratuitement 8 tournevis robustes. Obtenez-en un avec le plein d'essence—minimum de 25 litres—à l'une des stations-service Ultramar participantes, en échange d'un des bons que vous aurez reçus par la poste.

DE PLUS!

Courez la chance de gagner un ensemble «Établi de Rêve» Black & Decker d'une valeur approximative de 3 000 $.

BLACK & DECKER

*Un tournevis avec un plein d'essence—minimum de 25 litres—et en échange d'un bon. Les quantités sont limitées. Valide jusqu'au 30 juin. Cette offre ne peut être jumelée à aucune autre promotion. Consultez les règlements détaillés du concours à votre station participante.

Ultramar

On n'a pas fini de vous en donner.



Grâce à vous, cet ordinateur s'est vendu plus que tout autre. À un point tel, que nous en avons manqué.

On peut dire que nous avons été pris par surprise!

Quand Apple[MD] a lancé, en octobre dernier, l'ordinateur Macintosh[MC] Classic, le plus abordable des ordinateurs Macintosh, nous pensions qu'il se vendrait bien. Mais jamais à ce point.

Si le Macintosh Classic est devenu l'un des ordinateurs personnels les plus vendus de tous les temps, c'est grâce à vous. Et nous vous en remercions.

Nous avons atteint nos objectifs de vente de la première année en moins de trois mois.

Nous avons même dû allonger nos semaines de production de 5 à 7 jours pour répondre à la demande. Nous ne disons pas cela pour nous plaindre, mais bien pour remercier de leur patience ceux qui ont dû attendre.

Et maintenant, nous avons suffisamment d'ordinateurs Macintosh Classic en stock pour répondre à la demande.

À moins que vous nous preniez encore par surprise. Ce qui ne serait pas surprenant compte tenu de ce que vous offre cet ordinateur remarquable et de son prix abordable.

Il a tout d'un Macintosh : des ressources de réseau intégrées et un lecteur de disquettes SuperDrive[MC] pouvant lire et écrire des fichiers compatibles MS-DOS[MD].

LE MACINTOSH CLASSIC, 1 282 $.*

Et, au prix surprenant de 1 282 $*, il comprend également un écran intégré, un clavier, une souris, un système d'exploitation et 1 Mo de mémoire vive (un disque dur de 40 Mo est offert en option).

Il fait fonctionner des milliers de logiciels, tels que des chiffriers électroniques, des traitements de texte et jusqu'à des graphiques et du design. C'est le parfait ordinateur pour les affaires, l'éducation ou la maison.

De plus, cette année, nous lui avons trouvé une compagne à un prix tout aussi abordable : l'imprimante à jet d'encre Apple StyleWriter[MC]. À 799 $, c'est le choix idéal pour ceux qui recherchent la qualité laser à moindre prix.

Alors, venez voir ce qui fait la grande popularité du Macintosh Classic... avant qu'il ne devienne, encore une fois, trop populaire.

Pour connaître le concessionnaire autorisé Apple le plus proche de chez vous, composez le 1 800 668-1644, poste 250.

Le pouvoir d'aller plus loin.[MD]

*Prix de détail conseillé. Les concessionnaires peuvent vendre à un prix moindre. Apple et le logo Apple sont des marques déposées de Apple Computer, Inc. Macintosh, SuperDrive, StyleWriter et «Le pouvoir d'aller plus loin» sont des marques de commerce de Apple Computer, Inc. MS-DOS est une marque déposée de Microsoft Corp. Macintosh Classic est une marque de commerce sous licence de Apple Computer, Inc. Le rendement des ventes du Macintosh Classic est basé sur les dernières statistiques (janvier et février 1991) de l'Indice A. C. Nielsen sur les produits informatiques.

Le Collège de Montréal ne sera plus tout à fait Sulpicien

C'est une corporation indépendante qui verra à l'administration du collège, lequel fera peau neuve pour célébrer son 225e anniversaire

JEAN-PIERRE BONHOMME

Le Collège de Montréal, cette vénérable institution d'enseignement secondaire ne sera plus tout à fait sulpicien. Il passe ces jours-ci, pour la première fois de sa longue histoire, entre les mains d'une corporation «élargie», formée principalement de laïcs, et indépendante de la Compagnie des Prêtres de Saint-Sulpice.

La nouvelle administration est présidée par le professeur Jean-Marie Toulouse, de l'École des hautes études commerciales. Et elle annonce d'ores et déjà que le collège sera complètement et graduellement restauré, restructuré, d'ici les huit prochaines années. Un vaste complexe sportif, aussi, sera construit dans la cour arrière.

Ces projets nécessiteront des investissements de «plusieurs millions de dollars». Les administrateurs ont retenu les services des architectes Jodoin, Lamarre, Pratte pour créer tout ce nouveau complexe.

Par ailleurs, le collège célébrera en grande pompe, l'année prochaine, le 225e anniversaire de sa fondation. Il organisera notamment, dans le cadre des célébrations du 350 anniversaire de Montréal un spectacle Son et Lumière.

Les Prêtres de Saint-Sulpice, on s'en souviendra, avaient été nommés seigneurs et administrateurs de Montréal par Louis XIV; sous le régime anglais leurs titres et biens ont été reconnus par la reine Victoria immédiatement après la rébellion de 1837. Les Prêtres ont de tous temps joué un important rôle dans le domaine éducatif et à tous les niveaux. Le Collège a été fondé six ans après la Conquête.

La nouvelle corporation se substituera au rôle du Conseil provincial des Prêtres de Saint-Sulpice pour ce qui concerne le collège. Il s'agit d'un transfert de droits et de devoirs de la part de la Compagnie de Saint-Sulpice. Celle-ci n'agira plus directement «comme porte-fort et caution financière» du collège. Celui-ci devient autonome. La propriété des immeubles sera tranférée un peu plus tard

M. Jean-Marie Toulouse et le Supérieur provincial des Messieurs de Saint-Sulpice, M. Emilius Goulet, s'en sont expliqués hier au cours d'une visite à *La Presse*.

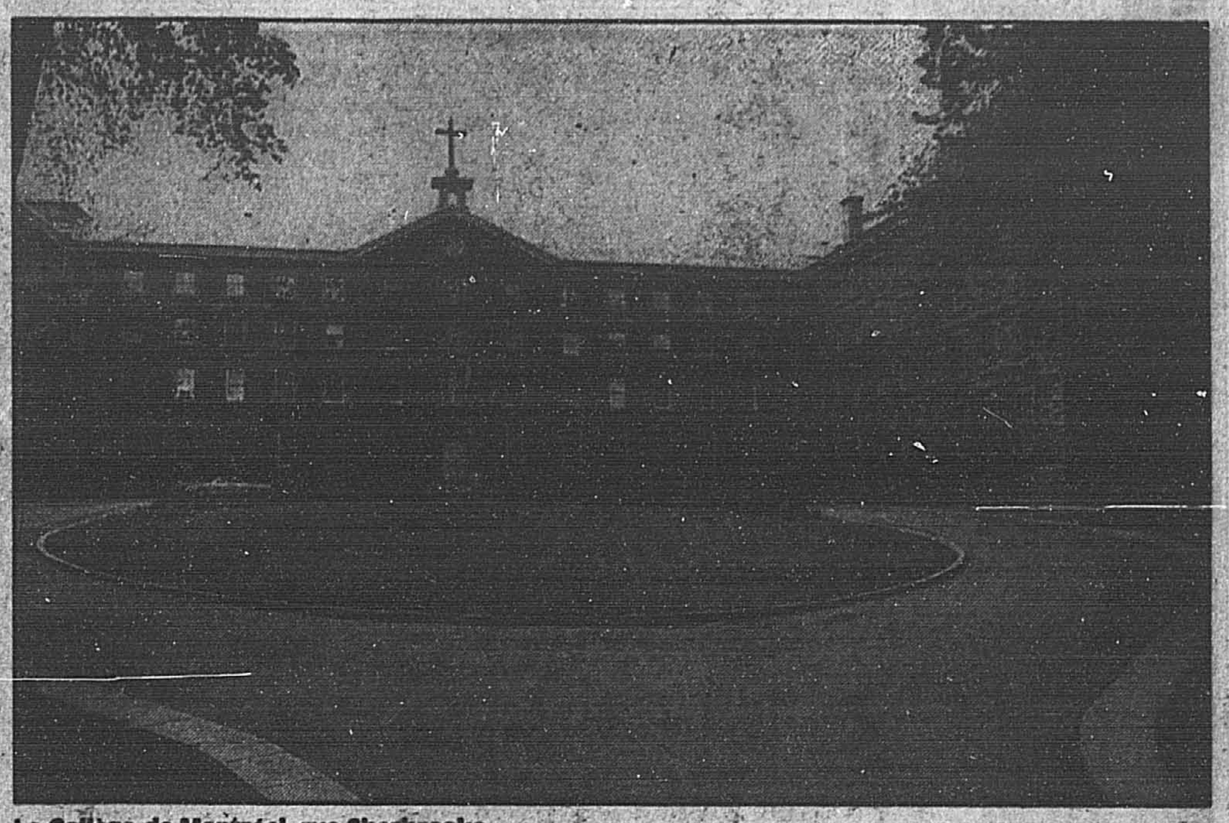
La transformation de la structure administrative, ont-ils dit, «tient fondamentalement au problème de la relève presbytérale et sulpicienne».

Le Collège de Montréal, ancien collège «classique», compose, rue Sherbrooke, la moitié est du complexe du Grand Séminaire de Montréal. Il est toujours en bonne santé puisqu'il accueille bon an mal an, en la dernière décennie, quelque 700 élèves du secondaire (excluant le niveau collégial). Le nombre sera porté à 840 après les transformations. Mais il ne reste plus, parmi le corps enseignant de cinquante personnes, jadis uniquement composé de Sulpiciens, que huit prêtres à temps plein, dont trois administrateurs.

La nouvelle corporation, précise le nouveau président du conseil, compte trente personnes dont onze administrateurs. Ils ont été choisis par le Conseil provincial. Trois Prêtres de Saint-Sulpice comptent parmi les administrateurs.

MM. Toulouse et Goulet ont exprimé la volonté de maintenir, dans le collège, le même «esprit chrétien de la pédagogie sulpicienne».

Les Sulpiciens, signalent-ils, ont la distinction de procéder à l'administration de l'enseignement sur le mode «collégial». Ils se donnent aussi un rôle «humaniste». Les décisions sont ainsi lentes à prendre, mais elles sont pesées. Il est possible, dans cet esprit, que l'enseignement du latin reprenne, sans toutefois restreindre l'apprentissage poussé du français et des sciences diverses.



Le Collège de Montréal, rue Sherbrooke.

Douglas & Desjardins

VENTE DE TAPIS

5 POUR 1

TAPIS RÉSISTACHE
CERTIFIÉ PAR DU PONT

1° Vous obtenez le tapis RÉSISTACHE 45 oz.
2° Vous obtenez le sous-tapis
3° Vous obtenez l'installation
4° Nous payons la T.P.S.
5° Vous obtenez 90 jours sans intérêts

VOUS OBTENEZ LES 5 pour 1 SEUL BAS PRIX

$25.99 V.C.

Ce prix spécial inclut
Tapis • sous-tapis • installation • taxe fédérale • 90 jours sans interêt

Vous obtenez les 5 pour un seul bas prix

SPÉCIAL 90 JOURS SANS INTÉRÊT*

*avec achat minimum 500$, sur approbation de crédit, dépôt requis 25%.

VENTE

PRIX RÉDUIT DE 30% À 70%

TAPIS COMMERCIAL PREMIÈRE QUALITÉ	PRÉLART SANS CIRAGE PREMIÈRE QUALITÉ	TAPIS PELUCHE PREMIÈRE QUALITÉ	SUPER CHOIX Balance de rouleaux
$5.99 V.C.	$8.99 V.C.	$9.99 V.C.	DE TAPIS

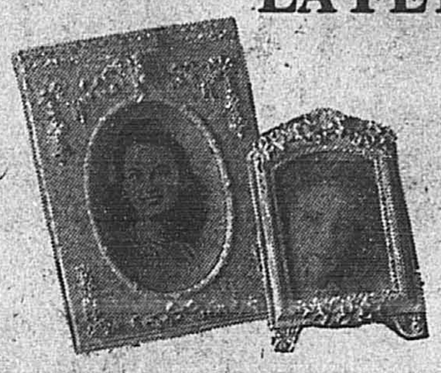
Douglas & Desjardins

VISA

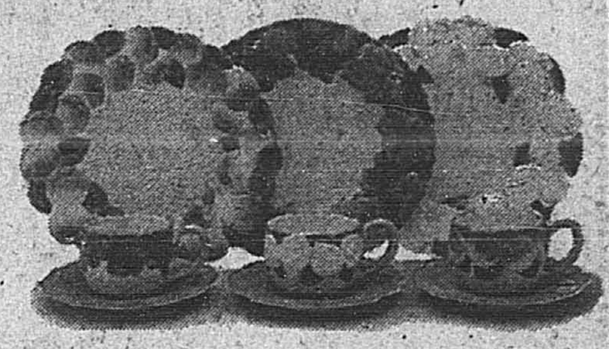
MONTREAL	BROSSARD	LAVAL
336-1234	923-1234	668-4206
3856 CÔTE-VERTU Ville St-Laurent	1875 PANAMA BROSSARD Une rue à l'est du pont Champlain	420 BOUL. DES LAURENTIDES Pont-Viau, Laval

IL N'EXISTE QUE DEUX MAGASINS OÙ VOUS TROUVEREZ LE CADEAU TOUT INDIQUÉ POUR LA FÊTE DES MÈRES: LINEN CHEST

les promenades de la CATHÉDRALE — centre rockland



Il y a des occasions spéciales, pour lesquelles choisir le cadeau approprié peut présenter certaines difficultés. La Fête des Mères en est un excellent exemple. Vous ne savez quoi offrir à votre mère? Faites-lui plaisir avec un superbe cadeau de la sélection chez Linen Chest — services en porcelaine de marques connues offerts à **rabais allant jusqu'à 70%**; articles-cadeaux **Fitz & Floyd à 25% de rabais** et bougeoirs de **Riedel et Kosta Boda à 30% de rabais**; flacons pour parfums et objets d'art **Lalique** en cristal au plomb; jolis vases **Kosta Boda à rabais de 30%**; articles-cadeaux en plaqué argent et accessoires de service en acier inoxydable offerts à prix intéressants. Voici une bonne suggestion: **notre moulin à poivre électronique** à prix de vente spécial, **seulement 19,95$**. Nos **cadres à 8,95$** seront appréciés ainsi que les **coutelleries WMF en boîtes-cadeaux à 59,98$** (ens. 20 pces, service pour 4, rég. 110$). Les fameuses **figurines Royal Doulton** sont maintenant offertes **à 30% de rabais...** vous trouverez toutes ces idées-cadeaux aux plus bas prix à Montréal. Nous le garantissons par écrit!

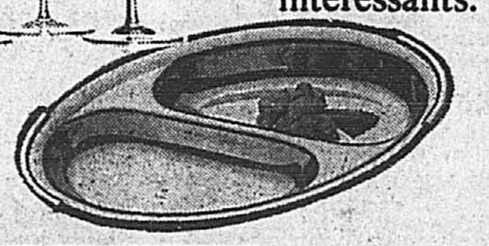


CADEAUX GRATUITS AVEC LA PLUPART DE VOS ACHATS!
Renseignez-vous aux magasins.
Voici un exemple: avec tout achat d'un service de 5 morceaux en porcelaine, vous recevrez en cadeau un verre à eau, verre à vin ou flûte en cristal 24% teneur de plomb (une valeur de 19,99).







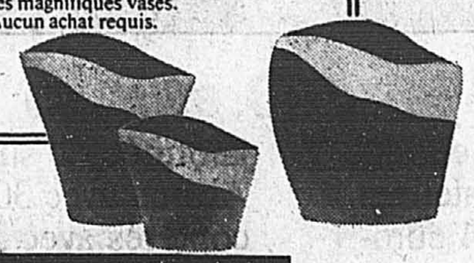




VENEZ RENCONTRER JOHN BERGEN, DESIGNER CHEZ MIKASA
Il se trouvera à notre magasin aux Promenades de la Cathédrale, le samedi 11 mai, de 10 h à 16 h, pour présenter sa nouvelle collection de pièces en céramique faites et peintes à la main. Ces pièces sont réputées pour leur beauté et leur valeur.
PARTICIPEZ AU TIRAGE
Vous pourriez gagner un de ses magnifiques vases. Aucun achat requis.



Prix Garantis
À L'ANNÉE LONGUE
Si vous trouvez la même marchandise ailleurs à meilleur prix, nous respecterons ce prix et nous vous accorderons un rabais additionnel de 10%





• Mikasa • Villeroy & Boch • Royal Doulton • Wedgwood • Fitz & Floyd • JG Durand • Baccarat • Humel • Kosta Boda • Lalique • Lladro • Noritake • Inoxbeck • Hoya • Morton Parker • Armani et beaucoup plus encore!

les promenades de la CATHÉDRALE
282-9525

rockland
341-7810

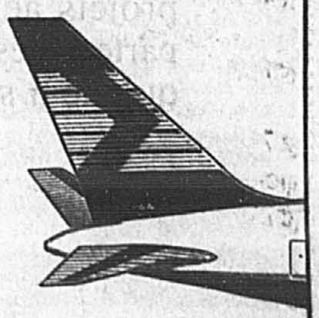
BOUTIQUE ET MAGASIN À RAYONS
LINEN CHEST

LIVRAISON IMMÉDIATE
EMBALLAGE-CADEAU GRATUIT



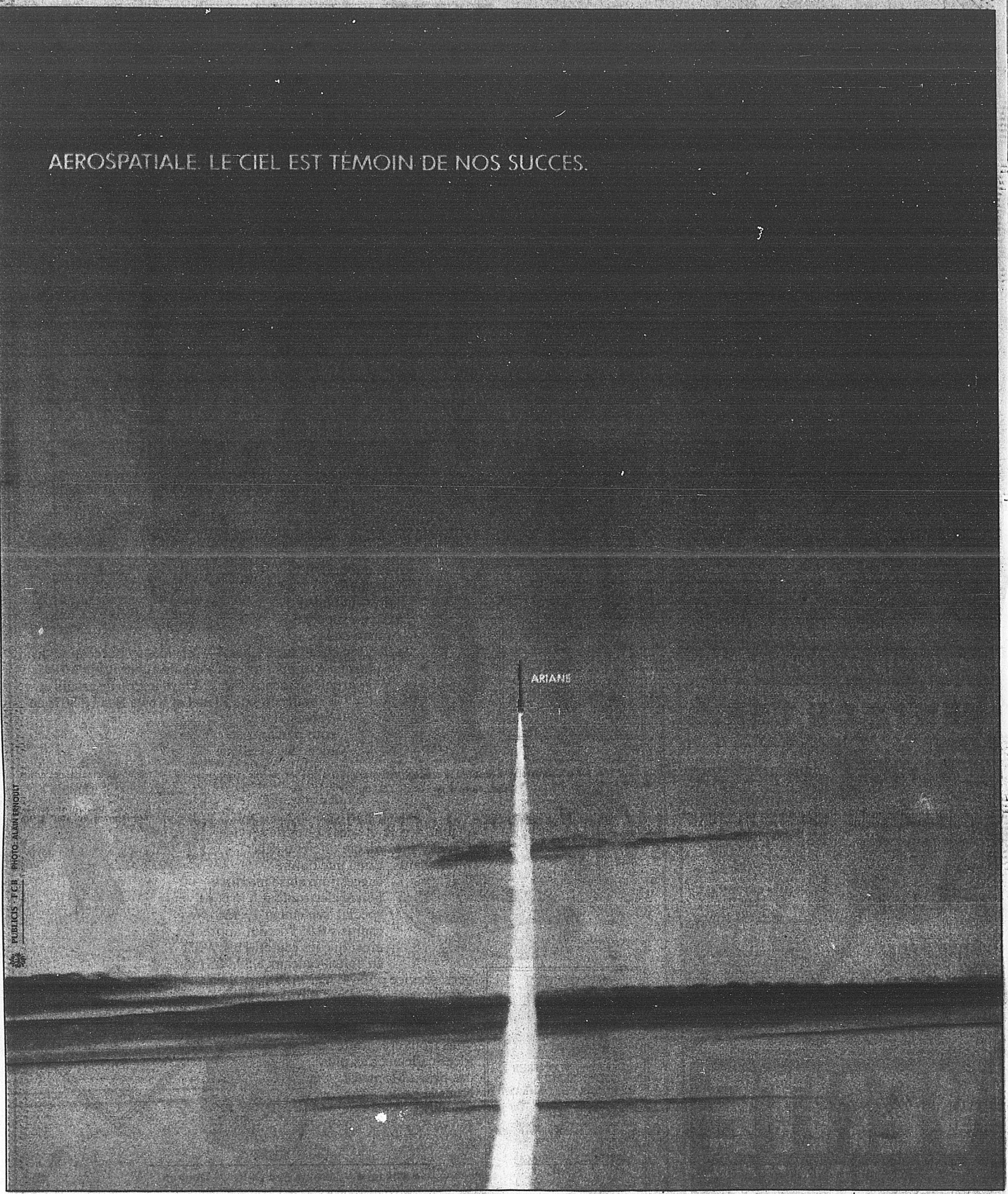
ENFIN, UNE LIGNE AÉRIENNE QUI CONSULTE VOS HORAIRES AVANT D'ÉTABLIR LES *siens*.

• Deux vols directs vers Vancouver
• Deux vols vers Calgary dont le premier départ de la journée, tous les matins



Canadien VA *plus* LOIN

Les horaires de fin de semaine varient. Canadien est une marque déposée des Lignes aériennes Canadien International ltée.



Ariane représente 50% du marché des lanceurs. AEROSPATIALE en est l'architecte industriel. Sur 89 satellites à mettre en orbite, 19 sont américains, 2 canadiens, 44 européens et 53 ont déjà été lancés par ARIANE.

Maître d'œuvre de la navette spatiale européenne Hermes, AEROSPATIALE maîtrise aussi l'ensemble des systèmes spatiaux, du satellite à la station orbitale de demain.

Pour nourrir sa grande capacité de réflexion et de production, AEROSPATIALE investit plus de 35% de son chiffre d'affaires dans la recherche et le développement. Ce pourcentage, le plus élevé du monde, place AEROSPATIALE au cœur de tous les grands projets aéronautiques et spatiaux européens. Ses partenaires se sont associés à la dynamique du succès qu'elle a su créer. Son histoire est depuis toujours jalonnée de succès internationaux menés en collaboration: Airbus avec 30% du marché de l'aviation civile et les hélicoptères avec 33% du marché mondial en témoignent. Ses programmes menés en collaboration représentent 70% de son chiffre d'affaires.

Le Canada est un des tout premiers partenaires d'AEROSPATIALE. Le groupe Bombardier/Canadair et l'entreprise Pratt & Whitney participent à de nombreux programmes aéronautiques dans le cadre d'un partenariat actif fait d'échange d'informations, de méthodes, de technologie et de personnel.

AEROSPATIALE, moteur de l'industrie aéronautique et spatiale européenne, mènera dès demain avec ses partenaires le projet du nouvel avion supersonique et signera dans le ciel un nouveau succès.

aerospatiale

AEROSPATIALE CANADA INC. (ACI), 275 rue Sparks, suite 902, Ottawa (Ontario) K1R 7X9 Tél.: (613) 230-3902 Fax: (613) 230-1442